

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ⵓ ⵏ ⵎⵓⵎⵎⵉⵔ ⵏ ⵜⵉⵣⵓⵣⵓ ⵏ ⵙⵓⵔⵓⵏ ⵏ ⵙⵓⵔⵓⵏ
ⵏ ⵙⵓⵔⵓⵏ ⵏ ⵙⵓⵔⵓⵏ ⵏ ⵙⵓⵔⵓⵏ ⵏ ⵙⵓⵔⵓⵏ
ⵏ ⵙⵓⵔⵓⵏ ⵏ ⵙⵓⵔⵓⵏ ⵏ ⵙⵓⵔⵓⵏ ⵏ ⵙⵓⵔⵓⵏ

UNIVERSITE MOULOUD MAMMARI DE TIZI-OUZOU
FACULTE DES LETTRES ET DES LANGUES
DEPARTEMENT LANGUE ET CULTURE AMAZIGHES



جامعة مولود معمري - تيزي وزو
كلية الآداب واللغات

N° d'Ordre :

N° de série :

**Mémoire en vue de l'obtention
Du diplôme de master II**

DOMAINE : Langue et culture Amazigh.

FILIERE : Langue Et Culture Amazigh.

SPECIALITE : Anthropologie Culturelle Et Du Patrimoine Amazigh.

Titre

**L'engagement militant des acteurs locaux dans le
Mouvement citoyen de 2001 et dans la question identitaire
: le cas des acteurs de la CADC (Tizi-Ouzou).**

Présenté par :

Halit Mehenna

Oussadi Zahid

Encadré par :

M. Kinzi Azzedine

Jury de soutenance :

Président : *Kherdouci Hassina, Professeur, UMMTO*

Encadreur : *Kinzi Azzedine, MCB, UMMTO*

Examineur : *Salhi Karim, MCB, UMMTO*

Promotion : 2015-2016.

Remerciements

Ce travail a été réalisé grâce à la contribution de plusieurs personnes que nous tenons à remercier.

Nous remercions notre promoteur Mr KINZI Azzedine d'avoir accepté de diriger ce travail, nous le remercions pour sa disponibilité, ses encouragements, et pour l'aide qu'il nous a portée durant notre cursus universitaire et pendant la réalisation de ce mémoire.

Nous remercions nos informateurs, acteurs de la CADC, qui avaient accepté de nous accorder des entretiens et de nous avoir fournis des informations nécessaires pour notre objet d'étude :

Boudjerraba Boudjema, Yidir At Maamar, Aliane Khaled, Haddadou Mohand, Belaid Abrika, Chabane Mohand Ouali, et Rachid Allouache.

Nous remercions nos familles qui nous ont soutenus et encouragés dans nos parcours scolaires et universitaires.

Nous remercions aussi nos amis qui nous ont soutenus de près ou de loin pour réaliser ce travail.

Dédicaces.

DÉdicace

Je dédié ce modeste travail à :

- *Mes parents qui sont la source de Mon courage par leur encouragement durant toute ma vie, c'est grâce à eux que j'ai pu arriver à ce que je suis.*
- *Ma sœur et Mon frère.*
- *Mes grands parents.*
- *Mon oncle Rachid et sa femme, leurs enfants Zoheir, Ahmed et Nassim.*
- *Ma tante adidi, son mari et leurs enfants sid ali, nadia, fatma Zahra.*
- *À la mémoire de notre défunt nassima.*
- *Pour mes cousins Imane et abdallah.*
- *Ma tante ferrouja et ses enfants, nesrine et son mari et leurs enfants, Mohamed, ali, Farid et djamil a.*
- *À tout mes oncles et leurs maries et tantes et leurs maris, et en particulier ma tante Zakia et son mari Hemmou, et leurs enfants Massi et Lounes qui m'ont vraiment soutenu durant mon cursus universitaire.*
- *À mes amis de la section d'anthropologie et à tout mes amis pendant mon cursus universitaire.*
- *Pour mes amis amar et Ghilas, amin.*
- *Mon binôme Halit MeHanna.*
- *À tout les martyres de la cause berbère.*

Zahid

Dédicace

Je tiens à dédier ce
modeste travail aux mères
des martyrs de printemps
noir de 2001, qui ne
cessent de pleurer
l'absence de leurs enfants.

Mehenna

Sommaire.

Sommaire.

Introduction générale 2

Chapitre I : Considération méthodologiques :.....4

1- Présentation du sujet	5
2- Choix du sujet	6
2.1. Les raisons subjectives	6
2.2. Les raisons objective	6
3- Problématique	7
4- Hypothèses	8
5- Définitions des concepts-clés	8
6- Etat de la recherche	11
7- Présentation du terrain d'enquête	11
8- Techniques de recherche	12
8.1. Le recueil de documents	12
8.2. L'entretien	12
9- Informateurs	13
10- Méthodes d'analyse	13
10.1.La méthode descriptive	13
10.2.La méthode biographique	14
10.3.La méthode historiographique	14
11- Difficultés du terrain	14

Chapitre II : La chronologie du Mouvement de 2001 :.....16

Introduction	17
1- L'assassinat du jeune Guermmah Massinissa	18
2- Le vendredi rouge en Kabylie	18
3- Une journée d'émeute : cas de la commune d'Illoula	19
4- Le rapport d'Issad	22
5- Les grandes marches durant le Printemps Noir	23
Conclusion.....	25

Chapitre III : Présentation des profils des acteurs :.....26

Introduction.....	27
1- Boujemaa Boujerraba	27
2- Idir Ait Mammar	28
3- Belaid Abrika	29
4- Mohand Haddadou	30
5- Aliane Khaled	31
6- Chabane Mohand Ouali	32
7- Rachid Allouache	33
Conclusion	34

Chapitre IV : L'engagement des acteurs dans le Mouvement de 2001.....35

Introduction	36
1- L'implication des acteurs dans le Mouvement de 2001	36
2.1. Acteur 1 : Boujemaa Boujerraba	36
2.2. Acteur 2 : Idir Ait Mammar	38
2.3. Acteur 3: Belaid Abrika	39
2.4. Acteur 4: Mohand Haddadou	40
2.5. Acteur 5 : Aliane Khaled	41
2.6. Acteur 6 : Chabane Mohand Ouali	42
2.7. Acteur 7 : Rachid Allouache	44
2- La structuration du Mouvement de 2001 : dans la Wilaya de Tizi-Ouzou	46
3- Les grandes actions organisées par la CADC	48
3.1. La marche du 21 mais 2001	48
3.2. La marche du 14 juin 2001	49
3.3. La marche des délégués	50
3.4. La marche du 20 aout 2001	51
3.5. Etablissement de la plate-forme d'El Kseur	52
3.6. La désobéissance civile	52
3.7. Le rejet des élections	53
3.7.1. Les élections législatives de 30 mai 2002	53
3.7.2. Les élections locales de 10 octobre 2002	53

Sommaire.

4- l'organisation des meetings et des sit-in.....	54
5-l'enterrement de Mohand Arab Bessaoud.....	56
4- L'arrestation des délégués du Mouvement Citoyen	56
5- Les divergences au sein du Mouvement	57
6- Le dialogue Mouvement Citoyen- Pouvoir	58
7- Le recul et l'étouffement du Mouvement Citoyen	60
Conclusion	62

Chapitre V : La question identitaire dans l'engagement et représentations des acteurs :.....63

Introduction.....	64
1- Acteur 1 : Boujemaa Boujerraba	64
2- Acteur 2 : Idir Ait Mammar	67
3- Acteur 3: Belaid Abrika	71
4- Acteur 4: Mohand Haddadou	76
5- Acteur 5 : Aliane Khaled	79
6- Acteur 6 : Chabane Mohand Ouali	82
7- Acteur 7 : Rachid Allouache	85
Conclusion	88

Conclusion générale89

Agzul s tmaziyt92

Bibliographie95

Annexe99

Les sigles :

CADC : la Coordination des Arachs, Daïra et Commune de Tizi-Ouzou.

CCUOA : comité de la cité universitaire Oued Aissi.

CNCD : la Coordination Nationale pour le Changement et la Démocratie

F.F.S : Front Des Forces Socialistes.

F.L.N : Front De Libération National.

JSK : Jeunesse Sportive de Kabylie.

MCB : Mouvement Culturel Berbère

PST : Parti Socialiste des Travailleurs

R.C.D : Rassemblement pour la Culture et la Démocratie.

SATEF : syndicat autonome de travailleurs de l'éducation et de la formation

Introduction générale.

Introduction générale:

Dans notre travail de recherche, nous allons aborder, dans une approche anthropologique, l'engagement militant des acteurs de la Coordination des Archs, Daïras et Communes de la wilaya de Tizi-Ouzou : CADC. Cette structure s'est proclamée le 17 mai 2001 durant les événements qui ont secoué la Kabylie durant le Printemps 2001, communément appelé le « *Printemps Noir* ».

L'élément déclencheur de ces événements est l'assassinat du jeune lycéen Guermmah Massinissa par la gendarmerie de la localité d'At Douala et l'arrestation arbitraire des collégiens à Amizour au lendemain de la célébration de 21^{ème} anniversaire du Printemps berbère.

« La révolte » a éclaté un peu partout en Kabylie. Les jeunes ont défié les gendarmes. Ces derniers ont tiré à balles réelles, en faisant en conséquence des morts et des blessés. En absence d'une réaction politique rapide et réfléchie pour ramener le calme, des acteurs s'engagent dans le mouvement pour arrêter la fusion du sang des jeunes manifestants. Ces acteurs avaient pris l'affaire en main en menant de nombreuses actions sur le terrain. Le 14 juin 2001, une imposante marche converge vers Alger pour remettre au Président Abdelaziz Bouteflika un texte de revendication, la plate-forme d'El Kseur qui sert un document de base au Mouvement citoyen des Aarchs. Les manifestants ne sont pas reçus et sont stoppés par les forces de l'ordre.

Nous sommes intéressés par l'étude du Mouvement citoyen de 2001 à travers le parcours de l'engagement des acteurs qui prennent en charge le mouvement et les actions menées durant les événements de 2001, notamment en faveur de la question identitaire.

Pour traiter notre problématique, nous avons réparti notre travail sur cinq chapitres.

Le premier chapitre intitulé, « Considérations méthodologiques », est un schéma théorique et un support méthodologique définissant la démarche scientifique adoptée. Pour faire valoir notre recherche, nous avons émis quelques hypothèses en s'appuyant sur des questionnements auxquels nous suggérons des réponses.

Quant aux techniques de recherche, notre étude insiste sur une approche empirique. Les données recueillies auprès des acteurs avec lesquels nous avons réalisé nos entretiens considérés comme le vertébrale de la recherche.

Le deuxième chapitre, intitulé « La chronologie du Mouvement de 2001 en Kabylie », est consacré à retracer les grands événements et grands moments du Mouvement citoyen de 2001.

Introduction générale:

Le troisième chapitre est intitulé « présentation des profils d'acteurs ». Il s'agit ici de présenter les acteurs avec lesquels nous avons réalisés nos entretiens. Nous tenons à présenter la trajectoire sociale et biographique l'acteur depuis son enfance jusqu'à nos jours.

Le quatrième chapitre intitulé « L'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001 ». Ce chapitre est réparti en deux volets. Le premier volet est consacré à montrer comment les acteurs sont engagés dans la CADC. Le deuxième volet est consacré aux grandes actions menées par la CADC durant le Mouvement citoyen de 2001.

Le dernier chapitre intitulé « La question identitaire dans l'engagement militant des acteurs », ce chapitre est consacré à la prise de la conscience identitaire de l'acteur ainsi qu'aux actions menées au profit de la question identitaire par l'acteur avant et durant le Mouvement de 2001. Autrement dit ; il s'agit de retracer le parcours de chacun de ces acteurs dans l'engagement pour la question identitaire.

Chapitre I :
Considérations méthodologiques

1. Présentation du sujet :

Notre étude de recherche s'inscrit dans le domaine de l'anthropologie politique et culturelle, de l'anthropologie des mouvements sociaux et identitaire. Notre thème portera sur l'engagement militant des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001 et particulièrement au sein de la structure de la CADC.

Dans notre recherche nous allons nous intéresser à ces acteurs à travers leur participation dans ce mouvement, dans lequel ils étaient fortement impliqués et dont ils étaient les principaux acteurs.

Notre intérêt réside dans la compréhension de l'engagement actif des acteurs tout en insistant sur leurs actions et leur mobilisation de la population de la wilaya de Tizi-Ouzou. Pour mener notre recherche, nous avons pu recueillir et lire un certain nombre de documents et ouvrages ayant abordé le sujet du « *Printemps noir de 2001* » en Kabylie. Pour la majorité, ils ont retracé la chronologie des événements à partir de l'assassinat du jeune Guermmah Massinissa par la gendarmerie de la localité de Beni Doula. Cependant notre étude se basera sur la mémoire et les témoignages des acteurs impliqués activement dans le Mouvement dans les quelques localités de la wilaya de Tizi-Ouzou. Le terrain de notre recherche est particulièrement la wilaya de Tizi-Ouzou, bien que le Mouvement citoyen de 2001 ait touché toute la Kabylie.

A travers notre étude, nous essayons de mettre en lumière quelques actions menées par les acteurs au sein de la structure de la C.A.D.C durant les événements du Printemps noir de 2001, voire même après. Par ailleurs, notre étude va s'intéresser davantage à l'engagement de nos acteurs en faveur de la question identitaire avant l'avènement et pendant le Mouvement.

Et ce dans le but de saisir la continuité ou non de l'engagement des acteurs de la CADC pour la question identitaire.

2. Choix du sujet :

Le choix de notre sujet n'est pas arbitraire. Cependant, il est motivé à la fois par des raisons subjectives et objectives.

2.1 Les raisons subjectives :

Comme nous sommes des citoyens appartenant à la nouvelle génération qui a vécu le Mouvement citoyen de 2001 en Kabylie. A travers notre étude nous voulons comprendre comment la région de Tizi-Ouzou avait subi le même destin que d'autres régions de la Kabylie durant les événements de 2001.

Une autre raison, nous voulons comprendre à partir de l'intérieur des structurations et les fonctionnements du Mouvement citoyen de 2001 en Kabylie à partir du local et de l'acteur.

En outre, notre vécu (ou participation) à ces événements qui sont ancrés dans nos mémoires, avec le temps nous laissent à réfléchir et interpeler ces événements et leurs contextes : hommes, les actions ; les émeutes ; les mobilisations, etc.

2.2 Raisons objectives :

Notre choix objectif est motivé, d'abord, par le fait que nous allons mettre en lumière l'engagement militant dans la CADC à travers des acteurs de quelques localités de la wilaya de Tizi-Ouzou. Cette étude se veut une contribution à l'enrichissement des études universitaires qui jusque-là ne se sont pas beaucoup investies pour une compréhension scientifique de la contestation populaire de 2001 en Kabylie. La rareté des travaux dans le domaine des sciences humaines, particulièrement en socio-anthropologie nous a encouragé de travailler sur ce sujet qui nous semble important. Cette étude montrera quelques raisons qui ont poussé les acteurs à s'impliquer dans le Mouvement citoyen.

La disponibilité des acteurs de ce mouvement et l'importance de la mémoire qu'ils disposent autour de ce mouvement, nous interpelle davantage sur des questions qui peuvent être traitées ici dans notre étude.

3. La problématique :

Le mouvement de contestation en Kabylie, celui qui est connu par le Mouvement de 2001, a connu son point de départ du mois d'avril de 2001 après l'assassinat du jeune lycéen Guermmah Massinissa à l'intérieure de la brigade de la gendarmerie de la localité d'At Douala. Ce mouvement a été rapidement structuré par des acteurs qui se sont désignés comme porte-parole de ce mouvement de la contestation sous le nom de la Coordination des Archs, Dairas et Communes (CADC), pour ce qui est particulièrement pour la wilaya de Tizi-Ouzou.

Notre thématique « **L'engagement militant des acteurs locaux dans le Mouvement citoyen de 2001 et dans la question identitaire : le cas des acteurs de la CADC (Tizi-Ouzou)** », s'inscrit dans le domaine de l'anthropologie politique et culturelle. Elle se veut comme regard anthropologique sur le Mouvement de contestation de 2001, tout en se basant sur la coordination de la Wilaya de Tizi-Ouzou, connue sous l'appellation la CADC, et ce, à travers l'étude de cas d'acteurs engagés dans ce mouvement.

Notre problématique est focalisée sur l'engagement de l'acteur, sa participation et son action au sein du Mouvement citoyen. Il s'agit de questionner l'acteur sur les raisons de son engagement dans le Mouvement de contestation de 2001 et comment s'engagent-ils dans leur parcours militant pour la cause identitaire .et comment la représentent-ils au sein du Mouvement ?

Notre thématique que nous proposons est parmi les rares travaux qui traitent ce sujet¹. Sa nouveauté réside dans le fait qu'elle prend en considération et elle se focalise sur l'acteur lui-même, où nous allons nous baser sur leur trajectoire militante au sein du Mouvement.

Dans notre étude, il est important de s'intéresser à l'acteur en tant qu'individu, à sa personnalité, à son parcours social et militant et à son passé. Eric Agrikoliansky nous relate à ce sujet : « *à la fois le reflet des dispositions engendrées par le passé militant est le fruit d'une reconstruction progressive de ce passé.* »².

¹Parmi ces travaux :

Ouiza Ait Si Selmi, Nabil Sadi a, *Les évènements de 2001 à travers les récits de jeunes*, Mémoire de licence, 2007/2008.

Arezki Mamart, *Le mouvement de contestation d'Avril 2001 en Kabylie (mouvement citoyen)*, Diplôme des Etudes Approfondies, Paris VIII, 2002/2003.

² Eric, Agrikoliansky « Carrière militante et vocation morale : les militants LDH », in *Revue française de science politique*, vol 51, n°1, 2000, pp.27.

Chapitre I : considérations méthodologiques

Les questions que nous allons essayer de répondre dans notre étude sont comme suit :

Comment les acteurs de la CADC racontent-ils leur engagement militant dans le Mouvement citoyen de 2001 ?

Quels sont les raisons qui ont poussé ces acteurs à s'impliquer dans le mouvement ?

Quelles sont les revendications de ces acteurs ?

Quelle est la trajectoire de leur engagement pour la cause identitaire amazigh avant et au sein du Mouvement citoyen de 2001 ? Et comment représentent-ils cette question dans leur engagement ?

4. Les hypothèses :

Les acteurs impliqués dans la Coordination des Arachs, Dairas et Communes de la wilaya de Tizi-Ouzou racontent leur engagement, leurs actions ainsi que les positions qu'ils occupent au sein du Mouvement citoyen de 2001 avec intérêt et ils se souviennent des détails de ces événements qui ont secoué la Kabylie durant le Printemps noir de 2001.

L'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001 s'affirme dans leur engagement pour la cause identitaire amazighe. Leur trajectoire militante pour la cause identitaire constitue une continuité dans leur engagement au sein du Mouvement citoyen de 2001.

5. Les définitions des concepts clés :

Acteur :

Du latin « accore » celui qui agit, qui fait mouvoir.

Individu qui réalise des actions, joue un rôle, remplit des fonctions, selon les motivations et pour des fins qui lui sont, en tout ou parties personnelles.

Par acteur, on désigne l'individu qui agit selon ses propres desseins, selon ses propres motivations. Le fait de jouer un rôle dans une organisation³.

³*Dictionnaire de sociologie, Le Robert, Seuil, Paris, 1999, p.03.*

Chapitre I : considérations méthodologiques

Engagement militant :

Fait d'adopter ouvertement une position politique nette et durable, généralement continuée par l'action ou une participation publique⁴.

Cause identitaire :

Résulte de la reconnaissance réciproque du moi et de l'autre ; elle est le produit d'un processus conflictuel où se construisent les interactions individuelles, des pratiques sociales objectives et des représentations subjectives⁵. Ce concept est important que les précédents, il nous semble indispensable dans le cas de notre travail de recherche, car nous l'avons traité dans l'un de nos chapitres que nous avons consacré à l'engagement des acteurs en faveur de la lutte identitaire.

Mouvement social :

Touraine définit le mouvement social à la lumière des multiples changements sociaux, autour de deux notions : « le sujet » et le « le mouvement sociétal ». Le sujet est la volonté d'un individu d'agir et d'être reconnu comme acteur. À ce propos, il dit « je défini donc aujourd'hui non pas comme l'un des éléments de l'opposition (d'une part le sujet, d'autre la raison) comme l'expression concrète d'un double refus et d'une décision, il y a le refus du pouvoir technocratique (...) et le refus du pouvoir communautaire, de l'obsession de l'identité, car tout sujet est à la fois universaliste et communautariste⁶ ».

Aussi le mouvement social est « l'entreprise collective visant à établir un nouvel ordre de vie (...) tout mouvement social suppose une mobilisation préalable des acteurs qui composent cette mobilisation et n'implique pas nécessairement la création de nouveaux engagements et de nouvelles identités collectives ; elle peut également reposer sur la réactivation de loyautés et d'identités déjà constituées⁷.

⁴ Charles Debbasch, Jacques Bourdon Jean-Marie Pontier, Jean-Claude Ricci, *Lexique politique*, Dalloz, Paris, 2001, P154.

⁵ *Dictionnaire de sociologie*, Armand colin, Paris, 2004, p.86

⁶ Alain Touraine, *La Voix et le regard*, op cit, p 18

⁷ Raymond Boudon, Philippe Bessard, Mohamed Cherkaoui, Bernard Pierre Lecuyer, *Dictionnaire de la sociologie*, Larousse, Paris, 2001, p 159.

Chapitre I : considérations méthodologiques

Militant et militantisme :

- 1- Membre d'une organisation politique participant activement à la vie de celle-ci et au développement de sa propagande (affichage, participation aux réunions, vente de journaux...) ⁸
- 2- Dans un parti, un syndicat ou une association, le terme désigne un membre actif (opposé à sympathisant et simple adhérent), mais son emploi n'implique pas forcément l'exercice d'une responsabilité dans la hiérarchie du groupement (on parlera ainsi des militants de base). ⁹

Action :

Manifestation matérielle ou symbolique d'une volonté individuelle ou collective au sein d'une situation sociale ; action désignant l'activité du sujet individuel, collectif, recouvre l'un des concepts fondamentaux de la sociologie et soulève l'un de ses problèmes essentiels ¹⁰.

Action sociale :

C'est toute manière de penser, de sentir et d'agir dont l'orientation est structurée suivant des modèles qui sont collectifs ; c'est-à-dire qui sont partagés par les membres d'une collectivité quelconque de personnes ¹¹.

⁸ Charles Debbasch, Jacques Bourdon, Jean-Marie Pontier, Jean-Claude Ricci, op cit. p 266

⁹ Dictionnaire de sociologie, le Robert, op cit, p341.

¹⁰ *Dictionnaire de sociologie*, le Robert, op cit, p 04.

¹¹ Raymond Boudon, Philippe Bessard, Mohamed Cherkaoui, Bernard Pierre Lecuyer, op cit, p226.

6. État de la recherche :

L'inventaire des études et des écrits portant sur la revendication identitaire nous paraît très riche, mais ceux qui concernent la contestation de 2001 en Kabylie restent un domaine presque vierge ; car rares sont les études qui se sont intéressées à cette question.¹²

7. Présentation du terrain d'enquête :

Dans toute recherche en sciences sociales, en particulier l'anthropologie, le chercheur est amené à choisir un sujet pour sa recherche, donc un terrain, puisque l'anthropologie est une discipline des sciences sociales qui explore des terrains qui n'ont jamais été l'objet d'une étude scientifique ou abordé d'une façon partielle. Jean Copans soutient cette idée, pour lui "[...] l'ethnologie, c'est faire 'du terrain', comme on dit familièrement, même si ce terme est aujourd'hui des plus galvaudés... »¹³.

Le terrain de notre enquête, c'est la wilaya de Tizi-Ouzou. En fait, l'engagement des acteurs concernés par notre enquête, s'est essentiellement manifesté dans cette wilaya. Donc la plupart de nos entretiens et discussions se sont déroulés dans la wilaya de Tizi-Ouzou, nous avons fait des entretiens avec des acteurs engagés dans la CADC. Il s'agit, en effet, des entretiens que nous avons réalisés avec les acteurs du Mouvement de 2001 de quelques localités de la wilaya de Tizi Ouzou ; à l'exemple de Tizi-Ouzou, Ouacif, Illoula Oumalou, Bouzeguene, etc.

¹²Parmi ces études :

Nassim Amrouche, « La mémoire contre l'Histoire : la revendication identitaire kabyle », *Sciences-croisées*, N°2-3, France, 2007

Brahim Salhi, « Entre communauté et citoyenneté, le local en contestation », *Insaniyat* N°5, 2002

Karima Direche-Slimani, *Mouvement des arachs pour une alternative démocratique autonome ?*, CNRS-IREMAM, Paris, 2004.

Hamid Chabani, *Le printemps noir de 2001 en Kabylie, cas la coordination communale d'Ain Zaouia*, L'Harmattan, Paris, 2012.

Brahim Salhi, *Algérie : identité et citoyenneté*, Achab, Tizi-Ouzou, 2010.

Taos Mousi, *amussu agherman 2001 : assudes n le comite populaire d'adekkar, structuration et fonctionnement du C. C. A*, DCLA, Bejaia, 2008.

Tayeb Lounés, *L'engagement militant dans le mouvement contestataire de 2001 en Kabylie. Les acteurs du conseil de Daïra d'Ouacif* », DLCA, Bejaia, 2014.

Ouiza Ait Si Selmi, Nabil Sadi, op cit. ; Arezki Mamart, op cit

¹³ Jean Capans, *Introduction à l'ethnologie et à l'anthropologie*, Nathan, Paris, 1996, p.17.

8. Les techniques de recherche :

8.1 .Le recueil de documents :

Dans la recherche anthropologique, le chercheur engage plusieurs méthodes et techniques pour le recueil des données ethnographiques dont il a besoin pour son étude. Le chercheur est tenu de collecter toutes les données qui lui seront livrées par les informateurs. L'enquête de terrain, souligne Jean Copans *« est une collecte « des données orales », qu'ils aient ou non une existence sociale reconnue. Traditions, rituels, discours politiques, conversations, toutes les formes de culture passent par une manifestation verbale¹⁴»*.

Pour atteindre nos objectifs de recherche et compte tenu de la nature de notre problématique, nous avons collecté des données selon la méthode qualitative. Notre recherche comporte une partie documentaire et un travail de terrain.

La première partie de notre étude est une étude documentaire qui repose sur un corpus constitué de documents (ouvrages, articles, documents...). Dans un premier temps, nous avons rassemblé les documents ayant traité notre sujet : les ouvrages et les articles qui traitent la question de 2001, les journaux, notamment le journal « Le Matin. », des documents relatifs à l'action de la CADC (déclaration, information, PV de réunion, etc.)

8.2 .Technique d'entretien :

Toute recherche exige une technique qui doit être choisie en fonction des objectifs que le chercheur se fixe et des contraintes matérielles. Pour notre part, nous avons choisi l'entretien, qui a un type interpersonnel que le chercheur organise avec les personnes dont il attend des informations en rapport avec le phénomène qu'il étudie. D'une autre manière, c'est la situation au cours de laquelle un chercheur, l'enquêteur, essaie d'obtenir d'un sujet, l'enquêté, des informations détenues par ce dernier, que ces informations résultent d'une connaissance, d'une expérience ou qu'elles soient la manifestation d'une opinion.

Quant à notre étude, nous avons posé des questions aux informateurs en leur laissant la liberté de parler tout en intervenant d'un moment à l'autre pour orienter leurs réponses vers notre centre d'intérêt. Il s'agit des entretiens semi-directifs.

¹⁴Ibid. P.21.

Chapitre I : considérations méthodologiques

9. Tableau des informateurs :

<i>Noms et prénoms</i>	<i>Age</i>	<i>Situation familiale</i>	<i>Profession</i>	<i>Adhésion politique</i>
Boudjema Boudjerraba	59 ans	Marié	Retraité	F.L.N, F.F.S.
Ait Mamm Idir	56 ans	Marié	Inspecteur de l'éducation	F.F.S.
Abrika Belaid	47 ans	célibataire	Enseignant à l'université Mouloud Mammeri	N'affirmait pas son appartenance aux partis politiques.
Mohand Haddadou	46 ans	Marié	Enseignant à l'université Mouloud Mammeri	Sympathisant du R.C.D.
Aliane Khaled	49 ans	Marié	Enseignant à l'université Mouloud Mammeri	Sympathisant de la gauche
Chabane Mohand Ouali	41 ans	Marié	Comptable à l'université Mouloud Mammeri	Sympathisant du F.F.S.
Rachid Allouache	46 ans	Marié.	Commerçant	Sympathisant du F.F.S.

10. Les méthodes d'analyse :

10.1 La méthode descriptive :

La description conçue comme un niveau, par rapport à la classification et l'explication des données recueillies sur le terrain d'enquête. Elle comporte elle-même plusieurs niveaux possibles. On peut tenter de décrire une opinion publique nationale ou des sentiments

Chapitre I : considérations méthodologiques

éprouvés par un groupe d'individus. La description peut aussi explorer plus ou moins profondément¹⁵. Dans notre étude la description constitue notre principale méthode de la présentation des données recueillies sur l'acteur en question

10.2 La méthode biographique :

Elle est un moyen direct de parvenir à la connaissance des caractéristiques sociales d'un individu, que ce soit son itinéraire familial et scolaire ou sa trajectoire socioprofessionnelle, étudiées par rapport à sa situation présente¹⁶. Cette méthode nous permet de présenter la vie publique et la vie privée de l'acteur tout en insistant sur des moments importants marquant sa trajectoire personnelle.

10.3 La méthode historiographique :

Il s'agit de montrer la position sociale ainsi que l'engagement politique des militants à travers l'histoire. Cette méthode nous a permis de décrire la mémoire des acteurs comme des faits historiques. Il s'agit, autrement dit, d'une reconstitution historique de l'engagement des acteurs dans le Mouvement social.

Les deux méthodes descriptive et historiographique sont nécessaires et complémentaires à la fois. Descriptive : car il s'agit de décrire les parcours de ces acteurs. Historiographique, parce qu'il s'agit de reconstituer leurs trajectoires dans l'engagement militant telles qu'elles sont évoquées dans les récits des acteurs du Mouvement de 2001.

11. Les difficultés du terrain :

Les principales difficultés rencontrées dans notre travail de recherche sur l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001 et pour la cause identitaire se résument comme suit :

- ✓ Malgré nos sollicitations, certaines personnes n'ont pas voulu donner suite à nos différents rendez-vous afin de répondre à nos questions.
- ✓ Les réponses de certains informateurs ne sont pas fiables et sont, par conséquent, contradictoires et incohérentes.

¹⁵ Madeleine Grawitz, *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, Paris, 2001, p 406.

¹⁶ Jean Peneff, *La méthode biographique*, Armand Colin, Paris, 1990, p06.

Chapitre I : considérations méthodologiques

- ✓ À plusieurs reprises durant l'entretien nous poserons la question sur les actions individuelles menées par l'acteur mais la réponse est négative. Ils nous ont donné seulement les grandes actions.
- ✓ Certains délégués veulent exploiter nos entretiens pour régler des comptes personnels avec d'autres délégués.

Chapitre II :
La chronologie du Mouvement de
2001 en Kabylie.

Chapitre II : la chronologie des événements de 2001

Introduction :

La Kabylie a payé un lourd tribut pour l'indépendance de l'Algérie durant la guerre de libération 1954-1962. Le pacte politique du 1er novembre 1954 et du 20 août a été rompu, par les organisateurs du coup de force de l'été de 1962 qui avait porté au pouvoir les partisans de l'Algérie arabo-islamique, au détriment d'une Algérie Algérienne. A la sortie de cette guerre qui l'avait rendu exsangue, la Kabylie, fidèle à la parole donnée, et aux idéaux de novembre et de la Soummam, se trouvait devant une situation hésitante qui s'est traduite sur le terrain par une situation conflictuelle quasi permanente avec le régime.:

Le conflit armé, 1963 à 1965, qui s'est soldé par la mort de près 500 maquisards (parmi eux des maquisards de la guerre d'indépendance), des centaines de blessés et d'handicapés à vie sans compter ceux qui croupissaient sans jugement, durant des années, dans les geôles du pouvoir¹

Les événements d'avril 1980, communément appelés *Printemps berbère* « *tafsut imazighen* » en tamazight, ainsi le 20 avril 1980 constitue donc pour l'ensemble des Amazigh, d'une façon générale et pour les Kabyles en particulier, une date symbolique et historique quant à une prise de conscience collective.² Néanmoins, la lutte pour la reconnaissance de la langue berbère comme nationale et officielle se poursuivait. Elle fut marquée en 1994 par la grève dite du cartable qui dura une année scolaire et aboutit à la création d'un Haut Commissariat à l'Amazighité et l'introduction de tamazight dans le système éducatif algérien.

L'assassinat en juin 1998 de MATOUB Lounes, chanteur et fervent défenseur de la cause identitaire, génère des manifestations (marches et émeutes). La réaction de la population de la Kabylie était violente, malgré la répression mise en place par l'Etat, elle n'a pas dissuadé des milliers de jeunes de la Kabylie à investir la rue pour demander réparation et justice sociale.

Les événements sanglants de 2001 à 2005, appelés communément *Printemps noir* ou *tafsut taberkant* en kabyle se sont soldés par l'assassinat de 128 jeunes kabyles, des certains de blessés et d'handicapés à vie.

Ces événements avaient donc libéré toute une dynamique et constituent un aboutissement historique quant aux revendications de la Kabylie

¹ Amar Ouerdane, *La Question berbère dans le mouvement national algérien 1926-1980*, Edition du Septentrion, 1990.

² Ouidir Belhimer, *Approche anthropologique du l'engagement des acteurs du Printemps Berbère de 1980*, *Mémoire de magister*, Ecole doctorale en anthropologie, Université de Tizi Ouzou, Juin, 2012.

Chapitre II : la chronologie des événements de 2001

Ce chapitre permettra la présentation des grands événements du *Printemps noir* en Kabylie. Cette chronologie recense synchroniquement des dates importantes marquant les différentes étapes de la lutte du Mouvement citoyen dit communément Mouvement des Arachs (ou laârouch) durant la révolte de 2001 en Kabylie.

Cette chronologie marque l'évolution de la protestation Kabyle de 2001. Dans le choix des dates, nous avons retenu seulement celles qui nous semblent pertinentes.

1. L'assassinat du jeune Guermmah Massinissa :

Le 18 avril 2001, à l'intérieur de la brigade de la gendarmerie de la localité d'At Douala, le jeune lycéen Guermmah Massinissa fut assassiné d'une rafale d'arme automatique par les gendarmes, deux jours avant les commémorations du 21^{ème} anniversaire du « *Printemps berbère* » de 1980.

Le 21 avril 2001, vers 11h du matin, dans la localité d'Amizour à Bejaia, la gendarmerie de cette localité a interpellé trois élèves. Ces derniers sont en route vers le stade en compagnie de leur enseignant de sport et leurs camarades de classe.

Ces deux événements, seront l'élément déclencheur de la « révolte » en Kabylie. Des manifestations ont été observées dans toute la Kabylie. La protestation collective du jeune kabyle a été violente et dramatique.

Ces manifestations « sont réprimées par les forces de l'ordre et ayant causé la mort de 128 jeunes et plus de 2000 blessés ».³

2. Le vendredi rouge en Kabylie :

Vendredi, 27 avril 2001, violents affrontements entre manifestants et les brigades de la gendarmerie, plusieurs régions en Kabylie sont plongées dans le sang, les brigades sont assiégées, les commerces sont fermés, les routes sont bloquées par les manifestants, plusieurs édifices étatiques et sièges de partis politiques sont incendiés, plusieurs arrestations des jeunes citoyens qui seraient tabassés dans les commissariats, puis relâchés nus dans les rues. Les

³ Said Kaced, *Kabylie assassinée*, Ed, SNEC- Liberté, 2001.

Chapitre II : la chronologie des événements de 2001

gendarmes tirent sur les jeunes par des balles réelles, le bilan de cette journée à Tizi Ouzou est 17 jeunes assassinés, et une centaine de blessés.⁴

3. Une journée d'émeute : cas de la commune d'Illoula :

La localité d'Illoula Oumalou est située à 60 Km du chef-lieu de la wilaya de Tizi-Ouzou. Cette localité a connu le déclenchement des événements à partir de 28 avril 2001. Un citoyen de la localité nommé Akli Kezal⁵ a rapporté la chronologie des événements secoués dans cette localité.

La veille du 28 Avril :

Les gendarmes sont montés vers minuit pour désarmer les éléments de la garde communale d'Illoula.

Samedi 28 Avril :

A 8h du matin, les villages de la localité sont vidés, tous les jeunes sont descendus vers le chef-lieu de la commune (Tabouda). Aux environs de 9 H, les jeunes sont réunis au carrefour qui fait face à la pompe à essence, afin qu'ils puissent procéder au contrôle routier. Car il s'agit d'une grève générale dont toute la commune est paralysée, les commerçants ont baissé les rideaux, les établissements scolaires sont fermés. D'autres arrivent partout : collégiens, lycéens, universitaires.... Et certains d'autres se regroupent en foule agitée. La tension monte à chaque conversation, ils sont tous en état de nervosité. Ils décident finalement de monter, car ils sont prêts à tout : casser, brûler et même tuer.

10H : les émeutiers se rassemblent de nouveau devant le siège de la garde communale (ex-Kasma FLN). Ils ont descendu le drapeau national et y met le feu. Maintenant ils réclament un élément de la garde communal surnommé commandant Vriruc, Ce dernier travaille avec la gendarmerie de la localité. Ensuite quatre jeunes entrent à l'intérieur pour vérification, d'ailleurs l'un d'entre eux sera assassiné par la gendarmerie. Des cris, des menaces de toute sorte s'élèvent de la foule. Quelques personnes conseillent les manifestants qu'il ne faut surtout pas s'attaquer à la mairie et au siège de dispensaire, ce n'est surtout pas leur but.

⁴Idem

⁵Akli Kezal, directeur d'école à la retraite, âgé de 60 ans, patienté par l'écriture. Lors des événements de 2001 dans la localité d'Illoula, il a vécu ces événements par sa plume. Il a suivi les événements de près. Lors de notre rencontre avec lui, il nous a raconté la chronologie des événements en détail.

Chapitre II : la chronologie des événements de 2001

Mais ils cherchent néanmoins les indicateurs qui travaillent avec le corps de la gendarmerie. D'un autre côté le maire et ses adjoints se sont regroupés avec d'autres manifestants et essaient de convaincre les jeunes de ne pas partir à la brigade de gendarmerie sise à Boubhir à 7 Km de chef-lieu de la commune. Mais personne, malheureusement, n'a osé leur tendre l'oreille.

11H : les jeunes en colère descendent vers le parc communal, ils ont sorti tous les pneus et le carburant qui se trouvent à l'intérieur, pour se rendre à Boubhir où se trouve la brigade. Pendant la route, les manifestants ont barricadé le chemin de wilaya N°9, et c'est ainsi que le trafic routier est pratiquement impossible. Avant d'arriver au village Boubhir, le maire et quelques personnes âgées essaient d'avertir ces jeunes que les forces de l'ordre ont reçu l'ordre de tirer sur les manifestants, mais la haine et la rage poussent ces jeunes à aller au péril de leur vie. Ils sont prêts à tout, tout ce qui symbolise l'Etat et ses relais. Ces jeunes sont en rupture avec leurs aînés, ils n'ont qu'un seul mot d'ordre de combattre contre la *hogra*, le mépris de la gendarmerie.

12H : les manifestants sont presque à 200 m de la brigade, armés de projectile et pneumatique. La tentative des éléments de la gendarmerie pour disperser la foule faisait usage de bombes lacrymogènes, ne fera qu'exacerber la colère des émeutiers. Il ne reste qu'environ 50 m d'arriver à la brigade, les éléments de la gendarmerie changent la tactique entrant par des balles réelles pour soit disant effrayer les émeutiers et c'est ainsi que le jeune Meziani Mehenni, âgé de 19 ans, a été mortellement atteint d'une balle explosive et le pire, la gendarmerie empêche le chauffeur qui transporte la victime vers l'hôpital en tirant sur la voiture. Dégâts apparents : un pneu crevé et le phare endommagé. On changea de voiture et la victime fut évacuée sur Mekla, car la ville d'Azazga est impénétrable. Toutes les routes sont barricadées. Les émeutiers écœurés, flapis, attendent le retour de leur camarade qui a été dans un état critique. Finalement la mauvaise arrive, et commence à prendre l'ampleur, les émeutiers savent d'une source officielle leur camarade a rendu l'âme juste en arrivant à Souamâa. Donc l'affrontement entre gendarmes et les jeunes émeutiers a causé un mort. Ce dernier a été transféré vers Tizi-Ouzou pour une éventuelle autopsie. Enfin les jeunes en tiraient puisque les gendarmes utilisent les balles réelles, en laissant quelques-uns mais que faire lorsqu'on a les mains vides ? A 500 m du drame se trouve le maire ainsi que quelques membres du comité de village qui ont rebroussé le chemin ; presque la situation est dramatique.

Chapitre II : la chronologie des événements de 2001

En urgence, le maire et quelques membres de comité de village de la commune se sont réunis à la mairie afin d'inviter les comités de villages de réunir tous les villageois pour prendre une décision finale dans la réunion qui aura lieu à 20H au siège de la mairie.

17H : tous les villageois se sont réunis dans les djemâa de leurs villages pour débattre la situation chaotique au sein de la commune, après l'assassinat du jeune du village d'Ighil.

20H : réunion au siège de la mairie regroupant tous les comités de villages, chaque village a délégué deux membres afin de constituer une cellule de crise qui sera créée ultérieurement au sein de chaque commune. Une marche pacifique sera organisée à la mémoire du défunt pour la journée du 29 avril, et la création du comité de coordination.

Dimanche 29 avril :

A 11h : des villageois affluent vers le stade communal, de justesse qu'une autre tragique a été évitée : trois véhicules des forces de l'ordre se sont déplacées de Bouzeguene à Illoula afin de renforcer les rangs de la brigade de Boubhir, les CRS sont passés sans aucun incident tandis que d'autres citoyens observent de loin en attendant la réaction des villageois qui sont arrivés. Bien que les jeunes veulent provoquer le convoi de la CRS, mais les autres refusent catégoriquement la provocation. Après un moment de conversation, les jeunes sont calmés et ils ont laissé le convoi passer vers Boubhir.

11H30 : tous se dirigent vers le stade communal : voitures, camions, bus, tout le monde a répondu massivement à l'appel.

12H : chaque citoyen a respecté l'horaire et a obéi à l'ordre. Chaque village formera son propre carré où seront regroupés ses citoyens ; un membre du comité de coordination prend la parole, tous étaient à l'écoute attentive des messages, qui convainquaient cette nombreuse assistante de rester vigilante et de continuer le combat pacifiquement.

13H : environs de 3000 personnes, tout âge confondu, en route vers Boubhir. Jamais la commune n'avait connu une telle affluence et pour la première fois qu'elle connaîtra une marche gigantesque.

Une marche pacifique bien organisée, durant la marche, les marcheurs scandent des slogans hostiles au pouvoir et en faveur de l'identité, tantôt des chansons de Matoub, de Ferhat. A l'arrivée des marcheurs, tout est barricadé par des CRS, chaque comité s'occupe de son propre carré pour éviter un éventuel affrontement avec les forces de l'ordre. Une minute de silence a été observée à la mémoire du jeune assassiné par les gendarmes. Puis un membre du

Chapitre II : la chronologie des événements de 2001

comité de coordination reprend le discours. A propos de ce point ; Boudjemaa Boudjerraba dit : *« lorsque nous sommes arrivés à Boubhir, j'ai pris la parole et j'ai demandé aux jeunes de ne plus s'approcher de la brigade. C'est nous qui prendrions vos revendications pacifiquement [...] »*.

15H : la foule recule en marchant pour le retour dans le calme et les membres de comité de coordination ils ont donné rendez-vous pour se réunir au siège de la mairie pour une autre fois.

Lundi 30 Avril : tous les villages sont descendus au chef-lieu de la commune d'Illoula pour rendre le dernier hommage au défunt Meziani Mehenni. Le comité de coordination a décidé que le martyr enterrera dans la stèle commémorative aux martyrs de la révolution. Après l'enterrement, les jeunes commencent à se chauffer en décidant de descendre une autre fois vers la brigade. Mais le comité de coordination et les comités de villages sont arrivés à convaincre les jeunes d'éviter un autre drame en tant que la gendarmerie avait l'ordre de tirer sur les manifestants et l'emplacement de la brigade est difficile à l'affronter.

Malgré le comité de coordination et les comités de villages ont convaincu les jeunes d'éviter les affrontements avec les forces de la gendarmerie située dans la localité mais ils sont incapables de les convaincre de ne pas descendre à la ville d'Azazga pour rejoindre les émeutiers qui sont en affrontement avec les éléments de la gendarmerie d'Azazga. Plusieurs jeunes de la localité d'Illoula ont subi des blessures durant ces affrontements avec les forces de l'ordre.

4. Le rapport d'ISSAD :

Le 30 avril 2001, le président de la république a déclaré la naissance d'une commission nationale indépendante pour s'enquêter sur les événements déroulés en Kabylie. Cette commission est présidée par le maître-avocat ISSAD Mohand, d'origine Kabyle.

Le premier rapport de cette commission est publié le 7 juillet 2001. Ses conclusions sont qu'en Kabylie la gendarmerie nationale a provoqué une violence, en tirant sur les manifestants, alors qu'il ne s'agissait pas d'un cas de légitime de défense. Le comportement des troupes de la gendarmerie en Kabylie ne s'expliquent pas comme des dépassements

Chapitre II : la chronologie des événements de 2001

individuels mais bien au contraire, le commandant de ce corps a perdu le contrôle de ces troupes, ces dernières sont manipulées par une force extérieure.⁶

Ensuite, le parlement a créé une autre commission d'enquête. Cette commission a publié une thèse contraire de celle de la première commission. Cette thèse indique que le comportement des gendarmes ne constituait que des cas du dépassement de quelques individus de ce corps qui dépassant leurs autorités de leurs propres initiatives.⁷ Cette commission a été critiquée dans les milieux kabyles en raison que cette commission est créée par le pouvoir, son rapport ni sérieux ni crédible.⁸

5. Les grandes marches durant le *Printemps noir* :

Ces dates ont marqué un certains moment les grandes marches organisées durant le *Printemps noir* en Kabylie ou en dehors de la Kabylie pour dénoncer la répression contre les jeunes manifestants.⁹

Le 1 mai 2001, une imposante marche de milliers de personnes à Akbou vers Ouzellaguene, sur une distance de 17 KM en hommage aux victimes de la répression.

8 mai, à l'appel du comité des étudiants autonomes de l'université d'Alger, plusieurs personnes ont participé au rassemblement dans la place premier mai à Alger.

11 mai, environs 5000 personnes ont participé à la marche du MCB, « Coordination nationale » à Alger, de la place 1 mai vers la place des martyrs.¹⁰

21 mai, environs de 20000 personnes ont marché dans les rues de la ville de Tizi ouzou. Cette marche est transformée en lieu d'affrontement entre les manifestants et les brigades anti-émeutes qui ont enregistré plus de 40 blessés.¹¹

27 mai, une dizaines de milliers ont pris part à la marche à Bejaia à l'appel des comités de village. La marche est transformée en lieu d'affrontements entre les manifestants et les

⁶ L'Algérie : *Agitation et impasse en Kabylie*, ICG Afrique du nord, Bruxelles, 2003, P10

⁷ Le Matin, le 9 janvier 2002.

⁸ Le Matin, le 9 janvier 2002.

⁹ Algeria- Watch, événements d'Algérie, chronologie et liste des victimes, 2003.

¹⁰ .ibid

¹¹ ibid

Chapitre II : la chronologie des événements de 2001

brigades anti-émeutes. Les manifestants ont saccagé les locaux de la radio locale (radio Soummam).¹²

29 mai, environs de 2000 étudiants ont marché de Bouzerâa vers le Palais de Gouvernement.¹³

30 mai, marche pacifique à Dellys, transformée en lieu d'émeutes, la recette des impôts et le tribunal sont saccagés.¹⁴

31 mai, à l'appel du FFS, une dizaines de milliers de personnes ont marché dans la capitale. A leur arrivée à la place des martyrs, ils ont été accueillis à coup de pierres par les jeunes algérois en criant « Bab El Ouad Chouhada ». Une autre imposante marche a été organisée à Amizour à l'occasion des 40 éme jours de l'assassinat des jeunes manifestants de la ville. A la fin de la marche, les manifestants s'attaquent au tribunal.¹⁵

4 juin, environs 2000 femmes ont marché dans les rues de ville du Bejaia.

12 juin, une marche des étudiants en médecine est réprimée par les forces de l'ordre devant l'hôpital du Mustapha Bacha.¹⁶

25 juin, plusieurs dizaines de milliers de citoyens ont marchés à Tizi-Ouzou et à Bejaia à l'occasion de 3eme anniversaire de l'assassinat de chanteur Kabyle Matoub Lounés. Ces marches sont transformées en lieu d'affrontements entre les manifestants et les brigades anti-émeutes.¹⁷

¹² ibid

¹³ Le Matin, 30 mai 2001.

¹⁴ Algeria- Watch, événements d'Algérie, chronologie et liste des victimes, 2003.

¹⁵ Algeria- Watch, événements d'Algérie, chronologie et liste des victimes, 2003.

¹⁶ ibid

¹⁷ Le Matin, 26 juin 2001

Chapitre II : la chronologie des événements de 2001

5 juillet, l'interdiction de la marche de la Coordination des aouchs prévue à Alger, des barrages de la gendarmerie sont installés à Tadmait, Naciria et Thenia.¹⁸

19 juillet, une grande marche dans la ville de Bejaia, des manifestants scandant des slogans contre la répression en Kabylie en demandant le départ immédiat de la gendarmerie.¹⁹

8 août, la gendarmerie installe des barrages aux entrées d'Alger en prévision de la marche de la Coordination des aouchs, plusieurs milliers de citoyens sont empêchés d'accéder à la capitale.²⁰

Conclusion :

En conclusion, nous avons essayé de faire une brève présentation de la chronologie des événements de 2001, puis avec une approche diachronique nous avons retracé les événements importants qui se sont déroulés durant le printemps noir de 2001.

¹⁸Belaid Aбрика

¹⁹Algeria- Watch, événements d'Algérie, chronologie et liste des victimes, 2003.

²⁰ibid

Chapitre III :

Présentation des profils des acteurs

Chapitre III : Présentation de profil des acteurs

Introduction :

Dans le présent chapitre, nous allons présenter les acteurs avec lesquels nous avons réalisé les entretiens, qui ont servi de fil conducteur à notre projet de recherche. Nous allons essayer de retracer le parcours social et militant de l'acteur depuis sa socialisation d'enfance jusqu'aux événements de 2001, en se basant sur l'ensemble des données extraites, pour la majorité, des entretiens que nous avons effectué durant l'enquête de terrain.

1. Boudjema Boudjerraba :

Boudjema Boudjerraba est né en 1957 à Illoula Oumalou, marié et père de six enfants. Actuellement, il est retraité et durant sa vie professionnelle il avait occupé plusieurs postes : comptable principal à la direction des œuvres universitaires, inspecteur principal du trésor public de Tizi-Ouzou...

Son père était un martyr de la guerre de libération nationale. Il avait fréquenté l'école primaire du village d'Agoussim avant de poursuivre ses études au collège d'Azazga et au lycée Chihani Bachir d'Azazga, puis l'institut national des finances à Alger.

Au début du mouvement 80, il était étudiant à Alger dont il a participé à toutes les actions organisées à la fac centrale en faveur de la lutte identitaire.

En 1985, il a été forcé par le FLN d'Illoula de se présenter aux élections municipales en tant que fils de chahid, selon lui :

« en 1985, le FLN m'a forcé de se présenter aux élections, j'étais élu par le peuple mais vu mon engagement berbériste, ils m'ont exclu de l'exécutif de la mairie et ils m'ont remplacé par le deuxième candidat malgré 120 voix de différence ».

Après l'ouverture démocratique de 1989, il a adhéré au parti du FFS, il a participé au premier congrès du FFS en 1991. Deux ans plus tard, il a jeté l'éponge et il a claqué les portes du parti suite au dysfonctionnement au niveau de la fédération de Tizi-Ouzou.

Après le déclenchement des événements de 2001 dans la localité d'Illoula Oumalou dont il fait partie, il éprouve une conscience militante refusant l'effusion du sang de la jeunesse en Kabylie. Il décide à cet effet de s'engager dans le Mouvement dans le but d'encadrer et d'orienter cette jeunesse. En ce sens, il est membre fondateur de la cellule de crise qui sera

Chapitre III : Présentation de profil des acteurs

transformée en Coordination communale d'Illoula. Il avait participé à toutes les réunions fondatrices du Mouvement citoyen : réunion intercommunale de Bouzeguene, la réunion d'At Djennad, la réunion de l'université, et la réunion de la création de la CADC. Il est chargé par la CADC de transmettre la plate-forme de revendication au Wali lors de la première marche du Mouvement. Il avait refusé de serrer la main de Wali en disant : « *votre main est maculée de sang de nos enfants, je ne peux pas vous serrer la main [...]* ».

En juin 2001, il est mandaté par le Mouvement avec ses camarades de négocier avec le gouvernement pour reporter la date du BAC.

A la fin de 2002, il a quitté le Mouvement citoyen, suite aux divergences avec la Coordination communale de Tizi-Ouzou représentée par Belaid Abrika.

2. Idir Ait Maamar :

L'adhésion de Yidir Ait Maamar au Front des Forces Socialistes remonte aux années 90, c'est à précisément en 1992, après avoir été un simple sympathisant depuis 1989 et fervent défenseur de la cause berbère. Il est né en 1960, à Ouacif. Marié et père de deux enfants, inspecteur de l'éducation nationale. Il passe son enfance à Tiaret (Mehdia) où il fait deux années à l'école primaire, puis à l'âge de 8 ans il regagne son village natal Bou-Abderrehmane, pour continuer son cursus primaire et même secondaire de 1972 à 1976. Puis il quitte son village pour aller poursuivre ses études secondaires au lycée Abderrehmane Illouli à Larbâa n'Ait Iraten.

L'acteur intègre un syndicat autonome après 1989, où il participe avec son cercle d'amis dont fait partie un ancien du (SATEF) en l'occurrence, puis à la création d'une association des enseignants au niveau de la Daïra d'Ouacif. La mise sur pied du syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation, ont permis à ses adhérents de défendre l'idée de l'autonomie d'un syndicat par rapport au pouvoir. En parallèle, l'acteur continue de militer au FFS, jusqu'au 1996 où il a rompu avec son parti et prend du recul.

Militant du Mouvement culturel berbère dans son aille «Commissions nationales », celle proche du Front des Forces Socialistes, dans la Daïra d'Ouacif ; il avait participé à l'organisation de la grève du cartable 1994/1995.

Il a participé aux évènements de 2001, dans un cadre plutôt politique. Son expérience militante au sein du MCB et du FFS, son engagement dans le syndicat (SATEF) et le comité de village lui ont permis d'être à l'avant-garde du Mouvement citoyen dans la région

Chapitre III : Présentation de profil des acteurs

d'Ouacif, surtout sur le plan politique et organisation d'action sur le terrain. Il ne faisait pas partie des émeutiers, mais il activait autrement. Son engagement était plutôt politique, imprégné de son expérience partisane. Il a essayé d'encadrer cette jeunesse et de les organiser et de leurs donner une assise solide sur le terrain des luttes démocratiques.

Etant désigné comme le représentant de son village natal Bou-Abderrahmane, il est aussi porte-parole du « conseil de Daïra d'Ouacif » à la CADC.

3. Belaid Abrika :

Belaid Abrika, né le 10 décembre 1969 à Tizi-Ouzou, Enseignant d'économie à la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou. Il est issu d'une famille modeste, il a 6 frères et sœurs, son père était un ouvrier et sa mère femme au foyer. Il a fait l'école algérienne, il a grandi en ville de Tizi-Ouzou où il fait son parcours scolaire et universitaire.

Après les événements du *Printemps noir* Belaid Abrika s'est engagé comme délégué au sein de la Coordination de Tizi-Ouzou et la Coordination des Aarchs, daïras et communes de Tizi-Ouzou (CADC).

Avant les événements du « *Printemps noir* d'avril » 2001, Belaid Abrika était militant du Mouvement culturel berbère à l'université de Tizi-Ouzou et du Mouvement associatif, sympathisant de la gauche et membre fondateur de la fondation Lounès Matoub et du comité de soutien à Mohand Arab Bessaoud fondateur de l'Académie berbère en 1966 à Paris¹.

Il n'a pas adhéré à aucun parti politique, selon lui : « *j'ai jamais adhéré à un parti politique parce que je ne crois pas qu'un parti politique peut apporter un changement soit pour la région soit pour le pays bien que je suis favorablement opté pour une formation politique et non pour un parti politique* ».

En premier temps du Mouvement citoyen, il a refusé toute sorte de dialogue avec le gouvernement. Il appellera au boycott des élections législatives de mai 2002 et locales d'octobre 2002. Il est rentré en clandestinité lors de la première vague d'arrestation en date du 25 janvier 2002 et arrêté le 12 octobre 2002 de la même année, il sera libéré le 10 juin 2003

¹ Sur cette question, voir Farida Kasouri, Houda Boukella & Ania Chami, *Le Portrait sociologique de Bessaoud Mohand Arab : militant de la cause berbère*, Université de Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou, Octobre 2007.

Chapitre III : Présentation de profil des acteurs

après 43 jours de grève de la faim observé en prison de Tizi-Ouzou et grâce à la mobilisation des citoyens et de la classe politique.

En janvier 2004, il a conduit la délégation mandatée par le Mouvement citoyen après consultation de la base citoyenne pour dialoguer avec le gouvernement. Ce dialogue qui a échoué sera relancé.

En 2007, Belaïd Abrika a gelé ses activités au sein de la Coordination des Aarchs, daïra et commune de la wilaya de Tizi-Ouzou.

4. Mohand Haddadou

Mohand Haddadou né en 1970 à At Zmenzer, marié et père de deux enfants, Actuellement, il occupe la fonction enseignant-chercheur au département d'anglais à l'université de Tizi-Ouzou, en parallèle il prépare une thèse de doctorat.

Après les études de primaire et de collège, il a fait le lycée de Boukhalfa où il a obtenu son Bac. Au lycée, il est membre du comité clandestin des lycéens, selon lui : « *au lycée de Boukhalfa, chaque 20 avril on fait une tournée sur les lycées de Tizi-Ouzou pour les sortir pour participer dans les marches du MCB* ». Ensuite, il est admis à l'université de Tizi-Ouzou pour préparer une licence en langue anglaise. Durant son passage à l'institut des langues étrangères (ILE), il est membre actif du comité des étudiants de l'institut.

Après l'ouverture démocratique de 1989, il n'a pas adhéré un parti politique mais il est resté sympathisant du RCD, selon lui : « *formellement, j'ai jamais adhéré à un parti politique, parce que dès le début, dès l'ouverture démocratique de 1989, je suis réfractaire aux directives, j'ai considéré si j'adhère à un parti politique je devais m'appuyer à une discipline, mais j'ai milité aux côtés des camarades du RCD, avec lesquels je partage la totalité des revendications liées au RCD [..]* ».

Durant le boycott scolaire de 1994, il est président de l'association culturelle de son village. Il est impliqué dans l'encadrement des élèves de son village durant cette période.

Suite à l'éclatement des événements de 2001 en Kabylie, l'acteur a participé à plusieurs assemblées générales à l'université de Tizi-Ouzou pour dénoncer la situation sanglante en Kabylie. Durant avril 2001, il a remarqué une chose exceptionnelle à l'université durant l'approche du 20 Avril, selon lui : « *chaque année, à l'approche du 20 avril, une course*

Chapitre III : Présentation de profil des acteurs

menée par différentes tendances du MCB pour l'occupation des lieux de célébration des festivités du Printemps amazigh tels que le théâtre communal, le stade d'Oukil Ramdhane....mais en 2001 au moment de l'approche du 20 avril, à l'université ni l'appel à la marche ni le programme des festivités, sauf l'appel des lycéens de Tizi-Ouzou pour une marche du 20 avril. ».

Durant l'été de 2001, il a participé à la structuration de la région At Zmenzer pour les engager dans le Mouvement. Il est désigné délégué de la Coordination d'At Zmenzer au sein de la CADC où il a participé à plusieurs actions et conclaves de la CADC. Après la divergence au sein de la CADC sur la question du dialogue avec le pouvoir, il a quitté la Coordination.

5. Aliane Khaled

Aliane Khaled, né le 16 juin 1967 au village Ihitoussen, commune de Bouzeguene, marié et père de deux enfants. Il a fait son primaire et son collège à Bouzeguene, ensuite le lycée d'Azazga, puis l'université de Tizi-Ouzou, il obtient son magistère en langue et culture Amazighs. Il a exercé la fonction d'enseignant de tamazight au lycée d'Azazga. Actuellement, il est enseignant-chercheur au département de langue et culture amazighes de l'université de Tizi-Ouzou.

Au moment de son passage au lycée d'Azazga, il a été membre du comité clandestin des lycéens. A l'université, il a été parmi les membres actifs du comité de la cité universitaire Oued Aissi(CCUOA) et du Mouvement culturel berbère (MCB). En 1989, il a participé au deuxième séminaire du MCB tenu à la maison de la culture de Tizi-Ouzou en tant que représentant du mouvement associatif. A partir des années 90, il est engagé dans le mouvement associatif au niveau de son village pour assurer les cours de tamazight pour les villageois.

L'ouverture démocratique en 1989, l'apparition du multipartisme offraient une véritable opportunité, à une sphère militante expérimentée, d'intégrer des partis politiques tels que le RCD et le FFS, d'autres formations politiques, issues de l'ouverture démocratique, tels que le PST (Parti Socialiste des Travailleurs). Cette opportunité n'a pas poussé l'acteur à intégrer une formation politique malgré sa sympathie pour la gauche ; selon lui : *« je suis sympathisant de la gauche et je resterai mais de structurer dans un parti politique, limite mon cadre d'action de la lutte en faveur de mon identité ».*

Chapitre III : Présentation de profil des acteurs

Pendant la préparation de la marche du 25 janvier 1990, pour revendiquer l'enseignement de tamazight et sa reconnaissance dans la constitution algérienne, il est chargé de mobiliser la région de Bouzeguene pour participer massivement à la marche du MCB. En 1994, il s'implique également dans la mobilisation de sa région pour la réussite du boycott scolaire.

En 2001, au début des évènements tragiques en Kabylie, il ne s'attarde pas de s'engager dans le Mouvement citoyen ; en premier temps en tant que délégué de son village puis en tant que délégué de la Coordination de la commune de Bouzeguene. Il a participé à plusieurs conclaves et actions organisés par la CADC de Tizi-Ouzou.

6. Chabane Mohand Ouali :

Chabane Mohand Ouali, né le 19 janvier 1975 à Mekla, marié et père de deux enfants. En 1980, il était à l'école primaire au village d'El Kelaà dans la commune Ait Khellili lorsqu'il avait 5 ans. Le passage au CEM, c'est en 1986, il a terminé en 1989 pour aller au lycée. Ses études secondaires, il les avait faites au lycée de Djemaa Saharidj et au lycée polyvalent de Tizi-Ouzou. A l'université de Tizi-Ouzou, il a préparé un DEUA en comptabilité (UFC), puis un master en management financier à l'INSIM.

Au début des années 90, il est l'un des adhérents actifs de l'association culturelle « SAHEB Mohand Oublaïd » de son village natal. Il est patienté par la musique et le théâtre, il donne des cours en physique et en mathématiques pour les candidats du BEF.

En 1997, il a adhéré au parti du FFS, mais dans la même année il a quitté cette formation politique, selon lui : « *en désaccord avec la ligne et les pratiques de la section du FFS de la commune du Mekla, j'ai quitté le parti [...]* ».

En 2001, à la suite des violentes émeutes qui ont éclaté en Kabylie, il s'engage dans le Mouvement citoyen dès le début. En premier lieu, il est désigné pour représenter son village en tant que membre du comité, puis en tant que délégué de la Coordination de la daïra de Mekla. Il a participé à la réunion de la création de la Coordination des Arachs, Daïra et Commune et au conclave de la rédaction de la plate-forme EL-Kseur. Durant les événements de 2001, l'acteur a joué un rôle important dans la mobilisation et la sensibilisation de la région de Mekla, notamment les préparations de la marche du 14 juin 2001

En 2005, suite aux désaccords avec la CADC de Tizi-Ouzou, l'acteur a gelé ses activités au sein de la Coordination.

Chapitre III : Présentation de profil des acteurs

7. Rachid Allouache :

Né en 1970, dans le village Charfa n Bahloul à Azazga, marié et père de deux enfants, commerçant de fonction. Dès son enfance, il est l'influencé par sa tante, étudiante à Alger, lui donne l'avantage de réveiller sa conscience identitaire.

En 1976, il a fait l'école primaire de son village, puis il a accédé aux études moyennes au CEM de Fréha. Après avoir terminé les études moyennes, il rejoint le lycée Chihani Bachir d'Azazga. En 1989, il a obtenu son diplôme intendant au centre de la formation en administration CFA de Tizi-Ouzou.

Le commencement de son engagement, s'est révélé à l'école moyenne de Fréha, en 1985, où il commençait à prendre conscience pour le militantisme. Au fait, dès son jeune âge, il manifestait un intérêt pour tamazight avec le caractère de tfinagh.

Au début des années 1990, il a été sympathisant du parti FFS, mais il n'a pas rejoint ce parti, sur cette question, il s'exprime : *« en 1990, j'étais sympathisant du FFS pour une certaine durée, j'ai admiré la personnalité et le combat d'Ait Ahmed, mais j'ai jamais adhéré à ce parti ou à un autre parti politique. J'ai toujours gardé une autonomie vis-à-vis des partis politiques »*.

Dès le commencement des émeutes à Fréha en 2001, cet acteur s'engage dans le Mouvement, mais son engagement n'est pas dans le rang des émeutiers. Cependant, il voyait ces événements d'autre angle : pour une solution politique. Il avait pris l'initiative avec ses amis d'appeler au calme, et de structurer la région d'At Djennad.

Après avoir été mandaté par l'Arch At Djennad pour les représenter au sein de la CADC, l'acteur ne rate aucune réunion, il s'investit pleinement dans le mouvement à travers la Kabylie, dans l'organisation d'actions sur le terrain, et l'animation des meetings.

En 2004, après l'ouverture de la voix du dialogue Mouvement citoyen-Pouvoir, il est mandaté pour prendre part au dialogue.

En 2011, il est membre fondateur de la Coordination Nationale pour le Changement et la Démocratie (CNCD). Vu le conflit qui s'est produit en 2014 entre le maire d'Azazga et les comités de villages, cet acteur a mené un mouvement de protestation à Azazga pour dénoncer la gestion de l'APC d'Azazga. Actuellement il anime des meetings populaires à travers la Kabylie avec quelques délégués du Mouvement citoyen.

Chapitre III : Présentation de profil des acteurs

Conclusion :

Pour conclure, nous avons analysé sept trajectoires, différentes l'un à l'autre dans les positions et l'engagement politique, mais ils partageaient un même intérêt pour la cause identitaire parce que ils sont socialisés dans la conjoncture d'avril 80. Le mouvement 80, l'adhésion aux partis politiques, le mouvement associatif et l'assassinat de Matoub Lounés sont autant des facteurs déclenchant d'un engagement militant. Tous les portraits présentait révèlent un engagement militant qui remonte pour la plus part des acteurs à leur jeunesse.

Chapitre IV :
L'engagement des acteurs dans le
Mouvement de 2001.

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

Introduction :

Ce chapitre a pour objet de présenter la trajectoire d'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001 dont nous essayons de décrire leurs motivations d'engagement, leurs positions et leurs actions. Enfin, nous essayons de saisir à partir de leurs opinions et actions, comment et pourquoi le Mouvement citoyen de 2001 a explosé et arrivé à ses fins.

1. L'implication des acteurs dans le Mouvement de 2001 :

Dans le contexte de la « révolte populaire » de la tragédie du Printemps noir de 2001 en Kabylie, dès le début des événements, des structures ont été mises en place et des acteurs de différentes catégories sociales se sont engagés dans le mouvement, et ce, en dehors de leurs formations politiques. Ces derniers sont devenus des acteurs au sein de la Coordination des Arachs, Daïra et Commune de Tizi-Ouzou (connue sous le sigle CADC). Mais chacun de ces acteurs a ses propres motifs dans l'engagement au sein du Mouvement.

1.1. Acteur 1 : Boudjemaa Boudjerraba

Pendant des années, cet acteur s'éloigne des activités politiques. Au début des événements tragiques de 2001 en Kabylie, il s'engage dans le Mouvement citoyen en qualité délégué de la Coordination d'Illoula Oumalou. Il raconte à ce sujet :

« Lors de l'assassinat du jeune Meziani Mehenni par la gendarmerie d'Illoula le 28 avril 2001, j'étais le président du comité de mon village. Au soir de la tragédie, le maire de notre localité a lancé un appel aux comités de villages pour se réunir au siège de l'APC afin de trouver une solution pour le drame commis par la gendarmerie. Durant cette réunion nous avons constitué une cellule de crise qui va organiser une marche pacifique le 29 avril 2001 à la mémoire du défunt. Durant la marche j'ai pris la parole et j'ai demandé aux jeunes de ne plus se rapprocher de la brigade. La gendarmerie a l'ordre de tirer sur les manifestants. Donc à nous de prendre vos revendications pacifiquement.

Le 30 Avril, j'ai pris la nouvelle par la voix des amis à Bouzeguene, qu'un commandant de la gendarmerie de Cherraga est en visite à Bouzeguene. Je me suis déplacé avec le maire - adjoint pour voir le commandant et de lui demander des explications sur les assassinats. Durant notre présence à Bouzeguene, nous nous sommes réunis avec les comités de villages de Bouzeguene et nous avons créé un comité de coordination de la daïra de Bouzeguene afin d'organiser une action commune dans la région. Le 1 mai 2001, nous nous sommes déplacés à Fréha pour participer à une réunion organisée par le maire d'Aghrib, Ahmed Aggoune

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

qu'était un ancien détenu de 80. Cette réunion a regroupé : la Coordination communale d'Illoula, l'Arch At Djennad, l'Arch At Ghoubri et la Coordination communale de Bouzeguene.

Le 7 mai 2001, nous avons pris partie de la réunion organisée par la communauté universitaire de Tizi Ouzou à Hasnaoua, mais vu l'échec de cette rencontre et nous avons décidé d'éloigner toutes les structures estudiantines au sein de notre mouvement, puis nous avons organisé une autre réunion au niveau d'At Douala où nous avons donné rendez-vous pour une réunion officielle à Illoula Oumalou pour le 17 mai 2001. Cette réunion est présidée par moi-même. Durant cette réunion nous avons créé la CADC et l'élaboration d'une première plate-forme de revendication qui sera transmise au Wali de Tizi lors de la première marche de la CADC le 21 mai 2001. C'est la coordination communale d'Illoula qui sera chargé de transmettre la plate-forme au wali, mais durant cette action j'ai refusé de serrer la main de Wali en disant votre main est maculé de sangs de nos enfants. Je ne peux pas vous serrer la main. au lendemain de la marche. Le journal El Wattan a reporté cette expression à propos de ce geste « le geste significatif de délégué d'Illoula qui a refusé la main de Wali et l'expression de Belaid Abrika dis à votre président démontre que le fossé entre l'administration et l'administré est grand ». »

L'acteur a honoré son engagement. Il peut être considéré comme l'un des précurseurs du Mouvement citoyen de 2001. Et il avait participé à toutes les actions de la CADC entre 2001 et la fin de 2002. Il quitta le Mouvement citoyen suite aux divergences avec la coordination communale de Tizi-Ouzou en général et avec Belaid Abrika en particulier. Sur cette question, l'acteur dira :

« Le jour que j'ai quitté le Mouvement citoyen dans le conclave d'At Ziki, j'ai déclaré à Belaid Abrika que la distance qui nous sépare c'est la distance qui sépare la terre et le ciel. »

1.2. Acteur 2 : Idir At Mammar :

Depuis toujours il a été motivé dans son engagement militant en faveur de la question identitaire et le combat démocratique. Dès le début des événements sanglants de 2001, cet acteur s'engage dans le Mouvement comme il a réaffirmé en témoignant :

« Au début des événements, j'ai interrogé un ami à propos de l'engagement des jeunes kabyles par des cocktails Molotov, est-ce que c'est normal que nous restons à la marge du Mouvement. En effet, j'ai profité de ma qualité en tant que membre du comité de mon village de réunir mon village puis de faire des contacts dans la région. Nous avons réussi d'organiser une réunion et d'appeler à une marche pacifique pour le 27 Avril 2001 dans le chef-lieu d'At Wasif. Mais, malheureusement, cette marche est transformée en affrontement entre les jeunes et les éléments de la gendarmerie. Suite à ces événements vécus par notre région, nous avons créé une cellule de crise pour mettre fin à la violence et d'établir une plate-forme de revendication. En ce moment, nous avons entendu d'une rencontre à l'université de Tizi-Ouzou, donc nous avons délégué l'un pour assister à la rencontre, mais au retour de notre délégué, il nous a raconté que la réunion a été perturbée par des ambitions politiques des formations politiques de la région.

Le 17 mai 2001, nous nous sommes déplacés à Illoula Oumalou pour assister à la première rencontre officielle du Mouvement où nous avons réussi de synthétiser nos revendications dans une plate-forme commune et d'appeler à une marche pacifique pour le 21 mai 2001 à Tizi-Ouzou.

A partir de la réunion d'Illoula et pour des raisons géographiques et le rapprochement des populations nous nous sommes structurés autour du conseil de daïra d'At Wasif. Le 11 juin j'ai participé à la rédaction de la plate-forme d'El-Kseur, après que nous avons refusé la première plate-forme de revendication établie à Bejaia, et ce, en raison que nous avons constaté des retouches d'une formation de tendance de gauche à travers les 45 points de la plate-forme. Après l'appel à la marche du 14 juin, nous avons opté pour la sensibilisation de notre région pour la réussite de la marche. »

Suite aux divergences au conclave d'Imzizou entre les délégués pro-dialogues et contre dialogues, cet acteur a quitté le Mouvement citoyen.

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

Malgré sa tentative de trouver un terrain d'entente entre les deux tendances, mais il n'a pas réussi à rassembler les deux tendances. Sur cette action importante pour cet acteur, il dit ;

« Dans le conclave d'Imzizou, des gens ont préparé le dialogue et d'autres coordinations en conclave à Amechtras qui regroupe les coordinations pro-RCD. On s'est déplacé la nuit vers Amechtras pour rencontrer les délégués afin de rejoindre le conclave d'Imzizou, mais malheureusement personne n'a pu répondre à nos questions. Donc nous et la Coordination communale d'At Zmenzer nous avons proposé d'annuler tout et puis on trouvera une solution ensemble. Mais le reste ils ont refusé et ils ont opté pour la continuité du conclave d'Imzizou. A la fin, nous et la coordination d'At Zmenzer ont décidé de se retirer du Mouvement en raison que nous n'avons pas réussi de coller les morceaux et de rassembler le Mouvement ».

1.3. Acteur 3 : Belaid Abrika

Cet acteur a été motivé presque par les mêmes causes que d'autres acteurs qui ont rejoint le Mouvement de 2001. Il a été motivé par le climat sanglant en Kabylie. Cet acteur s'engage dans le mouvement pour encadrer ces événements et de dénoncer la répression. A ce propos, Belaid Abrika dit :

« Au début des événements, les autorités de Tizi-Ouzou ont réuni les enfants de la maison pour récupérer l'opinion publique. Ce qui nous a poussés à empêcher la réunion. A partir de là, j'ai participé à la réunion organisée par la communauté universitaire à Hasnaoua, parce que toujours je crois que l'université est traditionnellement, motivée pour s'impliquer dans les mouvements de la région. Mais malheureusement cette réunion a été bloquée par les appareils politiques de la région. Pour cela, l'université se trouve en arrière garde du Mouvement. Ce qui nous pousse à s'impliquer en dehors de l'université, de structurer autour de la Coordination communale de Tizi-Ouzou. Le 17 Mai j'ai participé à la première réunion du Mouvement à Illoula Oumalou, où nous avons rédigé la première plate-forme de revendication et l'organisation de la marche noir du 21 mai 2001 à Tizi-Ouzou. Après cette réunion, le Mouvement a commencé de s'agrandir, d'autres coordinations s'engagent dans le mouvement. Après des contacts avec d'autres régions en dehors de la wilaya de Tizi-Ouzou, l'inter-wilaya voit le jour. A travers cette inter-wilaya, nous avons réussi à rétablir la première plate-forme de revendication commune au conclave d'El-Kseur. »

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

En somme, la trajectoire de l'action militante de cet acteur fait de lui un acteur qui exprime ses points de vue et ses positions personnelles à propos du Mouvement de 2001 en tant qu'un mouvement porteur de changement. Sur cette question, il dit :

« Le Mouvement de 2001 a montré la possibilité de porter un changement, à travers nos revendications considérées comme un projet de société. Dans 40 jours nous sommes arrivés à se doter d'une organisation et d'une plate-forme de revendication ; un travail que des hommes ne sont pas capables de le réaliser dans des années. »

1.4. Acteur 4 : Mohand Haddadou :

Après la marche du 14 juin, cet acteur s'implique directement dans le Mouvement de 2001, dont il participera à la création de la Coordination communale d'At Zmenzer. Après la structuration de la coordination d'At Zmenzer, il devient le délégué de cette coordination. A propos de son implication dans le Mouvement, il dit :

« Au début des manifestations de 2001 en Kabylie, j'étais étudiant à ILE, je suivais les événements à travers la presse notamment le Matin, et j'assistais aux réunions de la CADC à Kateb Yacine comme observateur. A l'arrivée de la marche du 14 juin, l'université n'était pas structurée, la majorité des étudiants sont chez eux, mais nous devons se déplacer vers Alger pour participer à la marche. Donc à travers des contacts avec un transporteur à l'université, nous avons réussi de réserver un bus pour déplacer les citoyens de notre localité.

Après la marche du 14 juin, tout le monde parle de la réussite de la marche, et le moment est favorable pour la structuration de notre localité. Comme par hasard, j'ai vu un appel à la réunion au niveau de chef-lieu afin de structurer la localité d'At Zmenzer. J'ai participé à la réunion, où ils m'ont choisi comme délégué de mon village et comme toujours disponible je me retrouve délégué de la Coordination communale d'At Zmenzer au sein de la CADC.

Presque j'ai participé à la majorité des conclaves du Mouvement citoyen, et je me souviens que j'ai participé la première fois au conclave de la CADC à Azeffoun.

Durant mon engagement au sein de la CADC, j'ai participé à toutes les actions menées par le mouvement : marches, conclaves, meetings, sit-in.....

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

Je me souviens que le 20 août 2001, nous avons passé la nuit là-bas, afin d'organiser la marche de la commémoration du 20 août afin d'empêcher la présence des officiels sur le lieu. »

Lors du conclave tenu à Imzizou, la CADC a connu une explosion à son intérieur, causée par le débat sur la question du dialogue avec les autorités. C'est ce qui a produit en effet l'émergence de deux tendances au sein de la CADC, une tendance qui revendique le dialogue avec le pouvoir et une autre tendance qui refuse catégoriquement toute sorte de dialogue avec le pouvoir. Dans ce contexte caractérisant l'évolution du Mouvement citoyen, cet acteur a choisi de se retirer de la CADC. Ainsi, il met fin à son engagement. A ce propos, l'acteur dit : « *Après l'ouverture de la voix de dialogue par la CADC au conclave d'Imzizou, ce que à causer la fissure du mouvement entre les pro-dialogues et les contre-dialogues. Bien que le délégué d'At Wasif Idir At Mammarr ait essayé d'arranger la situation, mais il n'avait pas réussi. Nous avons décidé de se retirer du Mouvement avec le conseil de daïra d'At wasif et de mettre fin pour notre engagement au sein de la CADC. »*

1.5. Acteur 5 : Aliane Khaled :

L'engagement de cet acteur dans le Mouvement citoyen de 2001 qui ne pourrait pas être totalement différent des autres acteurs engagés dans ce Mouvement. Il s'engage afin d'arrêter l'effusion du sang dans sa région. A propos de son implication dans le mouvement, il dit :

« Au début des événements, c'est la base qui propose les décisions et les actions, donc nous assistons aux réunions au niveau de notre village, parce qu'en ce moment, il n'y a pas une soirée sans une assemblée générale dans le village. Vu les délégués de notre village, bien qu'ils soient portés volontaires mais ils sont apolitiques, ils n'ont pas toutes les capacités pour prendre les décisions ou de représenter le village d'une manière concrète. Un délégué doit maîtriser une certaine chose, de proposer et de prendre les décisions. Il ne faut pas être un observateur dans le Mouvement. A partir de là, nos délégués ont subi des critiques de nos citoyens. Dans une assemblée générale, le comité de sage m'a proposé pour présenter le village au sein de la Coordination communale de Bouzeguene, j'ai accepté l'offre et sans réfléchir parce que pour moi c'est un devoir d'être délégué et de représenter mon village.

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

Au sein de notre Coordination communale je participe aux décisions. Suite aux divergences au sein de la CADC, le délégué de Bouzeguene a été écarté du Mouvement, donc ils m'ont proposé de le remplacer afin de représenter la Coordination communale de Bouzeguene au sein de la CADC.

Durant notre engagement dans le Mouvement, notre coordination a joué un rôle important dans la mobilisation citoyenne et son implication dans le Mouvement. Nous sommes restés toujours fidèles aux décisions de la CADC. Notre coordination a participé à toutes les actions du mouvement à l'extérieur de la localité, même au niveau de notre localité nous nous sommes occupés de l'organisation de la circulation automobile. Après la décision qui a été prise par la CADC afin de fermer les daïras, notre coordination, c'est la première qui se prend pour l'exécution de cette décision ; toute la localité est mobilisée pour la réussite de l'action.

Durant le Mouvement, nous n'adressons jamais la parole aux éléments des services de sécurité en respectant les principes directeurs du Mouvement. »

En somme, cet acteur a joué un rôle très important dans la dynamique de la Coordination communale de Bouzeguene et de mener des actions aux côtés de la CADC durant le Mouvement citoyen de 2001. Après l'ouverture de la voix de dialogue et l'explosion de la CADC, cet acteur a quitté le Mouvement, mais il est resté toujours en contact avec les victimes de Printemps noir. Sur cette question, il s'exprime : « *Malgré je ne me suis plus délégué de la CADC mais je suis toujours en contact avec les victimes de 2001.* »

1.6. Acteur 6 : Chabane Mohand Ouali :

Malgré son jeune âge durant les événements de 2001, cet acteur s'engage dans l'action du Mouvement. Car durant cette période sa région sombre dans des événements tragiques, des jeunes tombent sous les balles de la gendarmerie. A propos de cette question, il dit :

« Au début de la révolte de 2001, j'étais membre du comité de mon village, et en même temps je travaille à l'université, je réside à la cité universitaire de Oued Aissi. Automatiquement je suis les événements de près, surtout à travers les assemblées générales à la cité universitaire et aussi à travers les discussions des étudiants. Durant cette période, notre localité a enregistré un jeune assassiné par la gendarmerie.

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

Suite à ce drame, une cellule de crise mise en place. Suite à l'appel d'Illoula Oumalou, le maire de Mekla a invité les comités du village afin de désigner les représentants de notre région à la réunion d'Illoula. J'ai participé à la réunion qui s'est tenue au siège de l'APC, et j'ai fait une intervention sur l'état chaotique en Kabylie. Quand j'ai terminé mon intervention, un vieux a pris la parole, il a indiqué par son doigt vers moi il a dit on va choisir les jeunes comme lui pour nous représenter. Donc j'étais délégué par les comités avec quatre délégués et nous avons participé à la rencontre d'Illoula.

Après la rencontre d'Illoula, nous avons structuré la Coordination de Mekla, et nous avons intégré la CADC, presque je suis toujours mandaté par notre coordination afin de la représenter au sein de la CADC.

Durant mon implication, j'ai honoré mon engagement, j'ai participé à toutes les actions menées par la CADC. Je me souviens lors de la marche du 14 juin 2001 à Alger, une femme accompagnée de deux policiers en civil s'est approchée de moi, entre ses mains un téléphone portable, elle m'a dit « c'est l'office de la présidence de la république, réponds ». J'ai refusé de répondre en respectant les principes directeurs du Mouvement mais malheureusement un délégué a pris le téléphone et a répondu pour l'appel. »

Cet acteur a prôné le dialogue au lendemain de la marche de 14 juin à Alger, à propos de ce sujet, il dit : *« Au lendemain de la marche du 14 juin, nous nous sommes réunis à Kateb Yacine, j'ai évoqué la question de dialogue avec les autorités en tant que le Mouvement a montré une démonstration de force à Alger donc on profitera l'occasion, mais malheureusement, quelques délégués ils m'ont effrayé. »*

Cet acteur a participé aux événements de 2001, dans le but de l'orientation et l'encadrement du Mouvement. En effet, son expérience militante au sein du mouvement associatif et le comité de village, lui ont permis d'être à l'avant-garde du Mouvement citoyen dans la région de Mekla, surtout sur le plan politique et organisation d'action sur le terrain. Cet acteur s'est retiré du Mouvement après la division de la CADC en 2004. Il ne croit pas au dialogue au moment de la fragilité du mouvement. A propos de ce point, il dit : *Le mouvement a perdu une opportunité de dialoguer après la démonstration de force montrée lors de la marche de 14 juin 2001 (...).*

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

Je suis convaincu que si le mouvement a pris part au dialogue après cette marche, la plateforme d'El-Kseur sera totalement satisfaite(...) mais de dialoguer au moment de la faiblesse c'est un échec d'avance. »

1.7 Acteur 7 : Rachid Allouache :

Après le déclenchement des événements de 2001, cet acteur épris d'une conscience militante, et refusant l'effusion du sang de la jeunesse de sa région, décide de s'engager dans la contestation dans le but d'encadrer et d'orienter cette jeunesse étant livrée à l'action émeutière de la rue. Il a participé activement aux multiples actions organisées sur le terrain, telles que les réunions, les marches, les meetings, sit-in ; à propos de son engagement, il dit : « le jour de l'enterrement d'un jeune de Fréha assassiné par la gendarmerie, un citoyen a pris la parole, il a demandé aux citoyens de se réunir afin de trouver une solution pour la tragédie. Donc nous nous sommes mis d'accord d'organiser cette réunion, chaque village participera par un représentant, nous avons décidé d'appeler au calme et de solliciter les élèves de reprendre les études. Ensuite, une autre réunion a été organisée à Fréha regroupant At Djennad, Illoula, Bouzeguene, At Ghoubri. Après la rencontre de l'université nous nous sommes déplacés à At Douala pour une autre réunion où nous avons donné rendez-vous à la rencontre d'Illoula Oumalou où la CADC voit le jour.

Mais ce qui concerne mon implication direct dans le mouvement, ça remonte au lendemain de l'enterrement du jeune assassiné, les émeutiers ont repris les émeutes à Fréha, tous les villages d'At Djennad sont descendus vers Fréha en marchant vers la brigade de la gendarmerie. En ce moment et à ce jour je ne sais pas comment j'ai monté et j'ai pris la parole et j'ai demandé de garder le calme et qu'on va donner un ultimatum pour la gendarmerie afin de quitter la ville de Fréha et on dégagera une délégation de huit personnes et le maire va informer le chef de brigade afin qu'il reçoit cette délégation. Effectivement nous avons dégagé cette délégation et les jeunes m'ont sollicité pour être parmi la délégation. Nous sommes rentrés à la brigade, mais ce que nous avons vu à l'intérieur de la brigade, des gendarmes pris à tuer encore. Nous sommes reçu par le chef de brigade et un autre gendarme dans un bureau, nous avons demandé pour eux de quitter la ville dans les brefs délais, mais il nous a répondu qu'il ne peut pas quitter en tant il n'a pas reçu un ordre. Effectivement il avait appelé le commandement de la gendarmerie de Tizi Ouzou par téléphone, il a mis le haut-parleur durant l'appel, son chef lui répond par une phrase « li qarreb labrigad qetlu

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

rebbuh » (ce qui s'approchera de la brigade, tuez-le). En ce moment nous avons compris que la situation est grave et nous avons quitté le bureau. Quand nous sommes à l'extérieur, nous avons vu la foule s'approche de nous, j'ai demandé à la foule de se disperser dans le calme. Ces gens sont capables d'assassiner d'autres jeunes. Mais la foule m'a accusé de vouloir détourner leur mouvement. En ce moment je me suis assis et j'ai commencé à pleurer. Mais lorsqu'ils m'ont vu dans cette situation, la foule a reversé le chemin et s'est retirée. Mais sur la terrasse de la brigade, les gendarmes quand ils voient la foule s'est retirée, ils ont commencé les provocations. Ce qui m'a obligé de retourner une autre fois à la brigade pour demander des explications. Quand je suis rentré j'ai demandé au chef d'arrêter les provocations, il m'a répondu « chuf même anaya ma rani en sécurité hnaya, ma nehkem walu fi labrigad » (moi aussi je ne suis pas en sécurité ici, la situation me dépasse). Donc j'ai informé la foule de tout ce que s'est passé et nous avons calmé la foule. A partir de là je me suis retrouvé dans le mouvement, et d'impliquer directement dans les événements jour après jour. »

Pousser par plusieurs facteurs socioéconomiques et identitaires en général et la scène qui a vécue dans la brigade de la gendarmerie en particulier, cet acteur s'engage dans sa localité en tant que délégué mandaté par son « arch ». Pour ses qualités oratoires et sa détermination vis-à-vis du combat des jeunes de 2001, cet acteur a démontré à travers son témoignage une forme de gestion de la contestation en Kabylie, particulièrement dans l'Arch At Djennad où il appartient. Il avait participé à toutes les actions du mouvement : « j'ai jamais raté une action de la CADC [...] » Il a été arrêté durant le mouvement, il passé environs deux mois dans la maison d'arrêt de Tizi-Ouzou. Lors du mouvement, il avait perdu son petit frère incendié dans son propre magasin à Fréha. A propos de ce sujet, il raconte : « avant cet incendie, un ami m'a averti, il m'a demandé de quitter la ville de Fréha parce que ma vie est en danger, il m'a demandé de s'installer à Alger pour quelques jours, j'ai pensé pour ça et j'ai quitté Fréha et je me suis installé chez un ami à Alger. Trois jours après, à 4h du matin j'ai reçu un appel, ils m'ont dit que mon frère est incendié à l'intérieur de notre magasin [...]. Mon ami qui m'avait averti il sait ce que son parti RCD prépare pour moi. ».

Cet acteur a participé au dialogue Mouvement citoyen-Pouvoir. Actuellement, il anime des meetings à travers la Kabylie avec quelques anciens délégués du Mouvement citoyen regroupés autour de la structure « l'initiative citoyenne » fondée par l'ancien délégué de la Coordination de Tizi-Ouzou ; Mustapha Mazouzi.

2. La structuration du Mouvement de 2001 : dans la Wilaya de Tizi Ouzou :

Les événements de 2001 se sont déclenchés suite à l'assassinat du jeune lycéen Massinissa Guermmah à l'intérieure de la brigade de la gendarmerie d'At Douala. Dès l'annonce de la mort de ce jeune. La Kabylie décide de se mettre en grève, des émeutes sont déclenchées dans les quatre coins de la Kabylie. D'autres jeunes sont tombés sous les balles de la gendarmerie. La première réaction de chaque région touchée par les affrontements, où les forces de sécurité ont tiré sur les jeunes émeutiers. Et la mise en place des cellules de crise par les populations locales.

Dés le départ des affrontements entre les jeunes et les forces de l'ordre, après l'assassinat de Guermmah Massinissa à At Doula, une coordination des comités de village de la localité voit le jour. « Concrètement, c'est les 21 et 22 avril 2001, à Beni-Douala, épice de l'explosion qui embrase toute la Kabylie, que prend forme la première esquisse d'organisation: une coordination de comités de villages à l'échelle de la Daïra de Beni-Douala, née dans l'urgence des affrontements. »¹

Le 29 avril, la journée qui a suivie l'assassinat des jeunes au niveau de la daïra de Bouzeguene, une coordination regroupant les comités de village d'Illoula et les comités de village de la commune de Bouzeguene voit le jour afin d'organiser des actions communes pour dénoncer les crimes commis par la gendarmerie de la région.² En ce jour, une autre réunion organisée à Fréha regroupant les comités de village d'At Djennad afin d'appeler au calme et de demander le départ immédiat de la gendarmerie installée dans la ville de Fréha. Le 1 mai, une structure qui regroupe les comités de village de la daïra d'At Ouacif voit le jour, qui sera transformée en conseil de daïra d'At Ouacif. Cette structure a adopté une plateforme de revendication et l'organisation d'une marche du 10 mai 2001 au chef-lieu d'At Ouacif.³

Le 4 mai, la commune de Tizi-Ouzou se dote d'une coordination des comités de quartiers.⁴

¹Brahim Salhi, « Entre communauté et citoyenneté : le local en contestation ; le cas de la Kabylie », *Revue Campus* N°5, France, 2003, p2.

² L'entretien avec Boudjemaa Boudjerraba.

³ L'entretien avec Yidir At Mammar

⁴ L'entretien avec Belaid Abrika

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

Le 09 mai 2001, la confédération d'At Yiraten mise en place durant une réunion au chef-lieu de Larbâa Nait Yiraten, regroupant les comités de villages de la Daïra de Larbâa Nait Yiraten : « *Le 9 mai, après des réunions préliminaires, le Conseil confédéral du 'arch de Larbâa Naït Irathen est mis en place. Il regroupe les villages des communes de la daïra du même nom. Le 'arch des Aït Djenad puis celui des Aït Ghobri se manifestent aussi dans la première semaine du mois de mai.* »⁵

Le 17 mai 2001, la coordination d'Illoula Oumalou a lancé un appel à une réunion au chef-lieu d'Illoula, dont 22 coordinations ont pris part à ce rendez-vous.⁶ Cette rencontre a débouché sur la naissance de la coordination des arachs, daïra et commune de la wilaya de Tizi Ouzou : CADC. A propos de l'attribution de ce sigle, Belaid Abrika dit : « *lors de la réunion des régions sont venus en tant Arch, d'autres en tant que Daïras et d'autres en tant que Communes donc nous avons choisi de donner ce nom pour la coordination [...]* ». Les participants à la réunion ont décidé de donner le caractère apolitique pour la structure. Ils ont refusé la participation du maire de la commune d'At Yahia. Car ce dernier représente un parti politique.⁷

Durant cette rencontre, une plate-forme de revendication commune a été établie et un appel à « une marche noire » pour le 21 mai 2001 à Tizi-Ouzou a été lancé.

A travers la mobilisation menée par la CADC et des contacts avec l'extérieur de la wilaya de Tizi-Ouzou, des coordinations ont rejoint le train du mouvement et l'inter-wilaya voit le jour ; cette organisation est composée de différentes wilaya de la Kabylie : Tizi-Ouzou, Bgayet, Bouira, Sétif, Bordj Bouraridj ainsi que le comité autonome des étudiants d'Alger.⁸

Dans le mode de fonctionnement, les coordinations s'appuient sur la base de l'organisation ancestrale « tajmâat », chaque coordination est autonome dans son mode de gestion et d'action.

La CADC est composée des délégués qui représentent les différentes coordinations communales, daïras et Archs. Le conclave est l'assemblée absolue de la CADC. Ce conclave est constitué d'un bureau, chaque conclave est présidé par la coordination accueillante, toutes

⁵ Brahim Salhi, op, cit, p3

⁶ Boudjemaa Boudjerraba

⁷ Idem

⁸ Belaid Abrika

les décisions sont prises par la voix de consensus selon les principes de *tajmâat*.⁹ Les présidences sont assurées par les différentes coordinations, elles sont tournantes.

Au sein de la CADC, il existe des commissions permanentes : la commission de solidarité et la commission juridique.

Vu les contacts téléphoniques entre Ali Gherbi et le Ministre de l'intérieur durant la marche du 14 juin à Alger, la CADC a élaboré un code d'honneur et les principes directeurs du mouvement. Ces principes doivent être respectés par tous les délégués mandatés par leurs coordinations.¹⁰

3. Les grandes actions organisées par la CADC :

Devant le vide politique qui a causé la perte de confiance entre les partis politiques et la population locale, les acteurs du mouvement ouvrent la porte à la revitalisation de la structure ancestrale « *tajmaat* » structurée autour de la CADC pour prendre les revendications des jeunes. Durant son émergence sur la scène publique locale, cette structure a multiplié des actions locales et nationales entreprises pacifiquement par les citoyens en vue de faire aboutir les revendications du mouvement, parmi les grandes actions organisées par la CADC :

3.1 La marche du 21 mai 2001 : appelée « la marche noire » :

Cette marche est la première action du terrain de la CADC, suivie d'une grève paralysant tous les secteurs d'activité dans la wilaya de Tizi-Ouzou. La CADC fait appel aux transporteurs pour qu'ils contribuent à la réussite de cette action. A la veille de la marche, chaque coordination a sensibilisé sa population, selon Chabane Ouali : « *nous avons lancé un appel pour les citoyens à respecter les mots d'ordre de la CADC. Les représentants des coordinations de la CADC, appellent tous les citoyens à venir participer à la marche du 21 mai, et font aussi appel aux transporteurs pour qu'ils contribuent à la réussite de cette action.* »

500 000 personnes manifestent pacifiquement à Tizi-Ouzou, selon Yidir At Mammar, délégué d'At Ouacif : « *j'ai participé à plusieurs marches du MCB durant les années 90 mais j'ai jamais vu une marche comme celle de 21 mai à Tizi-Ouzou. Vous pouvez estimer le nombre des*

⁹ Entretien avec Aliane Khaled

¹⁰ Entretien avec Mohand Haddadou

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

marcheurs ». Chaque coordination est s'auto-organisée dans son propre carré, selon Boudjemaa Boudjerraba, délégué d'Illoula : « *avant le départ de la marche, chaque citoyen connaît le carré de sa coordination. Chaque coordination a occupé de l'organisation de son propre carré sauf la coordination de Tizi-Ouzou qui n'a jamais eu de carré* ». L'université n'avait pas participé à cette marche par son propre carré. Sur ce sujet, Brahim Salhi écrit : « *Dans les grandes manifestations comme celle du 21 mai 2001, dite "marche noire", l'université n'avait pas es-qualité son carré et les étudiants et enseignants devaient intégrer le carré de leur arch, quartier ou village d'origine. Ils pouvaient organiser des marches, comme les autres professions, mais pas se singulariser dans celles des 'arouch.* »¹¹

A la fin de la marche, une délégation a été dégagée dans la rencontre d'Illoula afin de transmettre la synthèse d'Illoula au Wali de Tizi-Ouzou, selon Boudjemaa Boudjerraba : « *c'est moi qui a été chargé de transmettre la plate-forme au wali avec cinq d'autres délégués de la coordination* ». La délégation a refusé de monter au bureau de Wali et ce dans le but de montrer la force du mouvement ; en effet le premier responsable de la wilaya de Tizi-Ouzou est descendu pour rencontrer la délégation.¹² Au moment d'arrivée du wali au niveau du portail principal du siège de la wilaya, un incident s'est produit. Le délégué chargé de transmettre la plate-forme au wali a refusé de serrer la main de Wali en disant « *votre main est maculé de sang de nos enfants* ». ¹³

3.2 La marche de 14 juin 2001 :

La marche du 14 juin 2001 est restée dans les annales de l'histoire de l'Algérie ; une action d'envergure organisée par les délégués du Mouvement citoyen 2001, dans un espace-temps réduit par rapport à l'ampleur de la mobilisation. Cette marche est une démonstration de force de Mouvement citoyen. La marche du 14 juin 2001, « *qui s'est mise en route de la Kabylie vers Alger (plus de 100 km), a rassemblé plus de deux millions de personnes.* »¹⁴ Les estimations allaient de tous côtés, chaque acteur à sa propre estimation, selon Aliane Khaled : « *tout le monde parle de deux millions, mais moi je peux dire trois millions sans hésitation [...]* ». Cette démonstration qui avait pour objectif de remettre au Président de la république, une plate-forme revendicative « *plate-forme d'El Kseur* » élaborée lors du conclave qui s'est déroulé à El Kseur, le 11 juin 2001, et qui se présente en 15 points regroupant les principales doléances citoyennes de la Kabylie.

¹¹ Brahim, Salhi, op, cit, p18

¹² Entretien avec Belaid Abrika

¹³ Entretien avec Boudjerraba Boudjemaa

¹⁴ Karima Direche-Slimani, *Le Mouvement des arachs pour une alternative démocratique*, CNRS-IREMAM, 2005. P2

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

Bien avant le 14 juin et par le biais d'affichage de sensibilisation des délégués, les assemblées de villages et les comités de villages ont été organisés pour les inciter pour mieux préparer cette action à Alger. La CADC avait mobilisé des ressources, des moyens nécessaires humains et matériels et même logistiques pour réussir une telle action. Selon Belaid Abrika : « *l'usine de tissus COTETEX de DBK a contribué 5000 mètres de tissus noirs pour réaliser les banderoles de la marche du 14 juin [...]* ».

Tous les moyens de transports sont mis à la disponibilité des marcheurs, selon Boudjerraba Boudjema : « *Des fourgons, des bus sont réquisitionnés par les villages pour acheminer les marcheurs sur Alger, et nous n'avons pas besoin de les mobiliser, parce que la volonté citoyenne on a pris le dessus* ».

La veille de la marche sur l'autoroute reliant Tizi-Ouzou à Alger, des gendarmes, des C.N.S, investissent le terrain pour empêcher les marcheurs de progresser vers Alger, ce qui causa l'inéluctable confrontation entre les manifestants et les forces d'ordre.¹⁵ Durant cette action, le pouvoir a tenté plusieurs fois de négocier avec les délégués du mouvement à travers la médiation de l'office de la Présidence de la république.¹⁶

Mais avant le départ de la marche, les forces de l'ordre empêchent l'action en déviant la marche de sa trajectoire initiale décidée par les Coordinations inter-wilayas. D'ailleurs, ce qui avait débouché sur des affrontements violents avec les services de sécurités.

Cette marche est l'essence du Mouvement, aussi mobilisatrice, elle a rassemblée autant de monde qui voyaient le changement que par la fenêtre des manifestations de rue. Après cette action, l'Etat a cherché par tous les moyens d'en finir avec ce Mouvement citoyen et voulait en découdre avec l'instabilité que vit la société dans toutes ses structures.¹⁷

3.3 La marche des délégués :

Après l'empêchement de la marche du 14 juin 2001 à Alger et les affrontements qui sont déclenchés durant l'action, et la diffusion de fausses images montées sur les participants. La CADC a décidé d'organiser une autre marche sur Alger mais cette fois ce sont les délégués qui marcheront sur Alger, le 5 juillet 2001, dans le cadre de la commémoration de 41^{ème} anniversaire de l'indépendance.

A la veille de la marche, des forces de sécurités ont barricadé toutes les routes qui mènent vers Alger, les délégués de la CADC sont bloqués à Naciria, personne ne peut accéder à

¹⁵Yidir At Mammar

¹⁶ Entretien avec Chabane Mohand Ouali

¹⁷Yidir At Mammar

Alger. Les forces de la gendarmerie renforcées par des chiens bloquent la route. Selon les dires de Boudjemaa Boudjerraba : « *nous sommes arrivés à Naciria, nous avons trouvé les délégués de différentes coordinations bloqués, la gendarmerie a bloqué toute la route par leurs propres véhicules, ils ont ramené même des chiens de la police [...]* ».

En ce moment, les délégués veulent affronter le barrage de la gendarmerie, même un incident s'est produit entre les délégués lorsque les délégués qui ont passé la nuit à Alger insistent que les représentants doivent passer vers Alger en utilisant la force, selon la même source : « *par le téléphone portable, Belaid Abrika donne des ordres pour la coordination de Tizi-Ouzou d'affronter le barrage, par la force même s'il y aura des morts, je vous jure que j'ai entendu ce mot lors de l'appel d'Abrika. Ce que m'a poussé à réagir et de rassembler les délégués. Heureusement les délégués sont sages, nous avons décidé d'annuler la marche et faire renverser le chemin vers Tizi [...]* ».

Lorsque les délégués de la CADC sont arrivés à la ville de Tizi Ouzou, la Coordination de Tizi-Ouzou a déclenché des émeutes dans le centre-ville, une dizaine de blessés sont comptés lors des affrontements avec les forces de l'ordre.¹⁸

3.4 La marche du 20 Août 2001 :

Chaque événement, le Mouvement citoyen investi la rue, à l'occasion de la célébration de 45^{ème} anniversaire de congrès de la Soummam. Une marche a été organisée par l'inter-wilaya. La marche a commencé de la ville d'Akbou vers Ifri Ouzellaguene, plus de 17 Km, pour l'objectif de la satisfaction de la plate-forme d'El-Kseur et l'empêchement de la visite des officiels à Ifri. Selon Mohand Haddadou : *il est prévu lors de la cérémonie de 20 Août à Ifri, la présence de nombreux officiels sur les lieux où le congrès de la Soummam s'est tenu, avec l'éventualité de la présence des hautes autorités du pays, sans que l'on sache s'il s'agit du président Bouteflika ou de son chef du gouvernement, Ali Benflis. Donc cette marche est pour s'opposer catégoriquement à toute visite d'officiels à Ifri Ouzellaguene. Nous avons passé la nuit là-bas, au matin nous avons commencé la marche sur un trajet de 17 Km malgré la chaleur de l'été* ».

Durant la marche, les délégués ont décidé de fermer l'axe routier Akbou-Ouzellaguene à la circulation le jour de la marche, des premières heures de la matinée jusqu'à la fin de la manifestation.¹⁹ Lorsque la marche a arrivé à Ifri, le comité organisationnel a organisé un rassemblement dans le stade communal.²⁰

¹⁸Boudjemaa Boudjerraba.

3.5 Etablissement de la plate-forme d'El-Kseur :

Au début du mois de juin, une rencontre a été organisée à l'université de Bgayet afin d'élaborer une plate-forme de revendication commune. La CADC a mandaté deux délégués pour assister à cette rencontre. Selon Yidir At Mammar : « *la première réunion qui s'est tenue à l'université de Bgayet, nous n'avons pas pris en considération tout ce qui sera produit dans cette réunion. Nous avons mandaté deux représentants : l'un de Makouda et l'autre je ne me souviens pas. En conséquence, cette réunion a été dominée par la tendance de gauche. Lorsque nous avons vu le résultat, nous avons constaté une plate-forme de 45 points qui est un projet d'une formation politique. Pour cela, nous avons refusé cette plate-forme* ».

Ensuite, la Coordination d'El-Kseur a porté volontaire pour abriter le conclave du 11 juin 2001 afin d'élaborer une autre plate-forme de revendication commune. Ce conclave a duré plusieurs heures suite aux différentes divergences, notamment Bgayet a été représentée par deux tendances : la tendance d'Ali Gherbi et celle de Saddek Akrou. ²¹

A la fin de conclave, un document a été élaboré par les délégués des wilayas Sétif, Bordj Bou-Argeridj, Bouira, Boumerdes, Bgayet, Tizi Ouzou, Alger ainsi que par le Comité autonome des étudiants d'Alger et devait être déposé à la Présidence de la république, à l'issue de la manifestation du 14 juin.

3.6 La désobéissance civile :

A plusieurs reprises les délégués du Mouvement citoyen ont essayé de remettre la plate-forme de revendication pour le Président de la république, mais leurs actions sont interdites par les autorités, dont la marche de 14 juin a été réprimée à Alger. L'ENTV a montré des fausses images à propos de cette marche à partir du mois d'Août 2001, le Mouvement citoyen a adopté à la désobéissance civile. A ce propos, Belaid Abrika dit : « *La désobéissance civile graduelle, a commencé le 31 août à l'issue du conclave inter-wilayas d'Imcheddalen, suite au non-paiement des factures d'électricité de la Sonelgaz, jusqu'à la défalcation de la quote-part destinée à l'ENTV.* »

¹⁹Belaid Abrika

²⁰Idem

²¹Yidir At Mammar.

3.7 Le rejet des élections :

3.7.1 Les élections législatives de 30 mai 2002 :

Pour la première fois depuis l'ouverture politique, une région rejette les élections. Les élections législatives de 30 mai 2002, se sont déroulées dans un climat différent des scrutins précédents. Même les deux partis dominants en Kabylie, le FFS et le RCD adoptent une position de rejeter cette échéance. Lors d'un conclave inter-wilayas à Bechloul (Bouira) le 8 mars 2002, la CADC se radicalise, décidant du rejet des élections législatives de 30 mai, tant que la plate-forme El-Kseur n'est pas satisfaite.²² Durant la campagne électorale, les délégués multiplient les actions sur le terrain pour l'empêchement pacifique de cette échéance. Selon Yidir At Mammar : « *En multipliant les manifestations de rue, les meetings et les assemblées générales, des coordinations de comités de villages et d'associations diverses ont maintenu une mobilisation quasi permanente de plusieurs centaines de milliers de citoyens! Ces coordinations, qui quadrillent l'ensemble de la région avec un maillage local très fin, ont promu et encadré avec succès le boycottage de ces élections* ».

Le jour de scrutin, toute la Kabylie est paralysée par une grève générale. Des émeutes sont déclenchées dans toute la Kabylie, les rues sont barricadées par les manifestants, les citoyens bloquent les lieux de votes, entraînant l'intervention des forces de sécurité. Selon Yidir At Mammar : « *les CRS déployés dans le village Takarbuzt ont négocié leur sortie dans le village en laissant les boîtes de votes derrière eux. Toute l'école où se trouvent ces éléments est encerclée par les citoyens.* ».

Toute la Kabylie a rejeté cette échéance, seulement l'armée et la police qui ont pris part à ces élections en votant aux listes du FLN, RND et PT élaborées en Kabylie.²³

3.7.2 Les élections locales de 10 octobre 2002 :

A l'arrivée des élections locales du 10 octobre 2002. A partir du conclave d'At Zmenzer en août 2002, un document du rejet des élections locales a été adopté. La CADC a investi le terrain en multipliant les actions du terrain par les biais de ses délégués organisant des campagnes de sensibilisation pour rejeter ces élections qualifiées par le Mouvement citoyen de « scrutin de la honte ». Mais cette fois, le climat est très tendu en Kabylie. Le FFS annonce sa participation à ces élections.

²²Chabane Mohand Ouali

²³Rachid Allouache

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

Selon Belaid Aбрика : « *le FFS a été reçu par le pouvoir, il a négocié sa participation aux élections locales de mettre en table trois points : la libération des détenus, la vérité sur l'assassinat de Matoub Lounés et l'ouverture des champs politiques et médiatiques* ». Une commission dérogée par la CADC chargée de prendre attache avec les candidats du FFS pour les dissuader et de bouder l'élection du 10 octobre 2002. Mais le FFS a décidé de participer. Selon Rachid Allouache : « *nous avons contacté les candidats, nous avons demandé pour eux de se retirer de la course électorale. Nous avons réussi de dissuader des candidats mais il y a d'autres qui ont refusé [...]* ».

Durant cette période, quelques délégués de tendance FFS sont retirés du Mouvement afin de préparer les élections locales dans le cadre de leur formation politique. Mais la majorité d'entre eux est resté dans le mouvement malgré les sollicitations du parti à se retirer. Selon Aliane Khaled : « *En août 2002, le Mouvement des arouchs a été qualifié par le leader du FFS, Hocine Ait Ahmed, d'un mouvement fabriqué par les services secrets Algériens. Mais malgré cette qualification, des délégués militants du FFS siègent encore parmi nous* ».

Durant la période de la campagne électorale, le Mouvement citoyen a empêché les candidats de prendre contact avec la population. Selon Mohand Haddadou : « *durant la campagne électorale, le FFS a ramené des militants par bus dans notre localité afin d'organiser un rassemblement mais la population a empêché la tenue de ce rassemblement.* »

Le jour de scrutin, des routes sont bloqués par la population, des émeutes éclatées à travers la Kabylie afin d'empêcher les élections. Mais dans certaines localités, le scrutin aura lieu par la complicité des candidats. Sur ce sujet, Aliane Khaled explique : « *Des candidats ont procédé la nuit à entrer des boîtes de votes dans leurs villages en aide des services de la police.* »

Le Mouvement citoyen a réussi d'empêcher les élections locales de 2002, malgré la tenue des élections dans certaines localités, « *des candidats sont élus à sept voix* ». ²⁴. Cette réussite ne peut qu'encourager le Mouvement citoyen à poursuivre son combat.

3.8 .L'organisation des meetings et des sit-in :

Durant le Printemps noir de 2001, les délégués du Mouvement citoyen, notamment les délégués de la CADC, multiplient les sorties publiques de sensibilisation et de mobilisation par des meetings populaires à travers la Kabylie. Notamment les périodes marquées par les

²⁴Aliane Khaled

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

échéances électorales dans le but de sensibiliser la population pour rejeter les élections législatives du 30 mai 2002 et celles du 10 octobre 2002.

Selon Rachid Allouache, « *le mouvement a organisé plus de 300 meetings en Kabylie. Des fois le mouvement organise trois meetings dans la journée* ».

Lors de ces meetings, les intervenants ont insisté sur le principe de la satisfaction de la plate-forme d'El-Kseur et le départ de la gendarmerie en Kabylie.²⁵ Selon Rachid Allouache : « *Lors des élections locales du 10 octobre 2002, nous avons organisé un meeting à Bouira à 4h du matin, j'ai pris la parole et j'ai demandé au FFS de se retirer de la mascarade électorale [...]* ».

Après l'arrestation des délégués du Mouvement citoyen par la police, la CADC organise des sit-in chaque dimanche, devant le tribunal correctionnel près la Cour de Tizi-Ouzou, afin d'exiger la libération de tous les détenus du Mouvement citoyen ainsi que la satisfaction de la plate-forme d'El-Kseur. Ces manifestations devant le tribunal sont toujours réprimées par les forces de l'ordre. En effet, chaque dimanche, les forces de l'ordre occupent toutes la place située devant l'institution pour empêcher les délégués de tenir leur sit-in.²⁶

Les évènements se suivent, les actions sur le terrain se multiplient de jour en jour. Après les élections locales de 10 octobre 2002, les chefs de daïras situées en Kabylie, ont procédé à l'installation des assemblées populaires communales, ce qu'a poussé la CADC à prendre la décision de fermer les sièges des APC et des daïras et d'organiser des meetings et des marches locales pour exiger le départ des « indus élus » installés en Kabylie. Selon Aliane Khaled : « *des délégués proches de mouvement pour l'autonomie de la Kabylie ont réussi de balancer l'idée de la fermeture des sièges de daïras [...]. Nous avons procédé à la fermeture des sièges des APC à travers la Kabylie. Les citoyens chassent les indus élus au niveau des mairies.* ».

Après les négociations Mouvement citoyen-pouvoir, le Mouvement a réussi de signer un accord avec le chef du gouvernement sur la révocation des assemblées populaires communales élus lors des élections de 10 octobre 2002.

²⁵Yidir At Mammam

²⁶Belaid Abrika

3.9. L'enterrement de Mohand Arab Bessaoud par la CADC :

Le fondateur de l'Académie berbère, Mohand Arabe Bessaoud est décédé le 01 janvier 2002 en Angleterre. Dans cette période, la Kabylie est secoué par des événements de 2001, c'est la CADC qui est chargée de préparer les conditions de l'enterrement de ce militant de l'amazighité. Avant le déplacement de la dépouille vers le village Akaouadj, le lieu de l'enterrement du défunt, la CADC a organisé la veillée funèbre à la maison de la culture Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou. Une exposition retraçant le parcours de ce grand militant de la cause Amazighe. Rachid Allouache commente cette action : « (...) *c'est la CADC qui s'est occupée de l'enterrement de Mohand Arabe Bessaoud, nous avons déposé la dépouille à la maison de la culture pour que les citoyens puissent lui rendre un dernier hommage. Même nous avons préparé un diner pour les visiteurs. Au moment de l'enterrement, la CADC a organisé une prise de parole dans la maison du défunt à Akaouadj [...].* »

4. L'arrestation des délégués du Mouvement citoyen :

Au début de la soirée 25 mars 2002²⁷, le pouvoir a commencé la chasse aux acteurs du Mouvement citoyen. Le mouvement a connu la première vague d'arrestation. 14 délégués et 17 citoyens²⁸ sont interpellés et jetés en prison, alors que les autres sont astreints à la clandestinité à l'exemple de Belaid Abrika et Rachid Allouache. sur cette question Belaid Abrika dit : « *le 25 mars 2002, le pouvoir a procédé à l'arrestation massive et arbitraire des délégués et des sympathisants de la CADC. A partir de cette période je suis rentré dans la clandestinité jusqu'à la veille de 30 mai où j'ai décidé de réapparaître publiquement lors du meeting à Bouhinoun qui a failli tourner au bain de sang car les autorités ont accouru en apprenant ma présence.* ».

Mais cela n'a pas empêché le mouvement de continuer son combat. Toutefois, la population sécurise les conclaves de CADC et les acteurs du mouvement pour les protéger de toute sorte d'arrestation. Des sit-in ont été organisés chaque dimanche par la CADC devant le tribunal de Tizi-Ouzou pour revendiquer la libération des détenus.

²⁷ CADC, bulletin d'information, Num 01, Tizi Ouzou, juillet 2002, P18

²⁸ idem

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

Les détenus du Mouvement citoyen seront libérés le 10 juin 2002²⁹ après 43 jours de grève de la faim observée en prison et grâce à la mobilisation des citoyens et de la classe politique. Le 13 décembre 2002, le pouvoir précède pour une autre fois à l'arrestation des délégués, trois délégués de Mouvement citoyen : Belaid Abrika, Rachid Allouache et Nourdine Medrouk sont incarcérés à la maison d'arrêt de Tizi-Ouzou.³⁰ Grâce à la mobilisation citoyenne, ces délégués sont sortis de prison le 10 juin 2003.³¹

5. Les divergences au sein du mouvement :

Malgré le Mouvement citoyen a été mobilisateur et émanant des profondeurs de la société, se refusant à toute forme d'allégeance ou substitution aux formations politiques et aux institutions de l'Etat, et malgré sa réaffirmation à honorer le sang des martyrs du Printemps noir, mais il avait vécu des conflits internes, des divergences, des infiltrations. sur ce sujet Belaid Abrika nous raconte : « *le mouvement est face un régime mafieux donc il peut utiliser tous les moyens, il commence par l'intox, il discrédite le mouvement, il utilise l'infiltration, la récupération, et la corruption [...]* ».

Le premier conflit au sein du mouvement s'est produit lors de la marche de 14 juin 2001 à Alger, au moment que le délégué de Bgayet, Ali Gherbi, a pris des contacts avec le Ministre de l'intérieure, ce qui a poussé le Mouvement à adopter le code de l'honneur et les principes directeurs.

A partir de septembre 2001, la CADC connaissait une vague d'exclusion des délégués mandatés à l'instar : Amrouche, Fali Amar, Boukhari Said, Mammeri Boukhalifa et Yahoui Arezki, lorsque ces derniers évoquent la question de dialogue. Selon Mohand Haddadou : « *le mouvement a exclu des délégués qui ont initié le Mouvement citoyen parce qu'ils ont évoqué le dialogue [...]* »

Lors des conclaves, des délégués rencontrent des menaces de la part des autres délégués mandatés par leurs coordinations. A propos de ce sujet, Boudjerraba Boudjemaa dit : « *lors de conclave d'Azeffoun, un délégué de la coordination de Tizi-Ouzou a menacé le délégué de la coordination de Bouzeguene par un couteau ce qui a nous poussé de lancer une pétition pour l'exclusion de la coordination de Tizi-Ouzou au sein de la CADC.*

²⁹Rachid Allouache

³⁰Idem

³¹Belaid Abrika

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

Au lendemain de cet incident, le journal Liberté a reporté en détail tout ce qui s'était passé dans le conclave, la coordination de Tizi-Ouzou a saccagé le bureau de Liberté à Tizi-Ouzou [...] ».

Des délégués manipulent des jeunes à l'utilisation de la violence, selon la même source : *« une fois, nous étions à la permanence de la CADC située au théâtre Kateb Yacine, un groupe de jeunes avait entré, il nous pose la question est-ce qu'on va continuer la casse ou on s'arrête ? Puis je leur ai posé la question qui vous demandez de casser. Ils m'ont répondu c'est Abrika. J'ai interrogé Abrika sur cette question. Il m'a répondu que le combat continue [...] ».* Même lors de marche du 14 juin à Alger un incident s'est produit lorsque Belaid Abrika demande aux marcheurs d'avancer en avant, selon la même source : *« lorsque la CRS a empêché notre marche, Belaid Abrika à l'aide d'un mégaphone demande aux jeunes d'avancer pour affronter le barrage mené par la CRS. Ce qui m'a poussé à intervenir et lui demander d'arrêter sa démarche d'envoyer les jeunes à la mort [...] »*, raconte Boudjerraba Boudjemaa

Lors des conclaves, les militants des formations politiques encrées en Kabylie, essaient toujours de récupérer le Mouvement, notamment après les élections locales de 2002 ; selon Aliane Khaled : *« ...des délégués de la tendance RCD insistent toujours dans les conclaves sur le départ des indus élus du FFS que le départ de la gendarmerie en Kabylie ».*

Les événements se suivent, les actions sur le terrain se multiplient de jour en jour, les conflits produisent, le summum de la mobilisation citoyen de 2001 a atteint son explosion.

6. Le dialogue Mouvement citoyen- pouvoir :

Le premier germe d'un dialogue avec le pouvoir a commencé en mai 2001, lorsqu'une délégation du Mouvement citoyen est reçue par le chef du gouvernement Ali Benflis, dans le but de préparer une deuxième session du Bac ; selon Yidir At Mammar : *« Le premier dialogue c'est fait avec le premier ministre Ali Benflis en 2001. En fait ce n'est pas un véritable dialogue, c'est juste pour régler une question concernant le BAC, parce que les élèves de la Kabylie en général ont été perturbés par les effets collatéraux des événements du mouvement citoyen 2001 ».* Lors de cette rencontre, les délégués mandatés ont évoqué la question du départ de la gendarmerie en Kabylie, selon Boudjemaa Boudjerraba : *« lorsque nous avons négocié sur la question du BAC avec Ali Benflis, nous avons évoqué la question*

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

du départ de la gendarmerie. Il nous a répondu ; cela me dépasse, ni moi ni Bouteflika peut régler cette question [...] ».

A partir de la marche de 14 juin 2001, lorsque le pouvoir a réprimé la marche du Mouvement citoyen, le Mouvement se radicalise à propos de la question de dialogue. Il scelle la plate-forme d'El-Kseur et l'a remis non négociable. Cette position, divise les délégués du mouvement entre ceux qui veulent déboucher la voix de dialogue et ceux qui refusent catégoriquement le dialogue. Selon Belaid Abrika : *« Ce n'est pas la CADC qui refuse le dialogue, au contraire c'est la base qui refuse catégoriquement toute sorte de dialogue avec le pouvoir ».*

Dès le début du Mouvement citoyen, des coordinations insistent sur le dialogue. Selon Boudjemaa Boudjerraba : *« nous avons proposé un véritable dialogue avec la présence des instances internationales, des personnalités politiques et historiques. Parce que lorsque nous avons établi la plate-forme d'El-Kseur personne n'avait parlé que la plate-forme sera scellée et non négociable. Je défie quelconque que nous avons évoqué cette question au conclave de El-Kseur. Mais des gens qui veulent récupérer le sang des martyrs qui ont fait ça [...] ».*

Même après la marche de 14 juin, des délégués insistent sur le dialogue ; à ce sujet Mohand Ouali Chabane dit : *« après la marche de 14 juin 2001 à Alger, nous sommes réunis à Kateb Yacine. J'ai incarné mon intervention sur la question de dialogue en tant que le mouvement a montré une démonstration de force et le pouvoir est peur de la force du mouvement mais malheureusement personne ne m'a écouté [...] ».*

En 2002, le groupe d'Allilouche ont pris part au dialogue avec le pouvoir. Ce groupe est considéré par le Mouvement citoyen comme des faux dialoguistes « L'arouch n Taiwan ». Ce dialogue avait débouché seulement sur le point concernant la reconnaissance de Tamazight comme langue nationale en 2002 dans la constitution Algérienne. Selon Yidir At Mammam : *« Le refus de prendre part aux négociations avec le pouvoir, laisse ce dernier penser comment faire taire la contestation de Kabylie en créant un faux dialogue communément appelé le « dialogue Allilouche », malheureusement même la région d'Ouacif on a envoyé un. Cette entrevue avec les dirigeants de ce pays a débouché sur la reconnaissance de Tamazight comme langue nationale, mais soyons sérieux, Allilouche n'aurait jamais existé sans le mouvement, peut-être si le mouvement avait pris part au dialogue il aurait plus que ça ».*

A partir de conclave d'Imzizou, la question de dialogue a commencé. Ce conclave a son origine la dislocation du mouvement. Des coordinations proches du RCD à l'instar

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

Amechtras, Tizirt, Makouda, Ain Zaouia, Agni Gaghrem sont réunies en parallèle en conclave à Amechtras pour s'opposer au dialogue avec le pouvoir.³² A ce propos Belaid Abrika dit: « [...] nous avons pris au dialogue avec le chef du gouvernement, ce dialogue a bien dérangé la classe politique locale en raison que cette classe a déjà perdu le terrain durant les événements de 2001 »

L'évocation de la question de dialogue et la division du mouvement, le conseil de daïra d'At Ouacif ne voulait pas s'aligner sur aucun des pôles prenant part au dialogue. C'est vu attribuer une dénomination «coordination réconciliatrice », car il a essayé de réunir les deux pôles qui s'émergent.³³ Après le conclave d'Imzizou, des coordinations se sont retirées du Mouvement citoyen à l'exemple de la coordination communale d'At Zmenzer, selon Mohand Haddadou : « un mouvement qui n'avait pas dialogué au sommet de sa force, ne pouvait pas dialoguer au moment de sa fragilité ».

Malgré l'explosion du mouvement, une délégation du Mouvement citoyen a pris part au dialogue avec le gouvernement dans le but de la mise en œuvre de la plate-forme d'El-Kseur. Ce dialogue a échoué à cause « de refus de l'officialisation de tamazight par le pouvoir ».³⁴

7. Le recul et l'étouffement du Mouvement citoyen :

Du Printemps noir 2001, ayant entraîné des dizaines de morts et des centaines de blessés, est né dans la spontanéité et la douleur, le Mouvement citoyen. Ce Mouvement a duré trois longues années sur le terrain, à travers des actions et de mobilisation populaire dans les quatre coins de la Kabylie. Il a acquis une légitimité populaire. Jour en jour, le Mouvement citoyen est arrivé à son sommet. A partir de 2004, le Mouvement a commencé de se reculer, suite aux différents facteurs rencontrés sur le terrain. Sur cette question Belaid Abrika explique : « Tous les grands mouvements qui sont plutôt mieux organisés que le Mouvement citoyen peuvent ne durer que jusqu'à deux ans. Ce qui fait le mouvement citoyen a resté 3 ou 4 ans en masse d'action et de mobilisation, c'est l'équivalent de 50 ans de travail des partis politiques. Donc l'acteur va être fatigué et il a besoin de se reposer [...] ».

Durant le Printemps noir, le Mouvement citoyen s'est penché sur d'autres occupations concernant le citoyen. Selon Mohand Haddadou : « déjà à l'époque on voit qu'on ne peut pas inscrire le mouvement dans la durée, on va agir en conséquence. On joue le rôle de l'Etat, on

³²Belaid Abrika

³³Yidir At Mammar

³⁴Belaid Abrika.

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

résout des conflits entre familles, on a remplacé la police, la justice. En cette époque, la police n'accepte pas les plaintes, demande au citoyen d'aller voir l'arouchs. Même le deuil a perturbé les mariages en Kabylie, des mariages sans musique. Malgré les gens ont adhéré en masse mais pour un certain moment ».

Le mouvement a épuisé la population par des grèves, des marches..., les commerçants ont subi des pertes à cause des journées d'émeutes. Des commerçants ont même délocalisé leurs activités à l'extérieur de la Kabylie.³⁵

Le rôle joué par les partis politiques, tels que le FFS et le RCD, pour récupérer le terrain politique perdu par l'ampleur du Mouvement citoyen. Selon Belaid Abrika : *« lors de dialogue, c'est un parti politique qui a utilisé ses moyens de communication pour montrer que le mouvement est divisé, malgré le mouvement n'est pas divisé ; et la preuve nous avons rejeté les élections présidentielles de 2004 ».*

L'émergence des leaders du Mouvement fabriqué par la presse et le pouvoir, et ce malgré le caractère horizontal de la structure du Mouvement. A ce sujet, Boudjemaa Boudjerraba pense et donne son point de vue : *« effectivement, le mouvement a adopté le principe de l'horizontalité et la présidence tournante mais la presse encouragée par le pouvoir a opté pour la figure d'Abrika, pour le présenter comme un porte-parole du mouvement, que le mouvement citoyen n'a jamais élue un porte-parole. En ce moment, deux délégués seulement qui possèdent le téléphone portable. Il s'agit de Belaid Abrika et d'Ali Gherbi. A cette époque pour avoir un téléphone portable, il faut connaître un ministre ou un fils d'un général ».*

Le mouvement a perdu aussi la légitimité dans la représentativité. Ainsi, des délégués assistent aux conclaves sans être mandatés par la base citoyenne. A propos de ce point, Yidir At Mammam dit : *« plusieurs coordinations sont représentées par des éléments autoproclamés, sont pas mandatés par la base. Malgré au début nous avons accepté ça, mais à travers le temps nous ne pouvons pas supporter et d'accepter cette représentativité illégitime ».*

La population a perdu la confiance du Mouvement citoyen, elle commence de poser des questions sur le mouvement. Sur cette question, Mohand Haddadou dit : *« je suis comme les citoyens, j'ai entendu, ils me racontent des choses que des délégués sont restés au Club des pins, ont bénéficié des locaux. Beaucoup de gens sont convaincus, mais à quel point c'est*

³⁵ Mohand Haddadou

Chapitre IV : l'engagement des acteurs dans le Mouvement citoyen de 2001

vrai, j'ai aucune preuve concrète mais les gens qui sont visés d'être des corrompus n'ont pas fait le travail d'explication ou de démonter le contraire envers la population ».

Mais le facteur principal de l'explosion du Mouvement citoyen et de CADC remonte au conclave d'Imzizou. Cette rencontre a causé l'effritement du mouvement, suite aux divergences soulevées sur la question du dialogue avec le pouvoir, lors du double conclave de la CADC qui s'est déroulé respectivement à Imzizou, à Amechtras.³⁶

Malgré les efforts consentis pour réconcilier les deux ailes par le « conseil de Daïra d'Ouacif », mais ce dernier n'avait pas réussi à le faire. Vu cette situation, la majorité des coordinations ont quitté la CADC.

Conclusion :

À travers ce chapitre nous avons pu mettre en clair la genèse de la structuration de la CADC et ses différentes actions conduites sur le terrain par le biais de ses acteurs dans les grands moments marquant le Mouvement citoyen de 2001. Chaque acteur ne pouvait pas rester indifférent devant des actions mobilisatrices lors des événements de 2001.

La CADC a marqué la dynamique du Mouvement citoyen par ses actions organisées menées par les acteurs des différentes coordinations locales de la wilaya de Tizi-Ouzou : à l'exemple des différents conclaves, des marches, des meetings et le rejet de élections.

En fin, nous avons abordé d'une manière très brève les crises ayant traversé la CADC et qui ont un impact sur l'ensemble du Mouvement citoyen de la Kabylie et sur son devenir.

³⁶Yidir At Mammam

Chapitre V :

**La question identitaire dans
l'engagement militant des
acteurs.**

Introduction :

Le présent chapitre se veut une présentation des trajectoires militantes des acteurs en faveur de l'identité amazighe avant et pendant leur implication dans le Mouvement citoyen de 2001. A travers ce chapitre nous essayons de montrer à travers une démarche descriptive leurs prises de conscience identitaire, leurs engagements pour le combat identitaire ainsi que leurs expériences dans les actions menées en faveur de la revendication identitaire. Car leurs implications dans le combat identitaire leurs permettent de jouer un rôle de plus en plus actif dans leur engagement militant au sein de la CADC.

1. Acteur 1 : Boudjerraba Boudjemaa :

1.1.- Avant 2001 :

I.1.1. Espaces de prise de conscience identitaire :

La JSK a marqué l'histoire du combat identitaire, ce club est différent des autres. En plus du volet sportif, la JSK joue un rôle prépondérant aussi pour l'identité et l'amazighité. Ce club était vraiment la locomotive de ce combat identitaire. Ce club a participé au fait que tamazight soit connue et reconnue par l'établissement de son statut dans le pays. *Par ailleurs, l'occasion du match constitue bien un moment de regroupement et de rassemblement des foules aussi bien autour de club qu'il fallait surtout soutenir dans la compétition sportive que pour un rituel d'affirmation identitaire et de contestation politique.*¹

Ce club a joué un rôle important dans la prise de conscience de cet acteur. Durant les matchs de la JSK, l'acteur confirme son identité par ses déplacements aux stades lors des matchs de la JSK en criant le slogan « Imazighen ». A propos de ce sujet, il dit : « *lorsque j'étais au collège d'Azazga, la JSK a réveillé ma conscience identitaire, je ne rate jamais un match de ce club. Lorsqu'on se regroupe dans le stade d'Oukil Ramdane à l'époque, on commence de crier imazighen [...]* ».

La chanson engagée des années 70, s'inscrit dans la prise de conscience de l'identité Amazighe. Cette chanson a réveillé des consciences de générations. Les chanteurs engagés notamment Ferhat ont encre l'identité amazighe dans la vie de cet acteur, selon lui : « *la chanson de Ferhat, un genre purement nouveau dans notre musique, donc dans la majorité*

¹Ouidir, Belhimer *Approche anthropologique de l'engagement militant des acteurs du Printemps berbère de 1980*, Mémoire de magistère, CRASC/UMMTO, 2012, p 199.

des situations elle a été positive. Cette chanson a réveillé mes positions identitaires et politiques ».

1.1.2. Le Mouvement d'avril 1980 :

Le Printemps berbère de 1980 est le premier mouvement de contestation identitaire depuis l'indépendance². Ses actions ont été menées même à Alger. Cet acteur était étudiant à Alger au début des événements 80. Il avait participé aux actions organisées dans la capitale. A ce sujet, il raconte : *« au début du Printemps 80, j'étais étudiant à Alger, mais j'ai participé à toutes les actions organisées à Alger soit les marches, soit les rassemblements initiés à la fac centrale. Je me souviens qu'au lendemain de la marche qui aura lieu à la place du premier mai, je me suis en retour vers Alger, lorsque nous sommes arrivés à Si Mustapha, la gendarmerie a arrêté notre bus et fait descendre tous les jeunes qui se trouvent dans le bus. Après un contrôle des identités, la gendarmerie nous a demandé de renverser le chemin vers Tizi, ce que m'a poussé de prendre la fuite et de prendre le train vers Alger pour participer à la marche malgré j'ai des examens le jour de la marche ».*

1.1.3. L'adhésion aux partis politiques :

1.1.3.1. L'adhésion au FLN :

L'aspect constitutionnel de l'Algérie après l'indépendance consacre le FLN comme seul parti politique dans le pays. Lors des élections, ce parti choisit les listes des membres qui seront élus. En 1985, la Kasma-FLN d'Illoula a poussé cet acteur à adhérer au parti en sa qualité du fils de chahid. Selon lui : *« en 1985, le FLN d'Illoula a fait adhérer tous les fils de Chouhada autour de lui. Ils m'ont forcé aussi à adhérer en tant qu'à l'époque ce parti a besoin des gens qui ont des études supérieures ».*

Lors des élections municipales de 1985, cet acteur a été élu à la tête de la mairie d'Illoula, mais l'exécutif de la mairie l'avait exclu à cause de son engagement berbériste. Sur ce sujet, il nous raconte : *« en 1985, le FLN m'a forcé de se présenter aux élections, j'étais élu par le peuple mais vu mon engagement berbériste, ils m'ont exclu de l'exécutif de la mairie et ils m'ont remplacé par le deuxième candidat malgré 120 voix de différence ».*

² Voir Ouidir, Belhimer, op cit.

1.1.3.2. L'adhésion au FFS :

En 1989, l'Algérie a passé du parti unique au multipartisme, des partis politiques nés avec une Constitution octroyée en février 1989. Cet acteur a choisi le parti du FFS, il s'engage dans la ligne politique de ce parti, d'où sa participation au premier congrès du FFS en 1991. Deux années après son engagement politique avec le FFS, il jette l'éponge en claquant les portes de ce parti suite aux dysfonctionnements au niveau de la fédération de Tizi Ouzou ; mais il est resté toujours fidèle à la ligne politique du parti. A ce sujet, il dit : *« dès le début de l'ouverture politique de 1989, j'ai choisi le parti du FFS, je vois un idéal politique au sein du FFS. D'après sa ligne politique, il peut apporter des changements au pays surtout avec l'engagement de son leader Si Lhoucine à la tête du parti. J'étais parmi les congressistes en 1991. Mais malheureusement en 1992 j'ai quitté le parti à cause des négligences de régionalisme causées par certaines sections du parti. Malgré j'ai claqué les portes du parti en tant que militant mais je suis toujours fidèle à la ligne politique du parti et au combat d'Ait Ahmed. J'ai participé à toutes les marches organisées par le FFS durant les années 90 ».*

1.1.4. L'engagement au sein du comité de village :

Les villages Kabyles se sont structurés et organisés autour de l'organisation ancestrale « tajmâat ». Chaque village choisi les membres de tajmâat parmi ces hommes afin de s'occuper de la vie quotidienne des villageois³. Cet acteur n'avait jamais refusé les sollicitations de tajmâat de son village. Il avait passé plusieurs fois comme membre de comité de son village natal. Il dit : *« durant toute ma vie j'ai côtoyé le comité de village à plusieurs reprises, j'ai jamais refusé de se porter membre du comité, même au moment de déclenchement des événements de 2001, j'étais président du comité de mon village [...] ».*

1.2. Durant le Printemps noir :

Quelques jours après le départ des manifestations en Kabylie, réaction de l'assassinat du jeune Guermmah Massinissa dans la brigade de la gendarmerie d'At Douala, cet acteur s'engage dans le mouvement. Son engagement est motivé à la fois dans le but d'arrêter la

³ Voir Azzedine Kinzi, *Tajmâat du village El Kelâa des At Yemmel : structures et fonctions*, Mémoire de magister, Université de Tizi Ouzou, 1998, 2 vols.

fusion du sang des jeunes révoltés contre la gendarmerie et la continuité du combat identitaire mené par les aînés. Cet acteur pense que la question de la reconnaissance de tamazight est indissociable des revendications portées par la jeunesse durant le mouvement. Il dit : *« il est de notre devoir de porter pacifiquement les revendications des jeunes notamment la reconnaissance de tamazight comme une langue nationale et officielle. Plusieurs générations ont sacrifié leurs vies pour cette langue ».*

Cet acteur a présidé la rencontre d'Iloula le 17 mai 2001 où la CADC voit je jour, durant la rencontre la question identitaire est abordé et inscrit comme une revendication principale dans la synthèse d'Iloula à côté de la revendication du départ immédiat de la gendarmerie. Il dit à ce propos : *« durant la réunion organisée à Illoula le 17 mai 2001, chaque coordination a apporté une plate-forme de revendications, mais chaque plate-forme de revendications, la question de tamazight est inscrite en premier point, y compris notre plate-forme qui a inscrit cette revendication en premier point ».*

Durant les conclaves de la CADC et les actions du terrain, cet acteur réaffirme son engagement en faveur de son identité, d'où il profite de chaque occasion pour aborder la question identitaire. Selon lui : *« ... chaque conclave ou marche, notre coordination se trouve à l'avant-garde du mouvement pour réaffirmer notre engagement en faveur de la connaissance de tamazight comme une langue nationale et officielle ».*

2. Acteur 2 : Idir Ait Mammar

2.1. Avant 2001 :

2.1.1. Espaces de prise de conscience identitaire :

2.1.1.1 Le lycée et l'internat :

Lors de son parcours scolaire en période de lycée, plus exactement à Larbâa Nat Iraten, cet acteur avait ouvert les yeux sur la question identitaire, grâce à quelques de ses enseignants. Il était dans un internat où il avait un échange des idées avec ses amis lycéens. Pour lui cet internat est un foyer de cultures. A son jeune âge, à 17 ans, Idir avait déjà une prise de conscience identitaire ; à ce propos, il dit : *« ... À l'âge de 16/17 ans au lycée de At Yiraten j'avais compris que nous vivions sous la dictature, et que notre identité était brimée (...) Pour moi c'était plus qu'un internat, c'était un lieu d'échange des idées. »*

2.1.1.2 Le sport :

Le sport et particulièrement le football avait joué un grand rôle dans la lutte identitaire. La Kabylie, par son grand club la J.S.K avait représenté la région. A ce propos, il dit : « *Il y avait aussi un autre terrain, c'est celui de sport (football). La J.S.K était le porte-parole des Kabyles, on était dans les stades on a scandé des slogans pour Tamazight.* »

2.1.2. L'engagement politique de l'acteur et la question identitaire :

2.1.2.1 .L'adhésion au parti F.F.S :

Avant 1989, il y avait qu'un seul parti politique en Algérie qui est le F.L.N. Mais en 1989, il y avait la naissance du pluralisme des partis, plus exactement en février 1989 par une nouvelle constitution. L'ouverture démocratique avait fait que le F.F.S sort de sa clandestinité, c'est-à-dire l'Etat avait donné l'agrément et la reconnaissance de ce parti qui est le premier parti opposant en Algérie créé par Hocine Ait Ahmed.

Notre acteur était un militant du F.F.S en 1992, après l'ouverture démocratique. Son adhésion au F.F.S était purement pour la lutte identitaire. De son adhésion au F.F.S, il dit : « *En 1989, j'avais assisté comme tout le monde à l'éclosion des partis politiques. Au début j'ai suivi comme tout le monde. Si c'était sérieux, comme vous le savez ce n'était pas venu toute seule, il y avait d'abord les révoltes d'octobre 1988, donc il y avait une nouvelle constitution. Cette constitution permet non pas seulement des partis politiques mais même des associations à caractère politique.* ».

Il était un simple militant au sein de ce parti où il a beaucoup activé ; à ce sujet, il dit : « *J'ai jamais pris une responsabilité politique au sein de ce parti. J'ai toujours été actif, j'ai assisté à des réunions de conseil de Wilaya, deux fois au conseil National.* »

La lutte identitaire dans le parti est pour lui très importante. D'ailleurs, c'est la raison pour laquelle il a adhéré à ce parti ; il dit : « *Nous avons mis une lutte à l'intérieur du parti(...) il y avait ce qu'on a appelé culturaliste dont le chef de file était Said Khellil (...) dans nos réunions on ressentit la question identitaire.* »

2.1.2.2. La démission du F.F.S :

Notre acteur est adhérent au F.F.S pour des raisons identitaires. Après son intégration au sein du parti, il a constaté que le parti met la question identitaire au second plan. Il a aussi des divergences au sein du parti, c'est ce qui l'a conduit, de se séparer, lui et ses amis, du F.F.S. A propos de sa démission du parti, il dit : *« Je voyais que le F.F.S se déportait un peu plus dans un camp que dans l'autre, ça veut dire qu'il a accepté beaucoup plus de coopérer avec certaine frange islamiste et c'est là avec des amis on n'était pas d'accord. Je n'avais pas démissionné seulement pour ça, j'ai démissionné aussi parce que j'ai adhéré au F.F.S pour défendre Tamazight, car pour moi c'est très important. Et j'avais vu que Tamazight n'était pas vraiment la première occupation du F.F.S, il y avait d'autres occupations. Ma démission était beaucoup plus motivée par ça, relégué au second plan la question identitaire. »*

2.1.3. Les actions de l'acteur en faveur de la question identitaire :

2.1.3.1 L'adhésion de l'acteur dans le mouvement associatif :

Il était un ancien membre de syndicat autonome de travailleurs de l'éducation et de la formation (S.A.T.E.F) où il a beaucoup activé. Ce syndicat a comme mission de défendre le droit des travailleurs de l'éducation. Il dit : *« j'étais un anciens du (SATEF), c'est l'un des premiers syndicats autonomes de l'éducation nationale, j'avais démissionné du syndicat pour aussi des divergences, parce que, moi je pensais qu'un syndicat devait être réellement autonome, l'autonomie d'un syndicat ne voulait pas dire l'autonomie par rapport au pouvoir seulement, mais par rapport aux formations politiques. »*

2.1.3.2 L'adhésion de l'acteur dans le Mouvement Culturel Berbère(M.C.B) :

Notre acteur s'est engagé aussi dans le Mouvement Culturel Berbère et il a beaucoup activé au sein de ce mouvement. C'est l'amour de son identité qui l'avait poussé à s'engager dans ce dernier. Pour lui, ce n'est pas une adhésion mais c'est un engagement ; il était proche de ce mouvement par différents angles soit en étant un militant du F.F.S ou en étant un membre de syndicat. De son engagement dans le MCB, il dit : *« On n'adhère pas, il n'y a pas d'adhésion, il n'y a pas de carte ; c'est un mouvement pour lequel on s'engage, dans lequel on active »*

Il continue de parler sur son engagement au sein de ce mouvement, pour lui la période la plus importante pendant laquelle il a beaucoup activé, c'était lors de la grève de cartable ; c'est-à-dire le boycott scolaire en 1994/1995. A ce propos, il dit : *« J'ai activé vraiment lors de la grève de cartable, le boycott scolaire (...) l'année de boycott scolaire c'est l'année où il y avait une forte activité où j'avais adhéré avec Djamel Zenati (...) j'avais beaucoup de relations comme étant F.F.S, il y avait des accointances avec le M.C.B. Là j'étais proche du M.C.B(...) en étant aussi de S.A.T.E.F on était en contact avec le M.C.B. »*

Il était dans les « Commissions nationales » du M.C.B qui étaient proches du Front des Forces Socialistes dans la Daïra d'Ouacif, où il avait beaucoup activé dans ce secteur et dans des responsabilités. Sur cette action, il dit : *« Je m'étais retrouvé par logique des hommes dans le M.C.B, « Commissions nationales » et là crois-moi j'avais activé, j'étais un peu responsable de tout ce secteur de la Daïra d'Ouacif. »*

2.2. Dans le Mouvement de 2001 :

2.2.1 La question identitaire dans le Mouvement de 2001 :

Au cours de la réunion d'Illoula Oumalou il avait pris la parole devant le public présent, sur la question identitaire, il dit : *« J'avais pris la parole j'ai dit, j'ai fait un rêve où il y a un million de personnes à Tizi-Ouzou, des Kabyles qui revendiquent l'identité Tamazight(...) et c'est là qu'on avait décidé de faire une marche à Tizi-Ouzou(...) c'était la plus grande marche à Tizi-Ouzou. »*

Le Mouvement de 2001 a, entre autres, un caractère identitaire, dans la mesure où il revendique la reconnaissance de Tamazight. Celle-ci occupe la première préoccupation dans le mouvement dont il dit : *« Je crois que c'était une place centrale...tout le monde sait que la question centrale du mouvement c'est la question identitaire. »*

Malgré tamazight occupe la huitième place dans la plate-forme d'El Kseur, cela ne démunie pas la place de l'identité dans mouvement. A ce sujet, il dit : *« Ce n'est pas important, l'essentiel ce qui avait demandé dans le mouvement de 1980 était dans la plate-forme d'El Kseur. »*

2-2.2. Les acquis du Mouvement sur le plan identitaire :

Et si on voit les acquis du Mouvement de 2001 sur le plan identitaire, on trouve que ce Mouvement avait arraché la reconnaissance constitutionnelle de la langue Amazigh, comme une langue nationale. Cela n'a été possible qu'après une forte pression populaire sur l'Etat algérien. A ce propos, l'acteur dit : « *Oui il y a eu des acquis(...) c'était grâce au mouvement que l'Etat avait cédé sur tamazight en l'incluant dans la constitution algérienne comme étant une Langue Nationale(...) il y a un autre acquis, avant le F.F.S ou R.C.D ils parlaient beaucoup plus le français lors des interventions publiques, mais après l'avènement de 2001 ils parlaient que le Kabyle (...) Oui je peux dire qu'il est éminemment identitaire(...) c'était ça qui motive les gens, ce volet identitaire.* »

3. Acteur 3 : Belaid Abrika

3.1. Avant 2001 :

3.1.1. Espaces de prise de conscience identitaire :

Avril 80 a joué un rôle important dans la prise de conscience identitaire de cet acteur. Il avait onze ans quand ce mouvement s'est déclenché. Sa résidence qui était proche de l'université Mouloud Mammeri, fait en sorte qu'il voit de près la répression contre les étudiants. Le collège, le lycée et l'université sont également un facteur et un contexte de sa prise de conscience identitaire. De sa prise de conscience, il dit : « *La prise de conscience, pour moi c'était déjà marquée par avril 80, j'avais onze ans en 1980. Comme je n'habite pas loin de l'université, donc j'ai vu un peu la répression, les étudiants qui fuient au quartier où je réside, ils étaient secourus là-bas et à l'hôpital. Et puis par la suite toutes les manifestations qui sont suivies m'ont aussi marqué. Le collège, le lycée et l'université aussi ont contribué à ma conscience identitaire.* »

3.1.2. L'adhésion aux partis politiques :

Notre acteur n'a jamais adhéré à un parti politique, Pour lui, il n'y a aucun parti politique qui pourrait donner un plus ou apporter un changement, soit pour la Kabylie ou bien pour le pays. Il a opté pour une formation politique ; à ce propos, il dit : « *Non, je n'ai jamais adhéré à un parti politique. J'ai activé dans des groupes politiques(...) Je ne crois pas qu'un parti politique pourrait apporter une solution, soit pour la région, soit pour le pays. Parti politique dans le sens de formation oui(...) »*

3.1.3. Les actions de l'acteur en faveur de la question identitaire :

Dans sa jeunesse, il participe à chaque fois qu'il y a une manifestation. Quand il était au lycée, il faisait des manifestations, il venait vers l'université pour participer aux activités de l'université. Il nous raconte ces moments, il dit : « *Dans ma jeunesse, je participais à chaque fois qu'il y est une manifestation. Quand j'étais au lycée, j'étais aussi avec des initiatives de lycéens, donc on faisait des manifestations en ville, on venait vers l'université et on participait aux activités de l'université.* »

3.1.3.1. L'adhésion de l'acteur dans le mouvement associatif :

Il était un membre fondateur de la Fondation Matoub Lounes. Après que Matoub était assassiné il y avait des émeutes. Il fallait réagir à cet évènement tragique, où l'université avait fait des déclarations. Au mois de juillet, il y avait une grande manifestation, qui était organisée par l'université Mouloud Mammeri. Cette manifestation avait pour objectif de dénoncer la vérité de l'assassinat de Matoub Lounes. Les partis politiques (F.F.S, R.C.D) ont caporalisé cette situation. Notre acteur à cette époque avait terminé ses études universitaires, et il devient un enseignant universitaire. Après une discussion avec les membres de la famille de Matoub Lounes et ses amis, ils avaient pensé à créer cette Fondation, qui était nommée par la suite « *Fondation Matoub Lounes* ». Cette dernière avait pour mission : chercher à divulguer la vérité de son assassinat, et au même temps elle va défendre et protéger sa mémoire, son patrimoine musical et ses valeurs. Ils ont fait une réunion en octobre 1998, c'était là où ils avaient créé cette fondation. De la création de cette fondation, il dit : « *Pour la fondation Matoub Lounes, quand il était assassiné c'était le vide(...) Pendant presque une semaine, c'était des émeutes qui ont marqué aussi tout le monde. Il n'y avait pas de solution, donc il y avait l'université qui avait fait des tracts, des déclarations. Au mois de juillet, il y avait une grande manifestation organisée par l'université pour canaliser un peu la colère et pour calmer les esprits et notamment de chercher la vérité de l'assassinat de Matoub Lounes (...) Il y a eu une autre fois, une caporalisation de cette situation par les partis politiques(...) En discutant avec les membres de la famille, les amis on avait pensé à créer la fondation. Au départ, principalement par rapport à son assassinat, mais aussi pour protéger sa mémoire, tout ce qu'il a comme production artistique, ses valeurs. On s'était réuni en octobre 1998, et on avait créé cette fondation avec les membres de sa famille.* »

Il était aussi un membre fondateur de comité de soutien Bessaoud Mohand Arab, qui est pour notre acteur, avait beaucoup contribué à la conscience identitaire. Il ne connaît pas en

personne, car ils n'étaient pas de même génération. Quand il a grandi un petit peu, Bessaoud était en Angleterre. C'est grâce à des militants qui avaient un contact avec Mohand Arab, que notre acteur a pu voir les revues que Bessaoud faisait, ils distribuaient des tracts. Abrika parle de cette personnalité militante et il dit : *« Bessaoud, il a aussi contribué à la prise de conscience identitaire. Je ne l'avais pas connu avant, parce qu'on est de générations différentes, quand j'ai grandi un petit peu il était en Angleterre. Mais il y a eu des militants qui correspondaient avec lui, qui me transmettaient les courriers, me montraient les revues qui se faisaient et qui distribuaient des tracts(...) On s'avait qu'il était forcément exilé(...) Quand il était rentré en Algérie, il était accueilli par tous les militants à l'aéroport et dans son village, c'était une grande fête. »*

Après son retour en Algérie, il n'avait pas une source d'où il peut vivre, il était pauvre. Il y avait les militants de l'Académie berbère à Paris et les militants en Kabylie qui avaient discuté et ils avaient créé le Comité de Soutien Bessaoud Mohand Arab⁴. Dans ce comité, il y avait deux volets, le premier pour qu'il vive dignement dans son pays et le deuxième c'est pour restituer tous les travaux de Bessaoud Mohand Arab. De la création de ce Comité de soutien à Bessaoud Mohand Arab, l'acteur dit : *« (...) On discutait avec lui, on a vu qu'il n'a rien, ni ressource, ni retraite, ni une maison. Il était diminué, pauvre. A partir de cela, il y avait des amis à l'Académie à Paris et nous ici, on a créé ce qu'on appelle Comité de Soutien Bessaoud Mohand Arab. Il y a deux volets dans ce comité, le premier volet c'est le fait de l'accompagner pour qu'il vive dignement, d'abord de lui donner son statut de Modjahid et pour qu'il puisse avoir sa pension (...) Et pour qu'il soit réhabilité et de le loger(...) Le deuxième volet, c'est l'aspect idée véhiculée par l'Académie Berbère, édition des travaux de l'Académie de Bessaoud et vulgarisation des travaux dans le cas de ce comité, et ce, en collaboration avec un comité de soutien qui était en France. »*

3.1.3.2. L'adhésion de l'acteur dans le Mouvement Culturel Berbère (MCB) :

Il était proche de Mouvement Culturel Berbère par ses amis comme Nacer Babouche, qui était son voisin et Said Doumane avec qui il a un lien de parenté. Il a côtoyé d'autres militants qui distribuent la revue Itij et Tifinagh. Il n'était impliqué au sein du M.C.B qu'après le deuxième séminaire, en 1989. Il avait participé aux manifestations, réunions et décisions ; de son implication au sein du M.C.B, il dit : *« Je n'avais pas une présence forte au sein du Mouvement Culturel Berbère, quand il était clandestin(...) J'ai une proximité avec certains*

⁴Houda Boukella, Ania Chami, Farida Kssouri, *op cit.*

militants de M.C.B comme Nacer Babouche qui était mon voisin et Said Doumane avec qui j'ai un lien de parenté(...) Il y a des militants que j'avais connus après, qui distribuent la revue Itij et la revue Tifinagh. Je n'étais pas au sigle du M.C.B qu'après le deuxième séminaire de 1990 (...) J'avais participé aux manifestations du M.C.B, réunions et décisions. »

Avant le boycott scolaire, il y avait une crise au sein du M.C.B avec la naissance du R.C.D, qui a conduit à l'organisation du deuxième séminaire en 1989 à la maison de la culture de Tizi Ouzou. Cet acteur et son groupe étaient contre que le boycott scolaire soit guidé par deux cadres. A ce propos, il dit : *« Nous, on était contre est-ce que le boycott scolaire soit mené par deux cadres(...) On ne joue pas de la vie des enfants(...) Il faut y aller plus haut de là mais dans le cadre unitaire pas bicéphale(...) on ne peut pas mener une lutte dans le même objectif, alors qu'on est deux cadres différents. »*

Il avait milité dans le mouvement amazigh, il était un peu partout dans le pays. De ses activités, il dit : *« On était impliqué dans les mouvements amazigh, notamment au Aurès un peu au chenwi, un peu partout dans le pays. C'était notre groupe qui faisait le travail dans ces régions y compris chez les touarègues. »*

3.2. Dans le Mouvement de 2001 :

3.2.1 La question identitaire dans le Mouvement de 2001 :

Il voit que la question identitaire, c'est la base du Mouvement. C'est la question cruciale et qui a une place importante. Bien qu'elle soit classée à la huitième position dans la plate-forme d'El Kseur, il parle de la question identitaire au sein de Mouvement citoyen. Sur cette question, il dit : *« La place de la question identitaire, elle était au cœur des événements. Dans la plate-forme d'El Kseur, elle est classée à la huitième place, mais ça ne veut rien dire. Elle était toujours au cœur des revendications, déclarations et des prises de positions(...) Quand il y avait eu la reconnaissance de la langue tamazight comme une langue Nationale, on avait déclaré qu'on n'était pas satisfait, ce n'était pas suffisant il faut aller plus que cela, vers l'officialisation, vers la reconnaissance identitaire du peuple algérien comme peuple Amazigh(...) Le positionnement sur ça dans le document de l'explicitation de la plate-forme d'El Kseur, elle était bien détaillée. On avait mis dans le huitième point la reconnaissance de la question identitaire, civilisationnelle, linguistique et culturelle. On était plus que clair. »*

Dans les marches du Mouvement de 2001, il y avait toujours des slogans et des banderoles scandés à la faveur de la question identitaire : tels que le drapeau berbère et les chants de Matoub Lounes. A ce propos, il dit : « (...) *Le drapeau berbère était toujours présent, les chants de Matoub aussi. Donc c'est l'expression pour la question amazigh, elle était permanente dans le mouvement.* »

3.2.2. Les acquis de mouvement sur le plan identitaire :

Le premier acquis pour tamazight selon notre acteur, était le tabou sur tamazight qui est tombé. Les responsables du régime, bien que cela soit plus fort qu'eux, ils s'affirment Amazigh plus que nous. Le deuxième acquis, c'est bien la suppression de monolinguisme. Le Mouvement était bien clair sur cette question, il voulait tamazight comme une langue nationale et officielle. Sur les acquis du Mouvement, notamment sur la question de l'identité, cet acteur dit : « *Bien sûr qu'il y a des acquis. Le premier acquis sur la question identitaire, d'abord le tabou sur tamazigh est tombé, aujourd'hui les gens qui sont au niveau du régime, malgré qu'ils ne sont pas convaincus, ils s'affirment plus Amazighs que nous(...)* *Le fait de reconnaître tamazight comme une langue nationale, c'est qu'on reconnaît le plurilinguisme, donc c'est un des acquis sur le plan identitaire(...)* *On n'était pas satisfait, on avait dit qu'elle doit être officielle. C'était la raison pour laquelle le dialogue de 2004 avait échoué.* »

Notre acteur ne regrette pas son engagement, car d'après lui il connaît bien les Kabyles, il était un militant avant 2001. Il voit que le Mouvement de 2001 est une grande chance, car c'est grâce à ce mouvement que les gens croient qu'un changement pourrait être. Pour lui c'est une grande expérience couteuse pour « le peuple Kabyle », à ce propos, il dit : « *Jamais je regrette mon engagement, parce que je connais les Kabyles. J'étais un militant avant 2001(...)* *Quand on s'engage, on ne regrette rien. Si c'est à refaire, je continue à le faire parce que pour moi ce n'est pas fini(...)* *Le Mouvement citoyen, c'est une grande expérience. Il a montré qu'il est possible d'apporter un changement(...)* *Je pense et je suis convaincu que ce genre de mouvement qui pourrait apporter un changement, un jour ou l'autre.* »

4. Acteur 4 : Mohand Haddadou

1. Avant 2001 :

4.1.1. Espaces de prise de conscience identitaire :

4.1.1.1. Son père :

Grace à son père qui avait ouvert les yeux sur certaine réalité, comme la différenciation entre les arabophones et les berbères en général et les Kabyles en particulier, qui ont subi et subissent encore jusqu'à aujourd'hui une injustice au niveau des droits de leur identité. Souvent son père quand il s'énerve répète ces mots « A3raben » ou bien « I3erbuben », tellement il se sentit vraiment de l'injustice envers les Kabyles. Son père aimait beaucoup entendre les chansons contestataires, comme celles de Slimane Azem. A propos de ce sujet, il dit : *« J'étais au primaire, je me souviens de mon défunt père, quand il s'énerve, il disait « A3raben », « I3erbuben ». On sentait déjà cette différence. Je me souviens aussi qu'il aimait écouter les chansons de Slimane Azem. »*

4.1.1.2. L'école :

Quand il était au collège, il a participé à l'organisation des marches pour le 20 avril, et même au lycée de Boukhalfa où il a fait ses études secondaires. Chaque 20 Avril ils font une marche de Boukhalfa vers Tizi-Ouzou, et ce en passant par d'autres lycées pour les faire participer à la marche. A ce propos, il dit : *« Au collège déjà, on organise les marches pour le 20 Avril, c'était la même chose au lycée (...) Je me souviens que chaque 20 Avril, on sortait du lycée, on venait en marche jusqu'à la ville de Tizi-Ouzou (...) On fait une tournée de lycées pour faire sortir les autres lycéens pour marcher. »*

4.1.1.3. Les événements d'avril 80 :

Il avait dix ans, quand les événements d'avril 80 avaient éclatés. Ces événements ont été gravés dans la mémoire de cet acteur. Il entend dans son village que les gens furent arrêtés par la police ou les gendarmes. En parlant de ces événements, notre acteur, dit :

« J'avais dix ans quand les événements d'Avril 80 avaient éclatés(...) Une prise de conscience était inévitable. »

4.1.2. L'engagement politique de l'acteur :

Notre acteur n'a jamais adhéré à un parti politique, malgré l'ouverture démocratique. Il a milité avec ses amis du R.C.D sans être un adhérent. Il est d'accord pour la totalité des revendications du R.C.D ; à ce propos, il dit : « *Formellement, je n'ai jamais adhéré à un parti politique, dès l'ouverture démocratique j'ai considéré que je suis réfractaire au directive à la discipline. Donc je considérais à un parti politique je devrais me plier à une discipline, bien sûr j'ai milité sans être un militant carté(...). J'ai milité avec des amis du R.C.D, à une certaine époque, j'ai partagé pratiquement la totalité des positions, des revendications. Donc j'ai été pendant des années lié aux camarades du R.C.D, pendant mes études en licence, mais je n'ai jamais été structuré.* »

4.1.3. Les actions de l'acteur en faveur de la question identitaire :

Pour notre acteur la Guerre de Libération Nationale n'est pas achevée, et que la pression du colonialisme français était substituée par une autre forme de pression. Avant l'avènement du *Printemps berbère* d'Avril 80, et/ou le *Printemps noir* de 2001, les réalités locales n'étaient pas émergées, elles étaient plutôt cachées ; à ce propos Mohamed Brahim Salhi, écrit : « *Depuis l'indépendance de l'Algérie, en 1962, la question du local, des régions, n'a jamais été autant mise en avant. Les événements de Kabylie du printemps et de l'été 2001 ont induit une mise en perspective des réalités locales mais aussi une volonté chez les acteurs du « commandement collectif ».* »⁵

La négligence de l'identité amazighe et la répression contre cette identité et culture font que notre acteur s'engage en faveur de la cause identitaire. A propos de ce sujet, il dit : « *Tout simplement, je me suis engagé car je suis allergique à l'injustice (...). Je considère que la Lutte de Libération Nationale est inachevée. Puisque une autre forme de pression a pris la place du colonialisme. Et la plus élémentaire de l'injustice, c'est quand on te le dit que tu n'existes pas. Je pense que le premier des droits, c'est d'être reconnu comme tu es(...) Il faut que tu sois aveugle et sourd pour ne pas réagir contre la négligence de ton existence* ».

⁵ Mohamed Brahim Salhi, « Réalités, acteurs et représentations du local en Algérie », *Insaniyat*, N 16, Janvier-Avril 2002(vol.VI, 1), p55.

4.1.3.1. - L'adhésion de l'acteur dans le mouvement associatif :

C'était en 1994 que notre acteur avait adhéré à l'association culturelle de son village. Après quelques mois il devient le président de cette association. Pendant le boycott scolaire, l'association avait encadré les élèves qui étaient en grèves, en faisant les cours de soutien et les ateliers de théâtre et de chant. De son adhésion à l'association, il dit : « (...) *J'ai adhéré à l'association culturelle de mon village, c'était durant le boycott scolaire, où l'activité battait son plein. Juste quelques mois après, je me suis retrouvé président de cette association. Pendant le boycott scolaire, c'est l'association qui avait encadré tous les élèves. On les a organisés en faisant les cours de soutien, au même temps les ateliers de théâtre et de chant.* »

4.1.3.2. L'adhésion de l'acteur dans le Mouvement Culturel Berbère (MCB) :

Au départ, il participait aux marches du Mouvement Culturel Berbère (M.C.B), sans être adhérent dans un parti politique ou un membre d'une association. C'était en 1994 qu'il avait commencé le militantisme et être structuré au sein du M.C.B où il avait participé à la marche qui revendique la libération de Matoub Lounes, durant son enlèvement. Il était également proche du M.C.B avec l'association culturelle de son village. Notre acteur parle de son expérience au sein du M.C.B, il dit : « *A une certaine période je participais à les marches du M.C.B, notamment celle du 20 Avril, sans que je sois dans une association ou dans un parti politique(...)* La militance structurant a commencé en 1994 où j'avais participé à la marche revendiquant la libération de Matoub Lounes pendant son enlèvement. Comme j'étais le président de l'association culturelle de mon village, j'ai travaillé en collaboration avec le M.C.B durant le boycott scolaire. »

4.2. Dans le Mouvement de 2001 :

Le Mouvement 80 est différent de celui de 2001. Ce mouvement était encadré par une élite (enseignants, étudiants) et qui a un caractère identitaire. Mais le Mouvement citoyen de 2001, était venu où l'élite locale était absente, A ce propos, il dit : « (...) *Le mouvement 80, est venu qu'on veuille ou non d'une élite, des étudiants, des enseignants universitaires qui étaient la première génération poste-indépendante à prendre la conscience identitaire(...)* On retrouve dans ses revendications, le résultat d'un travail idéologique(...) Mais celui de 2001, à un

moment où l'élite était en perte de vitesse(...) Mais on ne peut pas voir dans ce Mouvement, une cristallisation de la lutte identitaire. »

Cet acteur n'a jamais regretté son engagement dans le Mouvement citoyen, mais il regrette la façon dont le Mouvement avait reculé. A propos de ce sujet, il dit : « *Non, j'ai jamais regretté mon engagement, parce que le jour où je me suis engagé, j'ai dit que si ce Mouvement a un pour cent d'aboutir, je prends partie de cette expérience(...) Je regrette la manière dont le Mouvement s'est terminé. »*

5. Acteur 5 : Aliane Khaled

5.1. Avant 2001 :

5.1.1. Espaces de prise de conscience identitaire :

5.1.1.1. Son cousin :

Il a appris à écrire et à lire le Tifinagh par son cousin. C'est à partir de là qu'il avait pris conscience de l'existence de sa langue. Depuis, il a continué le militantisme pour la question identitaire. Au C.E.M, il faisait partie de petits comités d'élèves de C.E.M qui se sont des comités clandestins. Au lycée son militantisme se structure plus, il était un meneur dans le militantisme pour Tamazight. A ce propos, il dit : « (...) *Je me rappelle qu'un cousin qui était un étudiant à l'université d'Alger m'avait appris les caractères Tifinagh, c'est à partir de là que j'ai pris conscience de l'existence de notre langue, à cette époque j'avais peut-être sept ans. Depuis je n'ai pas quitté l'idée de militantisme, de la revendication, de la curiosité de connaître notre langue, notre culture, et qui ne m'a jamais quitté. Je me suis directement intégré. Depuis le C.E.M déjà je faisais partie de petits noyaux des élèves de C.E.M, ce sont des comités clandestins, si on peut dire. Au lycée, c'est encore plus structuré, j'étais un meneur dans le cadre de militantisme pour Tamazight. »*

Il avait participé aux marches du Mouvement Culturel Berbère alors qu'il était au lycée, à maintes reprises les policiers interpellaient chez lui. Le slogan « *Imazighen, ad narrez wala ad neknu* » lui fait une grande motivation pour participer aux marches malgré l'interdiction policière. Du mouvement de 80, il dit : « *En 1980, j'étais en première AS, et j'étais parmi les marcheurs. A plusieurs reprises les policiers me ramènent de chez moi(...) Le fait d'entendre « Imazighen, ad narrez wala ad neknu », je ne peux pas*

m'empêcher d'intégrer la marche, même si je ne maîtrisais pas à l'époque les tenants de la revendication de ce mouvement. »

5.1.2. L'engagement politique de l'acteur et la question identitaire :

Il n'a jamais adhéré à un parti politique, pour lui l'adhésion à un parti politique va lui limiter sa liberté d'action. Il était et il est encore un sympathisant de la gauche ; à propos de cette question, il dit : *« Je n'ai jamais adhéré à un parti politique. Pour moi structuré dans un parti politique ça limite ma liberté d'action, que soit dans le cadre de militantisme pour notre identité ou bien pour autre chose. C'est la raison principale pour laquelle je ne me suis pas milité dans un parti politique (...) Même si j'ai milité à titre informel avec un groupe de militants de gauche(...) J'étais et je suis encore un sympathisant de gauche. »*

1.1.3 L'adhésion de l'acteur dans le mouvement associatif :

Notre acteur avait travaillé dans le cadre associatif, il avait enseigné la langue amazighe dans ce cadre. A ce propos, il dit : *« On a travaillé dans le cadre associatif, avant même l'intégration de l'enseignement de Tamazight dans les écoles. Nous avons initié des volontaires pour enseigner l'écriture et la lecture de Tamazight. »*

5.1.3.1. L'adhésion de l'acteur dans le Mouvement Culturel Berbère (MCB) :

En période de lycée, notre acteur était au Mouvement Culturel Berbère, il avait assisté au deuxième séminaire de 1989 comme étant un délégué d'une association culturelle. Pour lui, le mouvement culturel existe toujours, il a juste pris une autre forme. A propos de son activisme au sein du M.C.B, il dit : *« J'étais au M.C.B comme étant un lycéen, nous avons assisté au deuxième séminaire de 1989 comme étant un délégué d'une association culturelle. Depuis je n'ai pas quitté le militantisme au sein du M.C.B, jusqu'à nos jours parce que le Mouvement Culturel Berbère il existe toujours mais il a pris d'autres formes. »*

Il avait participé à la marche de 25 janvier 1990, à propos de laquelle, il dit : *« Oui, effectivement j'étais parmi les participants à la marche. J'ai contribué à faire passer l'information au niveau de mon village, j'étais le responsable de bus qui a transporté les citoyens pour participer à la marche de 25 janvier 1990. Je me rappelle que la veille de la marche, les autorités guidées par Hamrouche ont avancé la création de département de Tamazight(...) La marche, c'était vraiment une réussite. »*

5.2. Dans le Mouvement de 2001 :

5.2.1. La question identitaire dans le mouvement de 2001 :

Le retour à la structuration traditionnelle dans le Mouvement est déjà fait partie de l'identité Amazigh. Le Mouvement avait adopté ce modèle pour ses revendications, à ce propos, il dit : « *Le fait de prendre la structuration ancestrale pour l'organisation du mouvement est déjà fait partie de notre identité(...) La question linguistique n'était pas une revendication au départ, c'était un mouvement spontané et conduit à apprendre la structure ancestrale pour travailler avec, mais on ne peut pas dissocier notre revendication identitaire (langue et culture) de tout mouvement en Kabylie(...) Pour être sincère, la revendication de Tamazight au départ n'était pas un slogan de première révolte, ce n'est qu'à après (...) Après que le mouvement a pris de l'ampleur, il a fallu prendre l'ensemble de revendications de la société, parmi ces revendications, il y a la revendication de notre identité, bien sûr. »*

Tous les délégués de Mouvement citoyen, y compris les parents des martyrs, étaient pour la question identitaire, après que ce point a été exposé dans la plate-forme d'El Kseur. A propos de ce point, il dit : « *La question identitaire, après avoir été adopté comme point à la plate-forme d'El Kseur, personne même les parents des martyrs n'ont nié ou refusé cette revendication. »*

5.2.2. Les acquis du Mouvement sur le plan identitaire :

Le Mouvement de 2001 avait fait une forte pression sur le pouvoir, ce qui a conduit à inscrire la langue Tamazight comme langue nationale. Sur ce sujet, il dit : « *Avec la pression du Mouvement que le pouvoir a fait passer Tamazight comme langue nationale(...) Nous ne l'avons même pas demandé que Tamazight soit langue nationale, on dit que c'est une revendication ancienne du Mouvement Culturel Berbère comme langue nationale et officielle, le pouvoir a pris cette revendication à moitié(...) Malgré que l'actuel Président avait déclaré que cette langue ne soit jamais une langue nationale. »*

6. Acteur 6 : Chabane Mohand Ouali

6.1. Avant 2001 :

6.1.1.. Espaces de prise de conscience identitaire :

Notre acteur était très influencé par son père, qui était lui aussi un militant pour la question identitaire dans le Mouvement de 80. A propos de ce sujet, il dit : « (...) *Comme mon père était un militant dans le mouvement de 80, c'était le commencement de ma conscience identitaire(...)* Je me souviens à la fin de l'année 80, début de l'année 81, la gendarmerie était venue chez nous, elle avait fouillé toute la maison car ils avaient entendu qu'il y avait un manuel de Tamazight qui circule dans le village, et que mon père travaille pour Tamazight. »

1.1.2. L'engagement politique de l'acteur et la question identitaire :

1.1.2.1. L'adhésion aux partis politiques :

Il était un adhérent dans le parti politique F.F.S. C'était une courte expérience en 1997. Il était un simple militant au sein du parti. Il était proche d'être le responsable de la section de son village. Il avait assisté aux réunions de ce parti où il n'était pas satisfait de la méthode de travail de la section de Mekla. Il n'avait pas senti vraiment le militantisme au sein de ce parti. C'est les raisons pour lesquelles il avait démissionné de ce parti. De son expérience au sein du F.F.S, il dit : « *Oui, j'ai fait une tentative d'adhésion au sein du F.F.S en 1997(...)* Je n'ai pas pris une responsabilité au sein de ce parti, j'étais un simple militant. *J'allais être le responsable de notre section de mon village(...)* J'ai un petit parcours au sein du F.F.S, juste quelques mois et je me suis retiré(...) *J'ai assisté aux réunions, je n'étais pas satisfait de la méthode de travail dans la cellule de Mekla. Je n'ai pas vraiment senti le militantisme au sens propre du mot. C'est pour cela j'avais démissionné.* »

1.1.3. Les actions de l'acteur en faveur de la question identitaire :

Quand Mouloud Mammeri était décédé dans un accident de la route, notre acteur avait composé un petit poème à la mémoire de ce dernier où il dit :

Yemmut Mulud Mæemmeri

Lsas n Tizi

Win akken itt-id yessakin

Lukan itfehemem tezram

Tettmeyizem teyram

Ad naffet saba i tmurt

Imi imaziyen d lmuţsin,

Aeraben ttawin

Saha ya lwaqt ayeddar

A propos de la mort de Mouloud Mammeri, il dit : « *Le jour où Mouloud Mammeri est décédé, j'ai composé un petit poème que je le souviens jusqu'à nos jours, étant un jeune de 14 ans. Elle m'a vraiment touché sa mort, car il était un grand homme, connu dans tous les villages de la Kabylie.* »

Il répondait à tous les appels des marches en faveur de l'identité et surtout dans les 20 avril, dont il dit : « *J'ai participé à toutes les marches pour la cause identitaire. Chaque 20 avril on descendait à Tizi-Ouzou pour participer à la marche.* »

6.1.3.1 L'adhésion de l'acteur dans le mouvement associatif :

Durant les années 90 cet acteur avait commencé à travailler et militer dans le cadre associatif. A l'âge de 16 ans il avait adhéré dans l'association culturelle « *Sahab Mohand oubelaid* ». Il avait fait au sein de cette association la musique et le théâtre. Il avait encadré des collégiens de B.E.F où il leur avait enseigné trois matières (mathématiques, science, physique). A ce propos, il dit : « (...) *J'ai intégré le mouvement associatif quand l'opportunité avait présenté. Dans les années 90, à l'âge de 16 ans, j'étais dans une*

association culturelle de mon village qui était nommée « Sahab Mohand Oubelaid », qui était créée durant ces années ».

6.1.3.2 L'adhésion de l'acteur dans le Mouvement Culturel Berbère (MCB) :

Il avait suivi le Mouvement Culturel Berbère de loin. Il n'était pas un adhérent à aucune tendance du M.C.B. Sur le M.C.B, il dit : *« J'ai suivi le Mouvement Culturel berbère de loin, je n'ai pas été adhérent ou bien une composante ni dans la Coordination, ni dans les Commissions, ni au sein du Rassemblement. Mais quand il appelle à des actions je serai présent. »*

6.2 Dans le Mouvement de 2001 :

6.2.1 La question identitaire dans le Mouvement de 2001 :

Son engagement au sein du Mouvement citoyen était pour défendre son identité et pour arrêter la fusion du sang. Ces deux causes sont indissociables dans son engagement, sur cette question, il dit : *« Mon engagement était pour la cause identitaire, et pour arrêter la fusion du sang(...) Ces deux éléments sont indissociables. »*

La question identitaire occupe une place importante dans le Mouvement de 2001, à ce propos il dit : *« L'identité avait une très grande place dans le mouvement, c'était pour laquelle qu'on avait commencé notre combat. »* L'identité, était une affaire nationale et elle concerne aussi le Mouvement citoyen. C'est ainsi que dans les meetings de ce dernier elle était toujours abordée. A ce propos, cet acteur dit : *« On voyait la question identitaire comme une affaire nationale, qui touche tout le pays, pas seulement la Kabylie. »*

Les banderoles en faveur de l'identité étaient une méthode pour montrer et exprimer les revendications du Mouvement dans les marches. Parmi ces slogans qui revendiquent l'intégration de Tamazight dans l'école, qu'elle soit une langue nationale ou officielle, notre acteur se souvient de ces slogans, il dit : *« Bien sûr, on avait des banderoles en faveur de l'identité, nos slogans étaient Tamazight di lakul, Tamazight tunsibt ».*

6.2.2 -Les acquis de Mouvement sur le plan identitaire :

Pour cet acteur, le Mouvement citoyen de 2001 avait des acquis, notamment sur la question identitaire. C'est grâce à ce Mouvement en effet que le pouvoir avait changé la position envers notre langue et culture. Le départ des brigades de la gendarmerie de la Kabylie est aussi un acquis. A propos des acquis de ce mouvement, l'acteur dit : « *Déjà le fait qu'on a pu changer la position du pouvoir envers nous, est un acquis. Le départ des brigades de la gendarmerie de la Kabylie, c'est un acquis malgré que sur le plan sécuritaire était contre nous.* »

Acteur 7 : Rachid Allouache :

1.1.Avant 2001 :

1.1.1. Espaces de prise de conscience identitaire :

Durant les années 70, le pouvoir interdisait toute sorte de revendication amazighe. Durant cette période, des jeunes adhéraient à la revendication berbère en apprenant l'alphabet de tifinagh. L'apprentissage de cette écriture ne demande pas beaucoup de temps. Cet acteur a appris l'écriture de tifinagh à l'âge de 6 ans par la voix de sa tante qui a été étudiante à Alger. Selon lui : « *quand j'ai 6 ans, ma tante, qui a été étudiante à Alger, un jour nous a demandé d'entrer dans sa chambre. Quand nous sommes dans la chambre, elle nous a fait un tableau de l'alphabet de tifinagh et nous a demandé d'apprendre ces lettres par cœur. Elle nous parle souvent de l'histoire des berbères, du roi Massinissa, de Yugurten* ».

Mais l'événement principal qui a réveillé vraiment sa conscience identitaire remonte aux événements de 80, lorsque son père qui travaille au centre universitaire de Tizi-Ouzou, entre à la maison avec des blessures lors des affrontements avec les forces de l'ordre. Sur ce point, il dit : « *la nuit du 20 Avril 1980, mon père était rentré à 4 H du matin, sa tête entourée par des pointes de sutures. Il est tabassé par les forces de sécurité à l'intérieur de l'université. Il nous a raconté comment ils ont subi la répression. Lorsqu'il nous a raconté cette histoire j'ai senti une vengeance vis-à-vis de ces gens qui ont tabassé les étudiants et les fonctionnaires de l'université* ».

1.1.2. L'engagement politique de l'acteur et la question identitaire :

Après les événements d'avril 80, l'acteur a marqué sa première action en faveur de son identité, malgré son âge qui ne dépasse pas dix années. Le jour de l'organisation d'une rencontre à la Zaouia de son village natal, il a procédé à l'écriture des murs de son village. A propos de sujet, il nous raconte : « *après les événements 80, une rencontre a été organisée à la zaouia de notre village, une délégation importante s'est déplacée pour participer à l'événement. En ce jour, Arezki Aboute qui est de mon village, ancien détenu de 80⁶, il m'a donné un carton sur lequel se trouve une phrase. Il m'a demandé d'écrire cette phrase sur les murs de notre village. Effectivement j'avais écrit cette phrase sur les murs malgré je ne sais pas sa signification. Un jour j'ai lui demandé ce qui j'ai écrit, il m'a dit vous avez écrit « imazighen, vive la jeunesse révolutionnaire ».* »

Cinq ans après le Printemps berbère de 1980, le pouvoir procédera à l'arrestation des militants de la cause amazighe à l'exemple de Ferhat Mehenni⁷, Said Sadi, Arezki Aboute et d'autres, et ce, après la création de la première ligue Algérienne des droits de l'homme. Une autre génération prendra le flambeau de protestation pour demander la libération des détenus de Barouaguia. Cet acteur a participé aux actions en faveur de la libération des détenus, il a mené une action au niveau de son collègue. A ce propos, il dit : « *après les arrestations des militants en 1985, tous les établissements scolaires à Tizi-Ouzou sont paralysés, donc nous avons aussi pensé d'organiser une action à partir de notre CEM de Fréha. Avec quelques amis nous avons réussi d'organiser une marche dans la ville de Fréha pour demander la libération des détenus. A la fin de la marche nous avons procédé au saccagement de la Kasma du FLN de Fréha* ».

Quelques années avant la mort de l'écrivain Kateb Yacine, cet écrivain qui se considère parmi les auteurs qui réveillent les consciences au profit du combat identitaire et démocratique, l'acteur a rencontré et fréquenté ce symbole identitaire. Il dit à ce sujet : « *quelques années avant sa mort, j'ai rencontré Kateb Yacine. Je le connais à travers un ami qui a été orphelin. Donc c'est Kateb Yacine qui a pris soin de lui après la mort de sa mère et le remariage de son père. J'ai pris beaucoup de choses de Kateb Yacine, surtout à travers ses conférences* ».

⁶ Voir Arezki Aboute, *Avril 80 : un des 24 détenus témoigne*, A compte de l'auteur, (sd)

⁷ Voir Azouaou Yedou & Azouaou Saidani, *Portrait sociologique de Ferhat Mhenni : Militant de la cause amazigh*, Mémoire de licence, Université de Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou, Octobre 2012

1.2. Dans le Mouvement de 2001 :

1.2.1. La question identitaire dans le Mouvement de 2001 :

Après le déclenchement des émeutes qui ont ensanglanté la Kabylie durant le Printemps de 2001, ce Mouvement de 2001 s'inscrit dans la logique de la continuité du mouvement identitaire. *Ce mouvement, comme tous les autres, avait pour base revendicative la langue. La reconnaissance linguistique s'est cependant retrouvée reléguée au second rang lors des démonstrations publiques, par des slogans, des affiches et autres pancartes.*⁸

Durant le Printemps noir, des acteurs sont mobilisés en faveur de leur identité amazighe. Les motivations de l'engagement identitaire de l'acteur Rachid dans le Mouvement de 2001, ne se sont pas différentes des autres acteurs engagés dans le mouvement de contestation de 2001.

Cet acteur réaffirme la place principale de la question identitaire dans le Mouvement de 2001. Il dit : « *la revendication identitaire occupe la première place dans nos revendications malgré que nous n'avons pas procédé à l'inscrire comme une revendication première dans la plate-forme d'El-Kseur pour des raisons stratégiques. La revendication pour la reconnaissance de tamazight se manifeste toujours dans les banderoles et les slogans portés par la CADC [...]* ». Les déclarations rédigées par la CADC, les rédacteurs réservent une partie en transcrivant en tamazight, ils s'inscrivent des citations, des slogans en berbère. Selon lui : « *dans toutes nos déclarations, une partie est rédigée en tamazight. Généralement nous utilisons les extraits des chansons de Matoub [...]* ».

Durant les actions organisées par la CADC, surtout dans les marches, les manifestants chantent les célèbres chansons de Matoub Lounés, dédiées au combat identitaire. Même lorsque la CADC organise un conclave elle commence par la célèbre chanson de Matoub intitulée « ayuru ». A propos de ce sujet, il dit : « *les chansons du chanteur Matoub Lounés sont toujours existées avec les actions du mouvement. Lors de nos conclaves, nous commençons par hymne version Matoub et nous terminerons par cette chanson* ».

Le Mouvement de contestation de 2001 a fait rappel aux deux événements majeurs marquant l'histoire politique de l'Algérie et qui sont en l'occurrence la crise berbériste de

⁸ Nassim Amrouche, « La mémoire contre l'histoire : la revendication identitaire Kabyle », *Sciences-croisées*, France, 2008, P3.

Chapitre V : La question identitaire dans l'engagement militant des acteurs.

1949 et le congrès de la Soummam de 1956. Le Mouvement s'appuie dans sa plate-forme de revendication sur l'esprit du congrès de la Soummam de 1956. A ce propos, il dit : « *durant nos interventions dans les meetings, nous inspirons de la crise berbériste de 1949 et les principes du congrès de la Soummam [...]* ».

L'acteur a honoré son engagement, il n'avait pas jeté l'éponge malgré l'étouffement du Mouvement citoyen de 2001, il anime des meetings à côté de quelques délégués de Mouvement citoyen. Il dit : « *en tant que le combat n'est pas terminé, on continuera la bataille. Depuis 2011 nous avons animé plusieurs meetings en Kabylie mais pas comme des délégués de l'arouchs parce que notre mandat est achevé. Nous organisons ces meetings en qualité des anciens délégués de Mouvement citoyen [...]* »

Conclusion :

La majorité des acteurs que nous avons étudiés, ils se sont engagés dans le mouvement de la lutte identitaire ainsi qu'ils ont épousé des idées des partis politiques notamment le RCD et le FFS. Comme ils ont également participé aux actions du MCB, les marches, grèves, pour la reconnaissance de la langue amazighe.

En effet, les trajectoires de ces acteurs seront déterminantes dans leur engagement dans la CADC. Ainsi tout ce qu'ils ont acquis dans leur parcours politique divers, constitue une expérience importante dans l'action militante de chacun, pour la revendication identitaire.

Leur engagement dans le Mouvement de 2001, notamment pour la cause identitaire, s'exprime aussi dans leur trajectoire militante pour la reconnaissance de l'identité amazighe. Chaque acteur est marqué surtout par son temps dont il est impliqué à sa manière dans la lutte en faveur de la question identitaire : quels soit dans les établissements scolaires, dans le MCB, dans les partis politiques et mouvement associatif que dans le Mouvement citoyen de 2001.

Conclusion générale.

Conclusion générale :

Notre étude s'inscrit dans une approche anthropologique du Mouvement citoyen de 2001 à travers la Coordination des Arachs, daïra et Commune de la wilaya de Tizi Ouzou(CADC). Au cours de notre recherche nous sommes intéressés aux trajectoires et aux parcours militants de ses acteurs.

Notre recherche a abouti aux résultats suivants :

L'assassinat du jeune Massinissa Guermmah à l'intérieur de la brigade de la gendarmerie de la localité d'At Douala le 18 avril 2001, et l'arrestation des collégiens dans la localité d'Amizour provoquent des événements sanglants en Kabylie. Devant cette situation qui a secoué la Kabylie, une structure nommée la Coordination des Arachs, daïra et Commune CADC voit le jour le 17 mai 2001 lors de la rencontre à Illoula Oumalou. Cette structure s'était basées sur l'organisation ancestrale « tajmaat » dans son fonctionnement en mobilisant la population locale dans des actions de terrain pour le but de satisfaire la plate-forme El-Kseur établie le 11 juin 2001 à l'El-Kseur.

Après avoir constitué une chronologie des grands événements de la contestation de 2001 en Kabylie, nous avons tenté d'expliquer le déroulement et le fonctionnement du Mouvement citoyen de 2001, ses fondements et son développement à travers l'engagement et l'action des acteurs de la structure locale du Mouvement : la CADC.

En s'appuyant sur les témoignages et la mémoire des acteurs engagés dans la CADC interrogés durant notre enquête du terrain, nous avons pu illustrer les différentes phases de déroulement des actions de ces événements.

Notre recherche a abordé aussi sur un autre volet, l'engagement militant des acteurs du Mouvement citoyen de 2001 dans la question identitaire et la façon avec laquelle ils la représentent dans leur militantisme. Cette approche nous permis de saisir et comprendre quelques réalités sociologiques et historiques caractérisant le combat identitaire des acteurs du Mouvement de 2001. Pour ce faire, nous avons insisté sur les moments forts de leur militance : à savoir le moment de leur éveil de la conscience identitaire leurs différentes actions avant et durant le Mouvement de 2001, ainsi que les acquis identitaires notamment la constitutionnalisation de tamazight en 2002 en tant que langue nationale. Cet acquis est aussi un aboutissement de l'action militante des acteurs engagés pour la question identitaire

Conclusion générale :

Amazighe. En effet, cet acquis historique pour la question identitaire représente un aspect très symbolique dans le combat identitaire chez ces acteurs.

Enfin, à travers notre recherche, nous avons tenté de contribuer à la connaissance du Mouvement citoyen de 2001 dont les études en sciences sociales sont encore très rares.

Agzul s tmaziyt.

Deg unadi-agi neereḍ ad nesseqreb s tusna n umdan amirew ameynas n yimegga deg umussu aḡerman n 2001 di tmurt n leqbayel nney win mi neqqar tafsut taberkant. Ass n 18 di yebrir 2001 Iḡḡadarmiyen n tama Nat Dwala nyan s rḡas Grmah Massinssa, timenyiwt n yilemzi-agi tegla-d uḡeḍdam n yilmezzen yef yixxamen n yiḡadarmiyen akk d yixxamen n ddula rwin-ten neḡ ḡeryen-ten. Ayagi yegl-d s lmut n waḡas n yilmezzen d wannag n yimejraḡ. Yef waya tijemmuḡa n tudrin grend tiḡri ad ḡebsen idammen, ad d-kemmlen amennuy s yissar. Ass n 17 di mayyu 2001, ilul-d usemmezdi n laerac d wassunen d tyiwanin (CADC) n tizi wuzzu. Deg lawan-nni amennuy yettwazree di yal tama n tmurt n lḡbayel. Adabu yuggi ad yeḡbes asif n yidammen. Yef waya imegga n umussu aḡerman rran-d timesbaniyin yer yifasen-nsen. Wwin amennuy n yilmezzen s talwit. Ass n 11 di yunyu 2001 di Leqsar, Xedmen-d tiyeryart n ussuter tin imi neqqar “ tiyeryert n Leqsar”. Ass n 14 di yunyu 2001 amussu aḡerman yuwwi tiyeryart n Leqsar yer Lezzayen tamanayt, akken ad tt-ifek iselway n tigduda. Azal n sin n yimelyunen n yimdanen i iḡubben ad lhun di tikli n laeruc. Acukan adabu ad yeḡbes tikli-agi, ad yessuffey iyallen n laman ad ḡabsen tikli-agi, ayen ara d-yeglun s lmut n 6 n yilmezzen d waḡas n yimejraḡ.

I wakken ad nner i useqsi n tmukrist, d waggad yer wayen nettnadi yef umussu aḡerman n 2001 deg unadi deg umecwar n yimegga n CADC nebḡa axeddim-nney yef semmus (5) n yixfawen.

Ixef amezwaru yeqqen yer tesnarrayt n unadi, neereḍ ad nessefhem amek ara yilli unadi-nney, d tesnarrayt ara neḡfer akken ad d-nner yef yiseqsiyen-nney. Nefka-d kra n turdiwin i yiseqsiyen-agi. Deg yixef-agi diyen nessefhem-d titwiltin n unadi ara neḡfer deg unadi-agi.

Ixef wis sin yettmeslay-d yef tmesbaniyin i d-yeḡran deg umussu aḡerman n 2001: ama d tikliwin, asiwel yer tuggin n tefrani i d-yeḡran di 2002, adiwenni gar laeruc d udabu deg useggas n 2004.

Ixef wis kraḡ, neereḍ ad d-nfekk tameddurt n yimegga n umussu aḡerman n 2001, d imuggan i wimi nexdem idiwenniten deg lawan n unadi-nney. Deg yixef-agi nefka-d ayen akk i icudden yer tudert-nsen, yer tudert-nsen tasartant, yer umiren-nsen deg umussu aḡerman n 2001.

Ixef wis ukkuz, yewwi-d awal yef umirew n yimegga deg umussu aḡerman n 2001, ixef-agi yebḡa yef sin yiḡricen: aḡric amezwaru yettmeslay-d yef amek imegga n umussu aḡerman n 2001 wid imi nexdem idiwenniten i kecmen yer umennuy deg umussu.

Agzul s tmaziyt

Aħric wis sin yewwi-d awal yef tigawin d tmesbaniyin i yexdem usemmezdi n laerac d wassunen d tyiwanin (CADC) n tizi wuzzu: ama di tmurt n leqbayel ney berra i tmurt n leqbayel.

Ixef aneggaru, yeqqen yer umennuy n yimeggaan yef tulut d tutlayt n tmaziyt d wazal yesæa umennuy yef tulut deg umussu aerman n 2001. Ixef-agi yettmeslay-d amek yal ameggi i d-tuki tefrit n tulut, akk d wacu i d-yefka yal ameggi i umennuy yef tutlayt n tmaziyt uqbel amussu aerman n 2001 ney deg lawan n umussu aerman.

Bibliographie

Bibliographie :

Bibliographie :

Les livres :

- Aboute Arezki, Avril 80 : un des 24 détenus témoigne, A compte de l'auteur, (sd)
- Ait Kaki Maxime, De la question berbère au dilemme kabyle à l'aube du xx^{ème} siècle, l'Harmattan, Paris, 2004.
- Ait-Larbi Arezki, Avril 80; insurgés et officiels du pouvoir racontent le « printemps berbère », Koukou, Alger, avril 2010.
- Amar Ouerdane, La Question berbère dans le mouvement national algérien 1926-1980, Edition du Septentrion, 1990.
- Beaud Stéphane et Weber Florence, guide de l'enquête de terrain, la découverte, paris.
- Chabani Hamid, Le printemps noir de 2001 en Kabylie, cas la coordination communale d'Ain Zaouia, L'Harmattan, Paris, 2012..
- Copans Jean, Introduction à l'ethnologie et à l'anthropologie, Ed Nathan, Paris, 1996
- Grawitz Madeleine, Méthodes des sciences sociales, Dalloz, Paris, 2001.
- Kaced Saïd, Les récits importants ont été produits pour témoigner de cette violence inédite en Kabylie : Kabylie assassinée, Ed, SNEC- Liberté, 2001.
- Mehenni Ferhat, Algérie : la question kabyle, Michalon, Paris, 2004.
- Peneff Jean, La méthode biographique, Armand Colin, Paris, 1990.
- Salhi Mohamed Brahim, Algérie : identité et citoyenneté, Achab, Tizi ouzou, 2010.
- Touraine Alain, La Voix et le regard, seuil, 1978.
- Véroniques Bords, Jeunes et contestation identitaire ; lutter pour une reconnaissance, CREF, France, 2007.

Les articles :

- Agrikoliansky Eric, « *Carrière militante et vocation morale : les militants LDH* », in Revue française de science politique, vol 51, n°1, 2000.
- Amrouche Nassim, « *La mémoire contre l'histoire : la revendication identitaire Kabyle* », Sciences-croisées, France, 2008.

Bibliographie :

- Amrouche Nassim, « *De la revendication Kabyle à la revendication Amazighe : d'une contestation locale à une contestation globale* », l'année de Maghreb, CNRS éditions, France, 2009.
- Debbasch Charles, Jacques, Bourdon Jean-Marie Pontier, Jean-Claude Ricci, « *Lexique politique* », Dalloz, Paris, 2001.
- Direche-Slimani Karima, « *Le Mouvement des arachs pour une alternative démocratique* », CNRS-IREMAM, 2005.
- Direche-Slimani Karima, *mouvement des arachs pour une alternative démocratique autonome ?*, CNRS-REMMAM, Paris, 2004.
- Dujardin Camille Lacoste, « *géographie culturelle, géopolitique en Kabylie : la révolte de la jeunesse Kabyle pour une Algérie démocratique* », CNRS, Paris, 2002.
- Dujardin Camille Lacoste, « *Grande Kabylie : du danger des traditions montagnardes* », CNRS, Paris, 2002.
- Gallet Gérard, « *L'engagement militant dans les mouvements politiques de jeunes* », Agora débats de jeunesse, N°17, France, 1997.
- OULD FELLA Abdenour, « *Ethnographie de l'espace public d'un village de Kabylie : Aït Arbi, paradigme communautaire et citoyenneté en construction* », *Insaniyat* n° 54, 2011
- Proulux .S, « *Mondialisation et mouvements d'affirmation identitaires* », L'Harmattan, Paris, 2002.
- Salhi Mohamed Brahim, « *Entre communauté et citoyenneté : le local en contestation ; le cas de la Kabylie* », *Revue Campus* N°5, France, 2003.
- Salhi Mohamed Brahim, « *modernisation et ré-traditionalisation a travers les champs associatif et politique : le cas de la Kabylie* », *Insaniyat*, N°8 ,1999
- Salhi Mohamed Brahim, « *Réalités, acteurs et représentations du local en Algérie* », *Insaniyat*, N 16, Janvier- Avril 2002(vol.VI, 1).

Les dictionnaires :

- Boudon Raymond, Bessard Philipe, Cherkaoui Mohamed, Lecuyer Bernard Pierre, *Dictionnaire de la sociologie*, Larousse, Paris, 2001.
- Debbasch Charles, Bourdon Jacques, Jean-Marie Pontier, Jean-Claude Ricci, *Lexique politique*, Dalloz, Paris, 2001.

Bibliographie :

- *Dictionnaire de sociologie*, Armand Colin, Paris, 2004.
- *Dictionnaire de sociologie, Le Robert*, Seuil, Paris, 1999.

Les mémoires :

- Ait Si Selmi Ouiza, Sadi Nabila, Les événements de 2001 à travers les récits de jeunes, mémoire de licence, 2007/2008.
- Belhimer Ouidir, Approche anthropologique du l'engagement des acteurs du Printemps Berbère de 1980, Mémoire de magister, Ecole doctorale en anthropologie, Université de Tizi Ouzou, Juin, 2012.
- Boukella Houda, Chami Ania, Kssouri Farida, Portrait sociologique d'un acteur social Bessaoud Mohand Arab : militant de la cause berbère, mémoire de licence, 2006/2007.
- Kasouri Farida, Boukella Houda & Chami Ania, *Le Portrait sociologique de Bessaoud Mohand Arab : militant de la cause berbère*, Université de Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou, Octobre 2007.
- Kinzi Azzedine, *Tajmâat du village El Kelâa des At Yemmel : structures et fonctions*, Mémoire de magister, Université de Tizi Ouzou, 1998, 2 vols.
- Mamart Arezki, Le mouvement de contestation d'Avril 2001 en Kabylie (mouvement citoyen), Diplôme d'Etude Approfondies, 2002/2003.
- Mousi Taous, amussu agherman 2001 : assudes n le comite populaire d'adekkar, structuration et fonctionnement du C. C. A, DCLA, Bejaia, 2008.
- Tayeb Lounés, L'engagement militant dans le mouvement contestataire de 2001 en Kabylie. Les acteurs du « conseil de Daïra d'Ouacif », DLCA, Bejaia, 2014.
- Yedou Azouaou & Saidani Azouaou, *Portrait sociologique de Ferhat Mhenni : Militant de la cause amazigh*, Mémoire de licence, Université de Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou, Octobre 2012

Source :

- Algeria- Watch, événements d'Algérie, chronologie et liste des victimes, 2003.
- CADC, bulletin d'information, Num 01, Tizi Ouzou, juillet 2002.
- L'Algérie : *Agitation et impasse en Kabylie*, ICG Afrique du nord, Bruxelles, 2003.

Les sites internet:

- [www. Algeria-Watch.com](http://www.Algerie-Watch.com)
- www. Kabylie. Com

Bibliographie :

- [www. Siwel. Info](#)
- [www. Tamurt. Info](#)

Annexes

Tableau récapitulatif des archives du mouvement citoyen

Numéro	Titre d'archive
1	Plate forme d'El-Kseur
2	Appel à la marche du 21 mai 2001
3	Déclaration de la cellule de crise d' At wasif (25/04/2001)
4	Code d'honneur de la CADC
5	Principes directeurs de la CADC
6	Déclaration de la CADC : 10/10/2002
7	Déclaration de la CADC : 09/12/2002 à At Zmenzer
8	Nouvelle république le, 03/12/2001
9	Liberté, le 27/05/2001
10	Liberté, le 04/10/2001
11	Le jeune indépendant, le 01/12/2001
12	Le jeune indépendant, le 02/12/2001
13	Liberté, le 24/09/2001
14	El Wattan, le 22/04/2002
15	Le Maghreb, le 09/02/2002
16	El Wattan, le 09/02/2002
17	Nouvelle république le, 03/12/2001
18	Le soir d'Algérie, le 02/12/2001
19	El Wattan, le 08/12/2001
20	Le soir d'Algérie, le 06/06/2002
21	El Wattan, le 11/02/2002
22	El Khabar, le 27/06/2002
23	Rapport de la synthèse de la raconte d' Illoula le 17/05/2001
24	Déclaration de la CADC, le 24/05/2001
25	Les délégués du conclave de la CADC à At Wasif le 06/07/2001
26	Déclaration de la CADC, le 14/10/2002
27	Rapport des travaux de conclave de Tizi Rached, le 14/10/2002
28	Appel à la marche de 14/06/2001
29	Déclaration de la communauté universitaire CUTO, le 07/05/2001
30	Déclaration d'un groupe de résidants de la cité d'Oued Aissi, le 20/05/2001
31	Empêchement de la marche des délégués, le 05/07/2001
32	Marche des femmes à Tizi Ouzou, le 24/05/2001
33	Marche de 14/06/2001 à Alger
34	Conclave d'Azefoun

Les questions de guide d'entretien :

I. Questions sur la trajectoire biographique de l'acteur :

1. Quel âge avez-vous ?
2. Votre situation familiale ? (marié ou célibataire).
3. Vous avez d'enfant(s) ? combien ?
4. Combien de frères ou sœurs avez-vous ? quel est leur niveau d'instruction et qu'est-ce qu'ils font dans la vie professionnelle ?
5. Que font tes parents ? sont-ils instruits ?
6. Vous vivez encore avec vos parents ?
7. Quel niveau scolaire avez-vous ?
8. Vous pouvez nous parler sur votre parcours scolaire ?
9. Racontez nous un peu sur votre jeunesse ??

II. Questions de fait :

1. Est-ce que vous avez déjà adhéré à un parti politique ? si oui quelle formation politique ? avez-vous pris une responsabilité politique ?
2. Quelle est votre parcours politique au sein de votre parti ?
3. Quand avez-vous engagé pour la première fois pour la lutte identitaire ?
4. Pourquoi vous êtes engagé ?
5. Comment vous avait engagé ?
6. Avez-vous mené des actions pour la cause identitaire ? si oui les quelles ?
7. A quel moment de votre vie a commencé votre prise de conscience militante pour la cause berbère ? comment a été exprimée ? quelle a été votre première action militante ?
8. Avez-vous rejoint le mouvement du M.C.B ? pourquoi ? et comment ? (circonstances)
9. Pouvez-vous nous raconter votre parcours au sein du M.C.B ?
10. Quand vous avez impliqué dans le mouvement citoyen ? et pourquoi ?
11. Quelles sont vos actions dans ce mouvement ?
12. Quelles sont les initiateurs du mouvement ?
13. Comment le mouvement était structuré ?
14. Quelles sont les actions organisées par la C.A.D.C durant le mouvement ?
15. Quelle était la place occupé l'identité dans le mouvement citoyen de 2001 ?
16. Pourquoi le retour à la structuration traditionnelle (tajmaet, lærc...) ?
17. Pourquoi vous avez boycotté les élections ?

18. Racontez moi comment avez-vous participez à la marche du 14 juin 2001 ?
19. Pouvez-vous nous rappeler les slogans brandissant dans les banderoles ou dans les marches en faveur de la cause identitaire ?

III. Questions d'opinions :

1. Que pensez-vous sur le mouvement citoyen ?
2. A votre avis le mouvement citoyen avait contribué pour la lutte identitaire ?
3. Quel est votre point de vue sur la Plate-forme d'El Kseur ?
4. Quelle était votre position à propos de négociation ?
5. Que pensez-vous d quelques délégués qui parlent au nom du mouvement ?
6. Avez-vous regretté votre engagement dans le mouvement ? pourquoi ?
7. Comment vous représentez la question identitaire dans le mouvement ?
8. Etes vous engagés dans le mouvement pour la question identitaire ? comment et pourquoi ?
9. Y-a-t-il des divergences au sein du mouvement sur la question identitaire ? pour quoi et comment se présentent ces divergences ?
10. Y-a-t-il des acquis du mouvement, notamment sur la question identitaire ?
11. Quelles estimations pouvez-vous faire aujourd'hui du mouvement avec le recul. ?
12. Que pensez-vous à l'époque de la consécration de tamazight comme langue nationale ?
13. Pensez-vous que le mouvement citoyen de 2001 à un caractère d'un mouvement de la contestation identitaire ?

Le guide de l'entretien :

Nous avons sélectionné un certain nombre de personnes qui peuvent répondre à nos questionnements dans les entretiens. Cette sélection, n'est pas faite au hasard mais au contraire, elle est faite selon le critère d'engagement de l'acteur au sein du mouvement citoyen de 2001.

Retracer avec une étude synchronique la trajectoire du mouvement citoyen de 2001, et avec une vision rétrospective que les acteurs vont essayer de nous donner, et ce dans le but de trouver vraiment les véritables intentions d'agir dans de tels événements qui nécessitent un engagement totale.

Nous allons donc essayer de vous faire quelques entretiens avec des acteurs que nous avons réussis à avoir.

Nous avons formulé un guide d'entretien pour chaque acteur, ce guide est divisé en différentes phases avec des questions libellées d'avance et d'autres à l'improviste pour avoir plus de détails sur un point ou pour exploiter un autre point auquel nous n'avions pas en pensée.

Les phases principales sont réparties comme suit :

La première phase : on va essayer d'explorer la trajectoire biographique de l'acteur de l'acteur ou de l'agent qui a pris part aux événements de 2001, porter un intérêt sur son environnement familial et social.

La seconde phase : Dans cette partie notre regard va se tourner en second lieu, à l'engagement politique partisan, si il est adhérent à un parti politique. Si ou nous intéressons à son parcours politique au sein de sa formation politique.

En premier lieu, nous basons sur le sentiment qu'entretiens l'acteur par rapport au mouvement citoyen en Kabylie, nous allons essayer de voir aussi sa réaction suite au commencement des événements, ce qui il a ressenti, ainsi que sa localisation dans l'espace ?

Dans cette partie aussi, des questions sur l'engagement c'est-à-dire quand ? Avec qui ? Où ? Pourquoi ?, le passage de l'acteur à l'action donc, son engagement va nous permettre de savoir avec un ensemble de question des prédispositions de l'acteur au militantisme et son implication dans le mouvement au sein de la CADC

Certains axes seront traités au fil de notre entretien qui portera sur les réunions dont l'acteur avait pris part, son implication, les réunions qu'il a organisé c'est-à-dire où ? Avec qui ? Pourquoi faire ? Forme d'engagement ? Mode d'action de la mobilisation ?

Essayer de s'informer sur la mise en place des coordinations? Quelle forme a-t-elle prise ? ses initiateurs ? Qui a été associé, et pourquoi ?

Structuration et fonctionnement de la coordination ? Les actions organisées lors des événements de 2001 ?

Sur ce, on va se renseigner sur l'implication personnelle de l'acteur dans les diverses actions dont il a prit part, sa pensée par rapport à l'organisation et la préparation de ses actions.

Troisième phase : La dernière phase sera consacré au regard de l'acteur par rapport à l'identité et au mouvement citoyen ainsi que aux représentations autour de l'identité au sein du mouvement citoyen de 2001, c'est-à-dire nous basons sur les questions

d'opinions où nous essayions d'avoir la pensée de l'acteur vis-à-vis la question identitaire durant son parcours militant.

Dans cette partie, nous basons sur l'engagement personnel de l'acteur dans la lutte identitaire, ensuite à l'engagement identitaire collectif de l'acteur au sein du mouvement citoyen de 2001.

APPEL

Suite à la réunion d'Illoula du jeudi 17 mai 2001 qui a regroupé les représentants des Archs, des Dairates et des communes de la Wilaya de Tizi-Ouzou où il a été décidé une grève générale et une marche à Tizi-Ouzou le 21 mai 2001 à 10h.

- Nous lançons un appel à tous les citoyens de la Daira Ouacif à participer massivement à cette marche.
- Nous appelons l'ensemble des transporteurs de la Daira Ouacif à contribuer à la réussite de cette marche. Nous demeurons convaincus que leur collaboration est précieuse et qu'ils ne peuvent rester insensibles à cet appel.

SOYONS TOUS UNIS POUR FAIRE ABOUTIR NOS REVENDICATIONS.

2

Declaration

Nous, peuple kabyle, condamnons les agissements que les proxénètes qui représentent le pouvoir algérien, font subir à la jeunesse kabyle en particulier et algérienne en générale.

Le peuple en tant qu'entité métaphysique et en tant que groupement sociale inspire pour un pays où, tamazight soit reconnue et que toute la liberté sous toute ses formes soit garantie et un pays où le pain ne soit pas rationné.

Nous ne demandons pas le pouvoir pour l'exercer, mais exercer le pouvoir pour avoir plus de démocratie et plus de respect pour les peuples et les langues.

Nous nous inclinons devant la victime tombé sous les balles de la dictature à Beni douala et transmettons nos condoléances aux familles qui ont vu mourir leurs enfants pour la liberté.

Nous condamnons tous les terrorismes, intégristes ou autre, car, il sont l'émanation et l'expression de l'arbitraire du pouvoir.

Nous peuple de ouacif sommes pour :

- Tamazight- liberté- pain
- Presse libre et droit à la parole
- Un centre de formation, pas pour une caserne
- Une kabylie qui ne sera jamais arabe

FAÏE POUR :

LIBERTE et LE MATIN

Shout : le peuple

Fait à OUACIF Le 25/04/2001

3

CODE D'HONNEUR

Les délégués du Mouvement s'engagent à :

- 1- respecter les termes énoncés dans le chapitre des principes directeurs des Coordinations des Archs, Dairas et communes,
- 2- honorer le sang des martyres en continuant le combat jusqu'à la ~~satisfaction des revendications~~ et à ne pas exploiter leur mémoire à des fins lucratives et partisanses,
- 3- respecter l'esprit résolument pacifique du Mouvement,
- 4- ne mener aucune activité et action qui vise à nouer des liens directs ou indirects avec le pouvoir,
- 5- ne pas utiliser le Mouvement à des fins partisanses et ne pas l'entraîner dans des **compétitions électorales** ou dans des options de prises de pouvoir,
- 6- démissionner publiquement du mouvement avant de briguer un quelconque mandat électoral.
- 7- ne pas accepter un poste politique quelconque (nominations par décret) dans les institutions du pouvoir,
- 8- faire preuve de civisme et de respect vis-à-vis de leur pairs,
- 9- donner au Mouvement une dimension nationale,
- 10- ne pas se substituer à la structure appropriée en matière de communication.
- 11- manifester leur solidarité agissante vis-à-vis de toute personne qui subirait des conséquences fâcheuses suite à son activité dans le Mouvement

N/B : SERA DENONCE PUBLIQUEMENT TOUT DELEGUE QUI VIOLERA LE PRESENT CODE D'HONNEUR.

COORDINATION DES ARCHS, DAIRAS
ET COMMUNES DE LA WILAYA DE TIZI OUIZOU

COORDINATION DES AARCHS, DAIRAS ET COMMUNES
DE LA WILAYA DE TIZI LOUZOU

PRINCIPES DIRECTEURS

Elaborés au conclave d'Assi Youcef du 12-07-2001

Amendés et adoptés au conclave des Ouacifs du 26-07-2001

Préambule et objectifs

L'assassinat prémédité du jeune lycéen GUERMAH Massinissa dans l'enceinte de la brigade de la gendarmerie de Beni Douala, à la veille de la célébration du printemps berbère(18 Avril 2001); l'arrestation arbitraire des collégiens d'Amizour, sont venus exacerber une situation déjà explosive caractérisée par une violation massive des droits de l'Homme, de déni identitaire dans toutes ses dimensions, d'exclusion sociale. Ils sont autant de facteurs à l'origine de la révolte des jeunes de kabylie et de quelques autres wilayas du pays. Une révolte que le pouvoir, rompu aux pratiques diaboliques de manipulation, a sciemment transformé en émeutes sanglantes engendrant près d'une centaine de jeunes lâchement assassinés, des milliers de blessés dont plusieurs centaines par balles, à ce jour.

Le pouvoir, au lieu d'accéder aux revendications légitimes, démocratiques et sociales, exprimées pacifiquement par la jeunesse, a mis en branle sa machine répressive pour les noyer dans un véritable bain de sang.

De par ses multiples provocations et celles de ses services de répression qui se comportent en véritables mercenaires, le pouvoir, qui se nourrit de la violence et agissant dans l'impunité totale, a tenté d'entraîner la population dans le chaos et la terre civile.

Déroulement du rejet des élections au niveau de la daïra de Ouacif

L'opération de rejet des élections de la discordie du 10 octobre 2002 au niveau des trois(03) communes que compte la daïra de Ouacif s'est soldée par le résultat de :

Zéro vote, zéro blessés et zéro affrontements.

Les urnes acheminées vers le village de TAHCCHAT le mardi 08/10/02 ont été retournées au siège de l'APC d'Ait Toudert le mercredi 09/10/02 grâce à l'extraordinaire mobilisation des villageois qui a pu persuader les forces de police du rejet des élections unanimement partagé par la population.

Dans la commune d'Ait Boumahdi, les urnes acheminées au village Ait Aggad le mardi 08/10/02 ont été restituées le jeudi par les villageois puis brûlées au chef-lieu de commune après le retrait des candidats de ce village garanti par le comité de village.

Dans la commune Ouacif, les urnes acheminées vers l'école primaire de Ouacif-centre tôt le matin du jeudi 10/10/02 ont été récupérées par des citoyens encadrés par des délégués en usant de persuasion afin d'éviter tout dérapage. Finalement, les six(06) urnes ont été brûlées après que les présents aient remarqué que deux urnes portaient les mentions <<Larbaa Nath Irathen>> et <<Beni Zikki>>

Hormis cela, les accès aux villages ont été bloqués et les urnes restantes au niveau du chef-lieu d'Ait Boumahdi et Ait Toudert ont été récupérées pacifiquement et sans heurts puis brûlées et les présents à Ait Toudert ont remarqué que des urnes portaient les mentions <<Larbaa Nath Irathen>>, <<Beni Zikki>>, <<Beni Zmenzer>>.

Les urnes de la commune Ouacif qui étaient restées au niveau de la daïra n'ont pas été récupérées afin d'éviter les affrontements étant donné l'entêtement connu du chef de daïra.

En définitive, la mobilisation, la vigilance et la sagesse de la population ont permis d'aboutir à la réussite de l'opération de rejet des élections au niveau de notre daïra.

ULAC SMAH ULAC ULAC TUGDI ULAC LE COMBAT CONTINUE....

Mouvement citoyen Déclaration

Après le non aboutissement des multiples tentatives de réconciliation suite aux remous qui secouent les rangs de la CADC voire du mouvement citoyen, un appel a été lancé par l'aile D'Imzizou de la CADC pour un conclave extraordinaire d'urgence débouchant sur la décision d'organiser un conclave de vérité le Mercredi 10/12/2003 à Tizi Rached.

L'initiative, même si elle ne recoupe point l'idée de réconciliation telle que prônée par nos deux coordinations, a le mérite de démontrer que les turbulences que nous déplorons ne sont pas une simple vue de l'esprit.

Toutefois, il est clair que cette entreprise ne peut qu'être vouée à l'échec car travestie dans sa forme et escamotant le vrai débat qui devient ainsi biaisé.

En effet, on ne peut feindre d'ignorer que depuis l'éclatement des divergences au grand jour le 30 octobre dernier, deux conclaves inter-wilayas se sont tenus amputés d'un grand nombre de coordinations de différentes wilayas débouchant sur des résolutions rejetées non seulement par les coordinations qui se sont réunies à Irdjen et Akbou mais aussi d'autres y compris celles œuvrant pour la réconciliation. En outre, les conditions émises par l'aile d'Imzizou ne peuvent raisonnablement recueillir l'adhésion de l'autre aile de la CADC étant donné qu'on ne peut être juge et partie en même temps.

Quant à la forme, tout indique qu'il s'agit d'aller vers un conclave de vérité qui débouchera inéluctablement sur la consécration de la division tant toute idée de réconciliation est occultée.

C'est pourquoi ne pas répondre à cet appel ne doit pas être perçu comme une fin de non recevoir mais une attitude responsable visant à ne pas hypothéquer d'avantage les chances de réunification du mouvement.

Devant l'évolution de la situation, seul un véritable conclave de réconciliation est à même de redonner espoir à la population. Un conclave où le débat sera libre et serein et où pourraient être dites des vérités pour situer les responsabilités des uns et des autres. Néanmoins, l'objet doit être axé sur les divergences apparues au grand jour, à savoir lever les mesures d'exclusion, revoir le document de mise en œuvre et ne tenir compte que des résolutions de l'inter-wilaya de Raïfour parce que consensuelles.

Il est entendu que l'organisation d'un conclave inter-wilaya par les coordinations déjà réunies à Irdjen et Akbou ne fera que conforter la logique de division. Pour ce, toutes les coordinations sont interpellées pour éviter de verser dans l'insulte et l'invective et surtout à toute action qui peut compromettre l'aboutissement de la réunification des rangs.

Enfin, il est un lien commun que la division ne profite qu'au pouvoir mafieux et assassin et que l'essoufflement signifiera la désillusion de la population qui a tant investi dans le mouvement et qui ne peut accepter la fatalité de l'effritement.

C'est pour cela que l'urgence et l'esprit de responsabilité aujourd'hui, c'est la réunification des rangs et le dépassement des divergences pour aller vers l'essentiel duquel dépend l'avenir de la lutte pour la démocratie et le changement véritable dans notre pays.

**POUR L'UNITE DES RANGS AFIN DE NE PAS COMPROMETTRE L'AVENIR.
ULAC SMAH ULAC
LE COMBAT CONTINUE...**

NB : une copie de la présente déclaration sera transmise à la plénière de Tizi Rached par le biais de la présidence du conclave.

- Coordination communale d'Al Zennayer
- Conseil de l'Ula de Ouacif

Al Zennayer le 09/12/2003

NEUF DÉLÉGUÉS EXCLUS DES CADC À TIZI OUZOU

Par Kamel Maït Amour

Les Coordinations des *ârouch* de la wilaya de Tizi Ouzou ont, à quelques jours seulement de la rencontre du Chef du gouvernement avec certains délégués, procédé à l'exclusion pure et simple des partisans du dialogue. Suite donc à l'insistance de ces derniers sur la nécessité de prendre attache avec les autorités, le refus de la majorité au sein du mouvement est demeurée sans équivoque. Et au dernier conseil qui s'est tenu dans la ville de Tizi Ouzou, la décision d'exclure ces derniers est tombée et applaudie par tous les présents.

Malgré la présence de certains d'entre eux au début des travaux, leur refoulement était apparent, ce qui les a sans nul doute poussés à se retirer. Hier donc, dans une déclaration rendue publique, les noms des neuf délégués ont été affichés. De la coordination de Ali Aïssi, le Dr Fatti Amar, de Larbaâ Nath Irafthen, Mammeri Boukhalfa et Mouazer Rachid, de Bouzeguene, Amrouche Med Said et Yahiaoui Atezki, Mamari Mahmoud d'Illiten, Ait El Hajj Zaouia et Boujdema Boudjeraba de Illoula. La décision de les suspendre est justifiée par les *ârouch* par la violation du code d'honneur qui

tient de code de conduite et de statut de cette structure. C'est ainsi donc que cette semaine, les délégués entameront la caravane de sensibilisation qui effectuera un long périple, à commencer par les régions desquelles sont issus les membres exclus. A quelques jours de la rencontre du 6 décembre et de la grève générale des *ârouch*, et de la réunion interwilayas, il y a comme un détail que l'on légitime d'ignorer c'est que les mouvements citoyens de ce genre naissent de l'échec des politiques et des représentations déjà existantes. ■

LES COMITÉS CITOYENS DE BOUIRA :

« LA RENCONTRE BENFLIS-ÂROUCH, UN NON-ÉVÉNEMENT ! »

Par M. Adjaout

Les comités citoyens de la wilaya de Bouira ont réagi à travers le comité citoyen d'Ivhehl dans la daïra de M'chedallah qui dans une déclaration rendue publique « fustige et dénonce avec fermeté les agissements douteux de traîtres qui sont sans aucun lien avec le mouvement citoyen et méconnus de la CCCWB,

guidés par un ex-DSP aujourd'hui en quête de crédibilité, pour se refaire un nom et une place au détriment des victimes du printemps noir et leurs familles ». Tout en mettant en garde contre « toute dérive qui pourrait engendrer ces stratagèmes machiavéliques d'opportunités sans légitimité qui bossent pour un pouvoir mafieux et assassin lequel au lieu de répondre favorablement aux aspirations et revendications légi-

times des citoyens, sème le doute et la confusion dans des mises en scènes télévisées.

Le CCI rappelle que le mouvement citoyen né dans la douleur n'a nullement besoin de « négociation » ou « dialoguistes » parachutés dans le but d'essouffler le mouvement. Il appelle l'ensemble des citoyens à demeurer vigilants afin d'éviter de tomber dans les rêts et manipulations du pouvoir et ses relais. Au terme de

sa déclaration, le CCI considère que la rencontre Benflis-pseudo-délégués prévue le 6 décembre prochain est un non-événement et que la plate-forme érigée le 11 juin à El Kseur n'est soumise à aucune négociation. Le prochain conseil interwilayas prévu au courant de cette semaine revêt une importance particulière et détermine d'avantage le principe fondateur du mouvement. ■

P / 3

La Nouvelle République N° 71618, 03-12-07

8

Conférence d'Ali Kerboua, premier secrétaire national du FFS, à Tizi Ouzou

« Les *ârouch* sont une création du pouvoir »

Le numéro deux du FFS, Ali Kerboua, a, dans une conférence-débat animée jeudi dernier au théâtre communal Kateb-Yacine de Tizi Ouzou, qualifié la Coordination des *ârouch*, daïras et communes de structure créée et injectée par le pouvoir sans avancer d'arguments, hormis celui d'exclure les partis de la scène politique. Ces attaques, à l'égard de cette structure qui gère et canalise le mouvement citoyen né des derniers événements, obéissent, selon le conférencier, à cette « logique » instituée par le pouvoir à l'est du pays, toujours à travers les *ârouch* et à l'ouest par les zaouias de les imposer comme in-

terlocuteurs intermédiaires entre lui et la population. En outre, il ajoutera qu'il y a un mouvement citoyen qui porte des revendications démocratiques et que l'on « veut enfermer dans un concept archaïque et mythique » et qui s'enferme dans une plate-forme (celle d'El Kseur) portuse, à côté de revendications qu'il reconnaît légitimes, d'autres qui peuvent mener vers une impasse, car, ajoutera-t-il, « contre la *hogra* » est un slogan et non une revendication. Selon lui, il y a une tendance de vouloir transformer ce document en Coran pour le qualifier de figé, or, dira-t-il, tout ce qui est figé n'est pas porteur de modernité avant d'ajouter :

« Il ne faut pas sacraliser cette structure qui s'est greffée à ce mouvement. » Sa position à l'endroit des *ârouch* est claire : « Il n'y a pas de *ârouch* ! Il n'y a que des citoyens constitués en comités de village et de quartier. » Enfin, il n'assume cette structure que comme « patrimoine culturel » et à laquelle il ne reconnaît aucune pratique démocratique. L'invitation de la Présidence à remettre la plate-forme a été qualifiée de diversion. Pour Kerboua, il ne s'agit pas de s'adresser à la Présidence mais au secrétaire général du FLN. L'idée de l'autonomie prônée par Ferhat M'henni n'a pas échappé non plus aux attaques du numéro deux du

FFS. « Que peut signifier un projet d'autonomie en ce moment ? », s'est-il demandé avant d'enchaîner : « C'est pour profiter de ce mouvement qui ne doit pas être instrumentalisé et récupéré par des apprentis-sorciers. » Sur un autre plan et au sujet du sabotage qui a visé le siège de la JSK, Kerboua, en faisant le parallèle avec les incidents de Béjaïa, dira que c'est un complot orchestré par le pouvoir et ses relais et dont le schéma consiste à créer un conflit kabyle-kabyle, de dévoyer le combat de la jeunesse ainsi que de contenir la révolte dans cette région qu'il veut à tout prix ghettoïser. A ce titre, il précisera qu'à chaque fois que le pou-

voir se trouve dans une impasse, il impose la violence pour stopper la démocratisation de la société. L'attaque contre le club kabyle a été aussi assimilée à une tentative de vouloir effacer l'histoire et la mémoire de l'Algérie.

Par ailleurs, le conférencier insistera longuement sur la nécessité de traduire la plate-forme en terme politique et d'enclencher une dissidence citoyenne pacifique pour stopper tous les scénarios orchestrés dans le but de normaliser la société plus que jamais enfoncée dans un marasme sur tous les plans, aux fins de changer radicalement le système en place.

Brahim Bouchbir

9

9

LE DROIT DE SAVOIR. LE DEVOIR D'INFORMER

LIBERTE

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION, 37, RUE LARBI BEN M'HIDJ, ALGER - TEL. : (021) 64 34 25 (LIGNES GROUPEES) - FAX : (021) 64 34 29 - N° 2734 2803 4 OCTOBRE 2001 - ALGERIE 10 DA - FRANCE 5 FF - GR 12 20 - ISSN 1111 - 0260

LA PRÉSIDENTIE TENTE DE DÉSAMORCER LA CRISE

TAMAZIGHT LANGUE NATIONALE

Dans un communiqué rendu public hier soir, le Chef du gouvernement annonce avoir rencontré une délégation des aïrouch. Il a informé des décisions du président de la République concernant la plate-forme d'El-Kseur, notamment la constitutionnalisation de tamazight comme langue nationale, un statut pour les victimes des événements, des poursuites judiciaires contre les responsables des crimes et des assassinats et l'étude au cas par cas des structures de sécurité. Des délégués des aïrouch contactés ont démenti toute rencontre avec M. Benflis et affirment maintenir leur marche pour demain. (Page 3)



10

Page 05

LE JEUNE INDÉPENDANT N° 1088 DU SAMEDI 1^{er} DÉCEMBRE 2001

AUJOURD'HUI

Réunion de la CADC de Tizi Ouzou

Vers le boycott des élections

De notre correspondante
A. Djamila

Les travaux du 16^e conciliabule de la CADC de Tizi Ouzou ont pris fin hier à 6 heures du matin. Les 48 délégations ayant pris part à cette réunion ordinaire, retardée d'une semaine, et après avoir tiré à boulets rouges sur les pseudo-négociateurs « charmés par le chant des sirènes du pouvoir », ont débattu les perspectives du mouvement citoyen et les actions à mener pour faire aboutir la plate-forme d'El-Kseur, explicitée à l'inter-wilayas de Larbaâ Nath-Irathen. Le non-paiement des impôts et le boycott des prochaines élections ont été mis sur le tapis des discussions. Les deux propositions soumises à la plénière, hier au lycée Seneboulliban, établissement scolaire au chef-lieu de la wilaya, qui ont abouti à la réunion des aïrouch, ont été perçues comme des



abondé dans le même sens que celle des Ouacifs, laquelle a d'ailleurs déclaré que les prochaines échéances électorales sont une occasion non renouvelable à saisir, a été catégorique. « Nous sommes pour la non-tenu des élections », a déclaré le délégué d'Idjer. Si la majorité des délégations présentes hier reconnaît l'efficacité de l'action à mener, à savoir le boycott des urnes pour « mettre à genoux le pouvoir », les mêmes délégations se sont, par ailleurs, interrogées sur la faisabilité d'une action pareille qui relève des prérogatives des partis politiques. « Sommes nous la seule force en Kabylie ? », se sont demandés les délégués, faisant ainsi allusion aux formations politiques ancrées dans la région, qu'il y a lieu de consulter. Les animateurs des aïrouch, qui ont inscrit leur débat sans cette optique, n'ont toujours pas tranché cette question.

moyens efficaces pour maintenir la pression et faire aboutir le document de base qui contient les 15 revendications arrêtées à El-Kseur. En effet, face au pouvoir qui « use de toutes ses manœuvres diaboliques pour discréditer le mouvement », allant jusqu'à ouvrir les portes d'El-Mouradia à « des citoyens qui ne représentent qu'eux-mêmes pour discuter la plate-forme d'El-Kseur », les aïrouch, conscients de la « démobilisation du mouvement » qui « perd sa vitesse », ont opté pour une véritable réflexion sur la manière de faire aboutir les revendications citoyennes.

Pour ce faire, les délégués de la CADC de Tizi Ouzou comptent utiliser les prochaines élections comme cheval de bataille. La délégation d'Idjer, qui a

A. D.

11

CADC

Grève générale et sit-in le 6 décembre 2001

De Tizi Ouzou, Saïd Tissegouine

La journée du 6 décembre sera marquée par une grève ainsi que l'observation de sit-in, dans la wilaya de Tizi Ouzou, devant chaque siège ou brigade de gendarmerie. Deux actions clefs de protestation arrêtées par la Coordination des aârchs, dairas et communes (CADC) à l'issue de la 16e rencontre tenue les 29 et 30 du mois écoulé, au lycée Stambouli de Tizi Ouzou.

Le choix de cette date n'est pas fortuit puisque c'est ce jour-là que les délégués qualifiés de «aârchs Taiwan» seront reçus pour un second round de négociations par le chef du gouvernement pour

discuter de la plate-forme d'El-Kseur.

A propos de «ces délégués imposteurs», on apprend que la CADC venait d'en identifier trois autres. Il s'agit des nommés Mokhtari Ahmed, Ait Mirrar Bousad et son épouse.

Après leur identification, le aârch de Boghni a décidé leur mise en quarantaine. Selon la délégation auprès de la CADC, le couple a reconnu son incartade en allant rencontrer le chef du gouvernement le 14 du mois passé pour négocier le document d'El-Kseur. Ainsi, il a demandé l'indulgence de son aârch.

En dernier, il y a lieu de souligner que lors de cette dernière

rencontre de la CADC, il a été décidé l'exclusion de neuf délégués qui avaient exprimé leurs vœux de mener des négociations avec le pouvoir sur le document d'El-Kseur.

Il s'agit des nommés Boukhalifa Mammen et Mouzer Rachid (délégués de Larbaâ Nath-Irathen), Dr Falli Amar (délégué d'Ait Aïssi), Amrouche Moh-Saïd, Yahoui Arezki (Bouzguène), Bouzidi Ahmed (Ain-Zaouia), Mamart Mahmoud (Illiltène), Boudjraba Boudjema (Illoula) et Ait El-Hadj Chabane (Yatafène). A noter enfin qu' hormis les aârchs de Bouzguène et d' Illiltène, les autres ont été représentés au rendez-vous de Tizi Ouzou.

S. T.

Le Jeune Indépendant N° 1089

02-12-01 Page 02

12

COMMUNIQUÉ DE LA PRÉSIDENTENCE

●● La présidence de la République a rendu public le communiqué suivant :

"Les arouch ont toujours joué un grand rôle au cours de l'histoire nationale de notre pays. Le mouvement citoyen né récemment des arouch ayant pour origine des faits graves et sans appel a subi naturellement l'opacité de la confusion, de la manipulation et de divers blocages qui rendaient nécessaires la sagesse et la patience, cela sans perdre de vue l'objectivité des revendications légitimes et démocratiques de notre jeunesse. Aujourd'hui, des citoyennes et des citoyens sont nombreux à s'inquiéter pour l'aboutissement démocratique de la plate-forme d'El-Kseur à cause des mêmes manipulations et des mêmes blocages, heureusement identifiés par tous.

En conséquence, la présidence de la République invite officiellement l'interwilaya des arouch pour la remise de la plate-forme d'El-Kseur. La présidence de la République désigne Monsieur le Chef du gouvernement comme interlocuteur.

Un appel solennel est fait au sens de la responsabilité de tous et de chacun pour une Algérie unie, forte et prospère."

APS

Liberte N° 2725 Du 24.09.01
P/03

13

LA MOBILISATION EN KABYLIE APRES LA COMMEMORATION DU PRINTEMPS BERBERE

Les élus de Béjaïa exigent la libération des détenus

Le retrait du wali des travaux de l'APW au début de la séance de l'après-midi d'hier a exacerbé la tension parmi les élus réunis autour d'une même exigence : celle de la libération «immédiate et inconditionnelle» des détenus du mouvement.

BEJAIA
DE NOTRE BUREAU

Ayant déjà fait l'objet de demandes répétées, la réunion extraordinaire d'hier, convoquée à la demande d'un tiers des élus autour de l'ordre du jour de la situation générale de wilaya, a fini par avoir lieu dans un climat houleux. La circonstance a réussi à mettre au scord des divergences politiques des uns et des autres. L'occasion a été saisie pour



«Les archs veulent tout ou rien...»

Il y a un an, jour pour jour, un membre du RCD, qui animait une conférence-débat à la salle Erlich, faisait cette déclaration à une dame qui s'interrogeait sur le devenir de la langue amazighe en tant que langue nationale et officielle : «Elle le sera plus vite encore que vous ne vous l'imaginez.»

BOUIRA
DE NOTRE CORRESPONDANT

Un an s'est écoulé et les slogans et les banderoles brandis par les jeunes manifestants reprennent toujours la revendication inhérente à tamazight. Est-ce à dire que sur le plan pratique c'est un retour à la case départ ?

A en croire les délégués de la coordination des comités citoyens, tout ce qu'a fait fera le pouvoir sera considéré comme nul et non avenue tant que la plate-forme d'El Kse ne sera pas satisfaite dans s

Actualité

Le Maghreb N° 805 Page 3

Vendredi 8 - Samedi 9 Février 2002

Rencontre chef du gouvernement-aârouch

Benflis plaide tamazight langue nationale

La rencontre entre le chef du gouvernement et les délégués des aârouch dialoguistes a eu lieu, jeudi dernier, au palais du gouvernement. La rencontre entre les deux parties prévue à 14h30, n'a débuté qu'à 16h00.

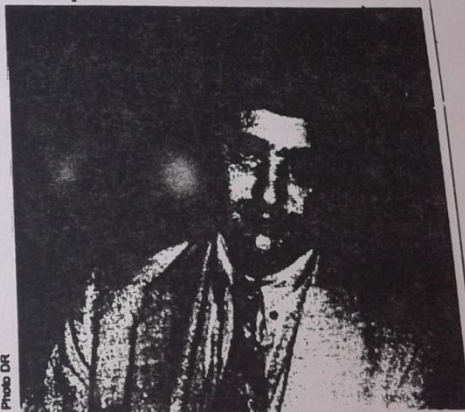
Les raisons ? Le chef du gouvernement se trouvait à l'aéroport pour saluer le président de la République avant son départ vers la capitale française. Cela dit, la rencontre entre le chef de l'exécutif et les délégués des aârouch a duré plus d'une heure.

Ali Benflis a prononcé un discours à travers lequel il a annoncé qu'il se chargera de préparer la rencontre avec le premier magistrat du pays. «Il ne me reste plus qu'à miser la rencontre à laquelle assistent les représentants du mouvement aârouch et au cours de laquelle, il annoncera les mesures prises conformément à la Constitution et aux lois de la République, dans le cadre des engagements contenus dans la charte d'El-Kseur» aux

sants, à l'égard des uns et des autres, tant les enjeux en cause sont multiformes, qui frappent notre pays, dépassent le factuel et le conjoncturel et sont de nature à effacer durablement notre devenir plus lointain».

Dans son discours marqué par quelques phrases en langue amazighe, Ali Benflis est revenu aux origines des événements de Kabylie. Selon lui, «des événements, des malentendus, des contradictions, des blocages, des incohérences et des conflits latéraux ont transformé des revendications de citoyens en émeutes, en violence, et destruction, en mort d'hommes». Bref, en une tragédie de phénomènes graves et douloureux que le bon sens ne peut expliquer, une tragédie où l'escalade et l'enlisement de la situation sont loin d'être des évolutions totalement spontanées, ni

Ali Benflis a laissé croire que les pouvoirs publics sont plus que jamais décidés à régler cet épineux problème. Il précisera aussi à l'assistance que «cette rencontre signifie plus que jamais les éléments constitutifs de notre identité nationale qui doivent rester loin de toute surenchère. (...) Ils sont le fondement de notre identité nationale. A cet égard, l'Etat a pour devoir de veiller à leur épanouissement et à la promotion de toutes les composantes de notre identité nationale. Les hommes de science et de culture, les experts et les spécialistes sont les mieux à même d'assurer à la réunion des conditions nécessaires à la concrétisation de l'objectif de promotion de tamazight en tant que langue de tous les Algériens, sans exclusive, dans la fidélité de nos valeurs authentiques à notre culture, plusieurs fois millé-



Ali Benflis

LE SIT-IN DES ARCHS A ALGER REPRIME

Graves dérives policières

Les critères d'interpellation et les procédés d'audition utilisés par la police ne sont justifiés par aucun texte de loi, même ceux portant état d'urgence.

PAR D. TAMANI

Le maintien de l'ordre s'est transformé jeudi dernier à Alger en une lamentable chasse aux délégués venus de Kabylie dans les rues d'Hydra, sous le regard narquois des islamistes en tenue afghane. Le pouvoir a fait plus fort que le MAK (Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie). Il a déclaré en situation irrégulière à Hydra tout citoyen algérien dont la carte d'identité trahit une adresse dans les wilayas de Tizi Ouzou, Béjaïa et Bouira. Les instructions données aux services de sécurité déployés en force n'allaient plus loin que la répression du rassemblement auquel appelaient les archs devant le siège de la représentation de l'UNU, à Hydra, sur les hauteurs d'Alger. L'ordre était d'empêcher de circuler toute personne venant de Kabylie, et ce, même celles vivant à Alger et possédant une adresse en Kabylie. Pour faire, les policiers contrôlaient les papiers d'identité des



Les services d'ordre se sont donnés pour mission de pourchasser toute personne venant de Kabylie

passants systématiquement dans les rues menant au siège de l'instance onusienne, et d'une façon ciblée sur les grandes places du quartier. Chaque citoyen de Kabylie est à lui seul arch, rassemblement et une menace à l'ordre public. Il est refoulé dans le meilleur des cas, ou embarqué dans une voiture de police en direction d'un commissariat,

comme cela a été le cas pour des dizaines de personnes. Pour une efficacité optimale, les policiers ont eu recours à des méthodes qui échappent à toute codification réglementaire. Ils ont mis au point une variabilité du «délit d'origines» comme d'autres ont institué celui du faciès.

Suite page 3

EL-Watan

3-02-2002

Page 01

NEUF DÉLÉGUÉS EXCLUS DES CADC À TIZI OUZOU

Par Kamel Nait Amour

Les Coordinations des ârouch de la wilaya de Tizi Ouzou ont, à quelques jours seulement de la rencontre du Chef du gouvernement avec certains délégués, procédé à l'exclusion pure et simple des partisans du dialogue. Suite donc à l'insistance de ces derniers sur la nécessité de prendre attache avec les autorités, le refus de la majorité au sein du mouvement est demeurée sans équivoque. Et au dernier conseil qui s'est tenu dans la ville de Tizi Ouzou, la décision d'exclure ces derniers est tombée et applaudie par tous les présents.

Malgré la présence de certains d'entre eux au début des travaux, leur refoulement était apparent, ce qui les a sans nul doute poussés à se retirer. Hier donc, dans une déclaration rendue publique, les noms des neuf délégués ont été affichés. De la coordination de Ait Aïssi, le Dr Fatti Amar, de Larbaâ Nath Irathen, Mammeri Boukhalfa et Moutazer Rachid, de Bouzeguène, Amrouche Med Said et Yahiaoui Arezki, Mamart Mahmoud d'Illiten, Ait El Hadj Chabane de Yatafen, Bouzidi Ahmed de Aïn Zaouia et Boujdema Boudjeraba de Illoula. La décision de les suspendre est justifiée par les ârouch par la violation du code d'honneur qui

tient de code de conduite et de statut de cette structure. C'est ainsi donc que cette semaine, les délégués entameront la caravane de sensibilisation qui effectuera un long périple, à commencer par les régions desquelles sont issus les membres exclus. A quelques jours de la rencontre du 6 décembre et de la grève générale des ârouch, et de la réunion interwilayas, il y a comme un détail que l'on ne tient d'ignorer c'est que les mouvements citoyens de ce genre naissent de l'échec des politiques et des représentations déjà existantes. ■

LES COMITÉS CITOYENS DE BOUIRA :

«LA RENCONTRE BENFLIS-ÂROUCH, UN NON-ÉVÉNEMENT !»

Par M. Adjaout

Les comités citoyens de la wilaya de Bouira ont réagi à travers le comité citoyen d'Ivhehal dans la daïra de M'chedallah qui dans une déclaration rendue publique «fustige et dénonce avec fermeté les agissements douteux de traîtres qui sont sans aucun lien avec le mouvement citoyen et méconnus de la CCCWB,

guidés par un ex-DSP aujourd'hui en quête de crédibilité, pour se retenir un nom et une place au détriment des victimes du printemps noir et leurs familles». Tout en mettant en garde contre «toute dérive qui pourrait engendrer ces stratagèmes machiavéliques d'opportunités sans légitimité qui bossent pour un pouvoir mafieux et assassin lequel au lieu de répondre favorablement aux aspirations et revendications légi-

times des citoyens, sème le doute et la confusion dans des mises en scènes télévisées. Le CCI rappelle que le mouvement citoyen né dans la douleur n'a nullement besoin de «négociation» ou «dialoguistes» parachutés dans le but d'essouffler le mouvement. Il appelle l'ensemble des citoyens à demeurer vigilants afin d'éviter de tomber dans les rêts et manipulations du pouvoir et ses relais. Au terme de

sa déclaration, le CCI considère que la rencontre Benflis-pseudos-délégués prévue le 6 décembre prochain est un non-événement et que la plateforme érigée le 11 juin à El Kseur n'est soumise à aucune négociation». Le prochain conseil interwilayas prévu au courant de cette semaine revêt une importance particulière et détermine davantage le principe fondateur du mouvement. ■

P/3

La Nouvelle République N° 71618, 03-12-07

UNE COORDINATION PARALLELE A LA CADC Reprise des hostilités entre les arouch et le FFS

Le bras de fer arouch-FFS reprend de plus belle en Kabylie. Ayant déjà vainement tenté de monter une coordination parallèle à la CADC, à Tizi-Ouzou, courant août dernier, le parti de l'ocine Aït Ahmed revient à la charge à l'occasion du dernier conclave des délégués de Tizi-Ouzou, tenu ce week-end.

Kamel Amarni - Alger
Le Soir) - Le contexte est ainsi proclamé, avec notamment l'invitation au dialogue du gouvernement, le FFS, via des délégués qui lui sont proches, explore une nouvelle voie. Celle consistant à jouer dos à dos pouvoir "radicaux" du mouve-

est ainsi proclamé, a été le conclave houleux de ce week-end, une dissidence de neuf délégués que l'on tente de prolonger en vue d'une scission, donnant lieu à une CADC II. Un projet mort-ne ?

est ce dont on est profondément convaincu au sein de la coordination de Tizi-Ouzou où l'on a déjà tenté la riposte. "En plus de la dissolution de ces élections, nous allons organiser des caravanes de délégués de ces communes au mouvement à leurs communes

d'origine. Il faut que les citoyens de Bouzeguene, Illoula, Ain Zaouia, Illiten, Yatafen, Larbaâ Nath Irathen et Ath Aïssi sachent l'identité de ceux qui les ont trahis", nous dit-on au niveau de la CADC.

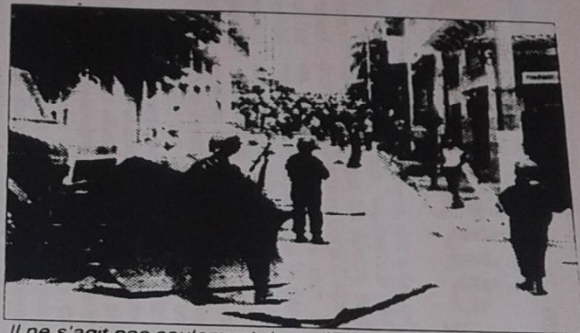
Ces caravanes devraient intervenir, selon nos interlocuteurs, courant cette semaine, en tout cas avant le jeudi 6 décembre.

Et à propos de ce rendez-vous, il est également prévu une série d'actions de contestation.

Il est ainsi prévu "des sit-in devant les brigades de la gendarmerie dans toute la Kabylie, en plus d'une greve generale le même jour".

Ceci comme réplique immédiate. A moyen terme, la radicalisation du mouvement est traduite par le dernier conclave de Tizi Ouzou en des actions extrêmes.

Notamment "l'opposition aux échéances électorales.



Il ne s'agit pas seulement de boycotter mais d'empêcher ces élections en Kabylie".

Par quel moyen ? Nos interlocuteurs ne le précisent pas. Cela, en plus du non-paiement des impôts.

"C'est le pouvoir qui veut la radicalisation. Sinon pourquoi s'entête-t-il à se fabriquer des dialoguistes ? Soyons sérieux, les prétendus "délégués" du pouvoir sont pris en charge au niveau de l'hôtel Sheraton à Club-des-Pins. Cela se passe de tout commentaire".

C'est dire que la rencontre du 6 décembre est d'ores et déjà vouée à l'échec. Et c'est, par ailleurs, Ali Gherbi, le délégué

d'El-Kseur que l'on considère parmi les meneurs de la tendance "dure" du mouvement, qui prépare une rencontre d'un autre genre.

Une invitation est adressée par ses soins aux délégués, au mouvement associatif, à des organisations internationales, aux parents des victimes, aux ONG, à des personnalités, pour prendre part à une conférence (internationale) dont on ignore encore le lieu, la date ainsi que la finalité.

Mais il est tout de même remarquable ce soin pris de ne pas inviter les partis politiques. Voudrait-on s'y substituer alors ?

K. A

Le Soir D'Algérie

02-12-01

Page 04

Week-end d'émeutes en Kabylie

Plusieurs villes de la wilaya ont vécu, jeudi, dans un climat de colère fait d'émeutes et de grève générale auxquelles avaient appelé les coordinations de villages et de quartiers des wilayas de Béjaïa et de Tizi Ouzou.

BÉJAÏA ET TIZI OUZOU
DE NOS BUREAUX

A Tizi Ouzou, Azazga, Fréha, Mekla, Beni Douala, Bouzeguène etc., des centaines de personnes ont observé, à midi, des sit-in devant les brigades de gendarmerie. Durant une vingtaine de minutes, des banderoles étaient brandies par les participants à cette action qui lançait le mot d'ordre «Ulac smah ulac» (pas de pardon). Peu avant 13 h, les premières pierres ont été lancées contre les bâtiments qui abritent les gendarmes. A Tizi Ouzou, où la tension était perceptible dès la matinée de jeudi dernier, les émeutiers ont pris d'assaut le siège du groupement et de la brigade de gendarmerie (tous situés au centre-ville) après avoir enflammé des pneus usagés à proximité des portails d'entrée. Plusieurs cocktails



les émeutes ont repris avec plus de virulence (à la faveur de la nuit) et les premiers blessés, sérieusement touchés et évacués, pour deux d'entre eux, vers un hôpital d'Alger. Les autres ont été soignés au CHU de la ville. Ce n'est que vers 23 h que les hostilités ont cessé, après l'intervention des unités des CNS qui ont été placées comme tampon entre les «belligérants». A Azazga, la foule a brûlé des pneus devant l'entrée principale de la brigade, qui demeure fermée depuis le mois de mai dernier. Sur la rue adjacente, un mur a été détruit par les jeunes qui n'ont pas cessé de lancer des pierres contre le bâtiment. Ce n'est qu'une heure plus tard, en début d'après-midi, qu'une poignée de gendarmes a pris position sur la terrasse de la brigade en se mettant à lancer des grenades lacrymogènes et... des pierres. A Fréha, le même scénario a été vécu. Plus d'une centaine de jeunes émeutiers s'en sont pris au siège de l'école de gendarmerie. Plusieurs murs ont été détruits à coups de barres de fer. Les gendarmes, confinés à l'intérieur, répliquaient par des jets de pierres. Selon des témoins, les mêmes scènes ont été observées ailleurs dans la wilaya.

D. BENANI ET M. SLIMANI
Suite page 3

Molotov ont été lancés, risquant de provoquer des incendies. De l'intérieur, des gendarmes éteignaient le feu à coup d'extincteurs. Peu après, des dizaines d'éléments du corps d'intervention ont investi la rue, après avoir arrosé le périmètre qui entoure leur groupement de dizaines de grenades lacrymogènes. Jusqu'à 17 h, le face-à-face émeutiers-gendarmes n'avait pas cessé. Après le f'tour,

CONCLAVE À TIGZIRT Les ârouch répondront-ils à Ali Benflis ?

Par K. S.

La Coordination des ârouch, dairas et communes de la wilaya de Tizi Ouzou se réunissent aujourd'hui, en conclave, dans la commune de Tizirt. Cette réunion programmée puis reportée à aujourd'hui vient quelques jours après les élections législatives longtemps décevées par le mouvement des ârouch. En effet, depuis le début des événements et la rédaction de la plate-forme d'El-Kseur, les délégués ont décidé de faire de l'empêchement du déroulement des élec-

tions un moyen de pression pour répondre favorablement aux revendications. Aujourd'hui dérolement de ces dernières connaît, la position du pouvoir est désormais affichée. En effet, la première réaction du Chef du gouvernement reconduit par le président de la République est la de prendre le dessus. Reste car avant le 30 mai, la tendance était au blocage «car la plate-forme d'El-Kseur est scellée et

non négociable». C'est pourquoi donc, le conclave d'aujourd'hui qui se déroule à Tizirt doit sortir avec des idées nouvelles sinon renouées. Au premier plan, les délégués débattent des perspectives qui attendent le mouvement. Puis seront au menu des discussions la situation qui prévaut en Kabylie et les arrestations qui ont frappé quelques délégués durant la campagne électorale. Pour rappel, certains d'entre eux ont écoupé de peines de prison fermes. Dimanche passé déjà, dans la wilaya de Tizi Ouzou le juge a condamné quatre délégués à trois mois de

prison fermes. Il demeure également le cas des délégués recherchés et ceux qui attendent leur jugement. Sur le plan politique, le cas des P/APc des deux partis qui ont boycotté le scrutin demeure en suspens. Il est attendu que les délégués l'incluent dans les débats. Ainsi, on croit qu'aujourd'hui, à Tizirt, les délégués répondront à l'offre de dialogue du Chef du gouvernement. En tout cas, la réunion de Tizirt sera inéluctablement un indicateur fiable quant aux développements qui surviendront dans les prochains jours...

CONCLAVE DE LA CIÇB À BÉJAÏA

Le rejet des prochaines municipales à l'ordre du jour

Par A. Z.

La localité déshéritée de Boudjellil, située au sud-ouest de la vallée de la Sourmnam, abritera ce week-end un important conclave des ârouch (CIÇB), le premier de l'après-élections législatives du 30 mai dernier rejetées et même empêchées par les délégués du mouvement citoyen et de leurs fervents défenseurs. En effet, après l'exigence de la satisfaction pleine et entière de la plate-forme d'El-Kseur et de la libération immédiate et inconditionnelle de tous les délégués et manifestants du mouvement citoyen arrêtés depuis la vaste opération du 12 avril dernier, les animateurs de l'aile dite «radicale», à savoir la Coordination intercommunale de Béjaïa, auront à aborder lors de cette rencontre les voies et moyens «d'interdire l'accès au territoire de l'antique

Saldac aux faux députés de Béjaïa». La question relative aux résultats du scrutin et aussi, la question nouvelle qui surgit parmi les délégués en l'occurrence, le rejet des prochaines municipales selon certains délégués des ârouch de Béjaïa encore en liberté, «les faux députés, puisque non représentatifs, doivent être mis en quarantaine et même chassés de la Kabylie pour leur trahison de la mémoire des martyrs du printemps noir». Un autre délégué du CSC d'El-Kseur, est allé même jusqu'à exiger le retrait pur et simple des «députés fantômes» des législatives du dernier scrutin et demander des excuses à la population.

Concernant la question du rejet des prochaines municipales qui émerge, les avis des délégués sont partagés. Si pour les délégués de la Vallée, la décision du rejet est définitive, pour ceux de la côte-est en revanche,

cette question est prématurée : «Nous sommes contre le projet du rejet des élections communales puisque celles-ci sont locales et que les élus APC et de wilaya ont été aux côtés de la population dans les moments difficiles», a confié un délégué communal de Souk El-Tenne qui a ajouté que «la politique de rejeter pour rejeter est une erreur et n'arrange et ne profite qu'au pouvoir». Les débats durant ce conclave seront certainement «chauds» et des divergences de fond sur plusieurs sujets vont certainement apparaître parmi les délégués à court de perspectives. Tout de même, des décisions importantes vont sortir et dans les prochains jours le bras de fer ârouch-pouvoir risque de reprendre de plus belle. Chose qui enfoncera encore plus la Kabylie dans une crise si issue.

ARCHS

Liberté provisoire pour les détenus de Tizi Ouzou

Les dix détenus de Tizi Ouzou ont été remis en liberté provisoire, hier en fin de journée.

Un fonctionnaire de la justice (le procureur ou le juge) aurait contacté le matin même un des avocats composant le collectif de défense pour lui demander de se présenter au tribunal, et déposer la demande de mise en liberté qui serait accordée immédiatement.

Sitôt dit, sitôt fait. En début d'après-midi, la décision de mise en liberté a été signée. Au-delà de cette libération de dix jeunes manifestants en détention depuis plus de deux mois, les observateurs s'interrogent sur cette manière de fonctionner de la justice.

Qui a donné l'ordre de libérer ces détenus dont le verdict devrait être rendu le 24 février prochain ? Pourquoi maintenant ? Pourquoi le juge n'a pas accor-

dé la liberté provisoire le jour du procès ? Ce jour-là (dimanche 3 février) lorsque le juge avait décidé de reporter le verdict et de laisser l'affaire en examen, les avocats avaient expliqué que dans de pareils cas, ils ne pouvaient pas demander la liberté provisoire.

Si pour les délégués de la coordination des archs «c'est une grande victoire», pour la justice «c'est une honte». Que des avocats, de leur propre initiative, introduisent une demande de mise en liberté provisoire pour leurs clients, c'est une procédure courante, mais qu'un juge ou un procureur «invite» par téléphone la défense à introduire une telle demande, ce n'est qu'en Algérie que cela peut se produire.

«Pour nous, leur interpellation et leur détention étaient politiques et aujourd'hui la preuve est là. Le pouvoir vient de démontrer qu'il instrumentalise la justice à sa guise», nous a déclaré hier un membre de la présidence tournante de la CADC. Selon un des avocats de la défense, maître Brahimi,

«juridiquement on ne peut déposer ou introduire une demande de mise en liberté provisoire, dans ce genre de situation».

Pour lui, le juge «peut décider de son propre gré d'accorder la liberté provisoire, en attendant de prononcer le verdict, pour lequel il doit aviser tous les avocats de la défense». Il considère que le juge, en constatant que le dossier est vide et que c'en était trop pour les jeunes, ait pris cette mesure.

Maître Brahimi avoue ne pas être au courant de ce qui s'est réellement passé.

Reste que la décision, prise peut-être en haut lieu, se veut une mesure d'apaisement à 48 heures de la grève générale et des sit-in devant les brigades de gendarmerie, que compte organiser la CADC.

Une action décidée par l'Interwilayas des archs, réunie en conclave extraordinaire vendredi dernier à Tizi Ouzou, en réaction à la présence de gendarmes dans des barrages routiers en compagnie de militaires.

MOURAD HACHID

بعد القبض على أحد النشطاء بالبويرة العروش يخطفون دركيا بالأسنام

هذه الحادثة بالسابقة الخطيرة التي لا يمكن السكوت عنها، إذ إن الاختطاف مصنف ضمن خاتمة الأعمال الإرهابية. وكشف عن فتح تحقيق لمعرفة هوية الخاطفين وتقديمهم أمام العدالة. للإشارة فإن مدينة الأسنام كانت قد شهدت مساء أول أمس مواجهات دامت إلى ساعة متأخرة من الليل، اندلعت مباشرة بعد القبض على مندوب العروش المذكور. احسن فطاف

عليه عشر بحوزته على سكين كبير و18 غرام من الكيف المعالج، حسب ذات المصدر، الذي أكد أنه بعد العملية مباشرة هاجمت مجموعة من الشباب مقر الدرك بالمجاعة واتسعت رقعة المشادات إلى الطريق الوطني رقم "5" الذي أغلق بالمجاعة والتأرييس وأحرقت سيارتين خاصتين. وفي خضم تلك الأحداث اختطفت مجموعة من المتظاهرين دركيا كان قادما من بشلول بعدما وشاه حلاق يعمل بنفس المدينة كان ضمن المحتجين، وبعدهما فتح الطريق وتم توقيف ستة متظاهرين، طالب الخاطفون بوساطة مكبر الصوت مقايضة مندوب العروش المعتقل بالدركي. وأمام خطورة ما حدث خرجت فرقة للبحث عن الدركي المختطف لكن دون جدوى، إلى أن أطلق سراحه صباح أمس وهو مضروب في رأسه المنتفخ، حيث صرح بأنه لم يتعرف على هوية خاطفيه الذين كانوا ملثمين ولا على المكان الذي اقتيد إليه. وفي هذا الصدد وصف ذات المصدر

تطورت المواجهات التي شهدتها مساء أول أمس بمدينة الأسنام الواقعة شرقي ولاية البويرة إلى أحداث خطيرة قام خلالها المتظاهرون باختطاف أحد أعوان الدرك وطالبوا بمقايضته مع مندوب العروش الذي اعتقل قبل بداية الأحداث.

● حسب قائد مجموعة الدرك الوطني بولاية البويرة. فإن أحداث مدينة الأسنام اندلعت بعدما أقت مصالحه القبض على من وصفه بالشاغب بوشلقيع محمود من مواليد 1976، بدون عمل ومتابع قضائيا بـ12 محضر اتهام ويعتبر الرأس المدير لكل الأحداث السابقة من قطع للطريق الوطني رقم 5 وحرق مقر محافظة الشرطة الجوارية وابتزاز أموال المارة التي درجة أن ستموا من هذه الوضعية التي تسبب فيها، وحتى والده تبرا منه كما أن كل سكان الأسنام يشهدون بأن هذا الشخص كان يشكل خطرا على حياتهم بدليل أنه أثناء القبض

Rapport de synthèse de la rencontre d'Illoula Oumalou

Il pleure des larmes lors de l'entrevue

La société civile, interpellée par la gravité des événements dans notre région, marqués par la répression sanglante et aveugle du pouvoir, grâce à une jeunesse éprise de justice et de liberté, révoltée par l'exclusion, la marginalisation et la Hogra, réunie ce jour à Illoula Oumalou affirme son indépendance et son autonomie vis à vis des partis politiques et des institutions de l'état, se refuse à toute forme d'allégeance ou de substitution aux formations politiques.

ce mouvement citoyen, en phase d'organisation, d'essence pacifique et résolument démocratique s'inscrit dans la durée jusqu'à l'aboutissement des revendications suivantes :

- Poursuite judiciaire à l'encontre des auteurs d'assassinats, exactions et dépassements .
- Arrêt immédiat des interpellations et intimidations et renoncement à toute poursuite judiciaire à l'encontre des manifestants .
- Départ immédiat et sans conditions de toutes les brigades de gendarmerie .
- Que la revendication du déni identitaire, culturel et linguistique source de toute frustration soit réglé définitivement en constitutionnalisant Tamazight langue nationale et officielle.
- Protection des témoins des drames .
- Prises en charge des victimes .
- Statut particulier de martyrs pour les victimes de la démocratie .
- Report des examens .
- Plan d'urgence socio-économique pour la région .
- Rejet de toutes les commissions d'enquêtes initiées par le pouvoir.

Les actions envisagées dans le cours terme:

- une minute de silence chaque samedi matin et jeudi à la sortie de l'école, jusqu'à la fin de l'année scolaire.
- Allumer des bougies en hommage aux victimes jusqu'à satisfaction des revendications
- Sit-in le Samedi 19 mai 2001 à 10 heures devant la direction de l'éducation de Tizi Ouzou et ce pour le report des examens de fin d'année afin de ne pas pénaliser nos enfants —
- Marche noire le lundi 21 mai 2001 à 10 heures suivie d'une grève générale et ultérieurement une marche sur Alger.
- Boycott des commissions ISSAD et parlementaires

- Boycott de toutes les festivités nationales sportives, culturelles et autres...
- Boycott du festival international de la jeunesse et de l'étudiant
- Mise en quarantaine de la gendarmerie jusqu'à leur départ définitif
- Eriger des stèles commémoratives en hommage aux martyrs d'avril 2001
- Assistance et aide aux familles des victimes
- La journée du 01 juin 2001 sera la date de la commémoration collective du 40 eme jour de nos martyrs
- Création d'un site Internet
- *- Autonomie des actions au niveau de chaque Daira

Par ailleurs nous rejetons intégralement la réforme du code pénal initié par le pouvoir limitant davantage toute liberté d'expression.
Nous manifestons notre totale solidarité à coté de la presse.

Coordination des comités des AARCHS, des Dairas et des communes .

Le 17/05/2001

DÉCLARATION

La coordination des Aarchs, daïras et communes réunis ce jour le 24/05/2001 à Tizi-Ouzou en session extraordinaire, constate après la marche noire historique du siècle avec grand regret :

- Les provocations dans l'ensemble des localités de la Kabylie, initiées par les forces de répression (GENDARMERIE, C.N.S.....)
- La réponse diabolique et inacceptable du pouvoir décidant du report des examens du bac pour le 28/07/2001, période de chaleurs torrides.

Conscient de la gravité de la situation et des dérives qui découlent de ces provocations, un **APPEL** est lancé pour déjouer la manipulation et les tentatives allant dans le sens de briser l'élan de la dynamique citoyenne et l'organisation de la société civile.

A cet effet :

Les Aarchs, daïras et communes, fidèles aux principes arrêtés dans le rapport de synthèse d'ILLOULA :

- Dénonce la **PROVOCATION** sous toutes ses formes.
- Décide d'appeler les **O.N.G.** internationales, parties prenantes du festival international de la jeunesse, au boycott de ces activités.
- Exige, suite à la décision unilatérale du pouvoir d'organiser les examens du Bac à l'échelle régionale uniquement, le maintien de la date du Bac national du 09/06/2001 et l'ouverture d'une 2^{ème} session pour SEPTEMBRE sans conditions.
- Interpelle le pouvoir pour qu'il cesse les pratiques de **PROVOCATIONS**.
- Et donner suite à notre plate-forme de revendications.

Un **Appel National** est lancé pour tous les représentants de la société civile, à une réunion de concertation le **01 JUIN 2001 à 10h00** à la **MAISON DE JEUNES (CHÉRIF BOUSSAD ex-CARRIERE)** de **TIZI-OUZOU**.

Pour une action commune à ALGER.

Tél. : (026) 22-15-81

**Coordination des Aarchs, Dairas et
Communes de la wilaya de Tizi Ouzou**
CONCLAVE DES OUACIFS LE 26/07/2001

Commission d'amendement des principes directeurs

N°	Nom et Prénom	Delegation
01	MOHAMED ARAB AHMED	Ait Bouadou
02	SENACE HACHEMI	Ait Yedjar
03	AIT OUFELLA BOUALEM	Ait Yehia
04	SAAT KAMEL	Tirmitine
05	OUAKED ABDERRAHMANE	Ait Aissa Mimoun
06	TABBOU KARIM	Ait Bouadou
07	FIDDAH RABAH	Souama
08	MOHAMED SEGHIR MEZIANE	Ouadia
09	GACEM ALI	D-B-Khedda
10	TIMSIT	Ben Yenni
11	MOURI MOHAND	Ait Ghozi
12	ZERROU KADER	Tizi n'tata
13	MAMMERT MAHMMOUD	Haten
14	AICHOUN MAKHELOUF	Tizi Rached
15	CHEBBILI ALI	Souk el Tennin
16	HEDDIR IDIR	Beni Douala
17	MEZIANI MED	Makouda
18	MERIEU SMAÏL	Tizi Ghenif
19	INAGRACHENE HOCINE	D. E. M.
20	QUIDIR DJAMEL	Ait Bouyoucef
21	SLAÏM BRAHIM	Mekla
22	MOUÏSSI AMER	Ait Yahia moussa
23	LAKROUT BOUKHALFA	Imsouhal
24	AOUDIA ABAOUIZ	Iferhounene
25	BACHOUCHE FARID	Agouni Gueghnane
26	BOUABIDA RACHID	Lezib
27	MEHALI AREZKI	Ait Khili
28	KEBAILI HAMID	Frikat
29	GUERMAH MED	Beni Douala
30	HADJ BOUSSAD	Ouacif

32	AISSIOUENE MOURAD	Yakouren
33	BOUZID AMIROUCHE	Akbil
34	ABBAS ALI	Bounouh
35	HADDADOU MED	Ait Zmenzer
36	Saidoun med	Ain Zaouia
37	BOUDISSA	Boughni
38	DEHMANI ALI	Mechtras
39	MERZOUG RAMDANE	Iloula
40	LOUGUANI	D. B. K.
41	MOUHOUBI KAMEL	Sidi Naamane
42	HAMMOUMI	Sid Ali Bounab
43	BELKACEM AHCENE	Ait Zikki
44	MERKITOU MOURAD	Tigzirt
45	ARKOUB	Mekira
46	KACER MOURAD	Assi Youcef
47	RACHEDI KHELLAF	Bouzeguene
48	AGUEMOUNE RACHID	Zekri
49	ARIDJ AMER	Aeffoun
50	ALLOUACHE RACHID	Ait Djenad
51	ISSAAD LARBI	Ouacif
52	BELAÏD RAMDANE, MOUZER RACHID, BOUCHAIR DJAMEL et DAHLAB CHABANE	Ath Yiraten
53	DJANI HACENE	Boudjima
54	AIT LHADJ	Yatafene
55	ISSADI RABAH	Maatkas
56	BEN AHMED TAHAR	Iboudraren

DECLARATION

Encore une fois, l'option du rejet des élections de la honte à été très massivement suivie par la population après le cuisant échec du 30 Mai 2002 qu'elle a administré au pouvoir mafieux et assassin. En effet, même dans les localités où il y a eu ouverture des bureaux de vote, le pourcentage de participation a été très insignifiant puisque atteignant des chiffres encore plus révélateurs du rejet massif de cette mascarade électorale.

Le pouvoir mafieux et assassin qui voulait redorer son blason terni à l'occasion de ce scrutin en a eu pour ses frais puisque ni les forces de répression impressionnantes dépêchées sur les lieux pour semer terreur et désolation en occasionnant des dégâts dans leurs casernements ni sa campagne tous azimuts pour faire passer sa pilule électorale n'ont eu raison de la mobilisation de la population qui a démontré, une fois de plus qu'elle peut résister stoïquement et imperturbablement aux hauts des sirènes du pouvoir corrompu et corrupteur.

Les affrontements fratricides programmés machiavéliquement n'ont pas eu lieu grâce à la perspicacité, la vigilance et la sagesse des citoyens et de leurs délégués qui ont démontré à la face du monde qu'ils ont atteint une maturité politique indéniable.

Après cela, le pouvoir mafieux et assassin est dans un tel désarroi face à cette situation inédite qu'il n'arrive pas à trouver d'issue à une crise institutionnelle sans précédent puisque ces « élus » ayant amassé une poignée de voix sont frappés déjà d'illégitimité et se doivent d'assumer leur échec en refusant de siéger contre la volonté populaire unanimement affirmée comitte doivent honorer leurs engagements antérieurs.

Les candidats qui se sont retirés politiquement pour éviter l'ire de la population et l'opprobre qui sera jeté sur eux.

Le mouvement citoyen vient de prouver que la crise politique est nationale puisque même le caractère de proximité de cette élection sur lequel a tablé le pouvoir n'a pas eu l'effet exempté dans le sens où, à l'instar du 30 Mai, très peu d'Algériens en dehors de la Kabylie ont glissé le bulletin dans l'urne.

Pour ce, toute solution factice et administrative ayant pour but de trouver une autorité de substitution pour sauver la situation est rejetée et ne peut relever que de la logique de fuite

en avant légendaire d'un pouvoir qui n'a cure de la volonté populaire aspirant à un changement radical qui passe par la satisfaction pleine et entière de la plate-forme d'El-Kseur explicitée à Larbaa Nath Irathen qui demeure scellée et non négociable .

Le sens des responsabilités aurait du amener les tenants du pouvoir à assumer leur deuxième échec consécutif et afin ainsi dans le sens de l'histoire en se rendant enfin à l'évidence que le peuple ne peut plus supporter le joug de la dictature et veut résolument vivre dans un pays réellement démocratique.

Il va sans dire que la satisfaction pleine et entière de la plate forme d'El -Kseur explicitée à Larbaa Nath Irathen est la solution tant attendue pour ce faire.

Au lieu de cela, il perdure dans sa mise à nue et dévoile qu'il n'excelle que dans la roublardise et la répression et l'arrestation de délégués du mouvement citoyen venus pacifiquement soutenir des citoyens arrêtés lors de la marche réprimée du 05 Octobre devant le tribunal en est l'illustration parfaite.

En définitive, ni le recours à l'arrestation de délégués ni la férocité de la répression et encore moins des mensonges éhontés du ministre ZERHOUNI imputant la responsabilité des événements liés au printemps noir au mouvement citoyen ne peuvent entamer la détermination de ce dernier jusqu'à la satisfaction des revendications citoyennes.

Tout en exigeant la libération immédiate et inconditionnelle des détenus du mouvement citoyen, la C.A.D.C met en garde le pouvoir corrompu et corrupteur déjà responsable de l'assassinat de nos jeunes fiant aux conséquences qui découleront de s logique de fuite en avant.

Ichareouene , le 14/10/2002

Présidence tournante Tizi-Rach

Ulac Smah Ulac

Ulac L'Mir Ulac

Le Combat Continue

CONCLAVE EXTRAORDINAIRE DE Tizi-Rached le 14/10/2002

Rapport de synthèse des travaux

Après la minute de silence d'usage à la mémoire des martyrs du printemps noir et en conformité avec l'esprit du mouvement, l'ordre du jour suivant :

- 1- Bilan politique et capitalisation de l'action du 10-10-2002
- 2- Evaluation ou état des lieux sur le déroulement réel de la journée du 10-10-2002
- 3- Actions à entreprendre par rapport au détenus et forme de solidarité en faveur des avocats.

Les points relatifs à la réflexion sur la période poste- électorale et au disfonctionnement ont été reportés au prochain conclave.

Avant l'entame des travaux, les conclavistes ont tous accueilli avec une grande joie l'annonce faite par le président de séance qui fait état de la présence de 52 coordinations à cette rencontre, ce qui constitue un raccord et montre si besoin est la mobilisation citoyenne et du retour sur la scène de coordinations longtemps restées en sommeil.

Après les interventions des portes paroles de toutes les délégations présentes à ce conclave, la mise sur pied de deux commissions de rédaction a été proposée par la plénière, l'une s'est attelée à la confection d'une déclaration sur le bilan politique et la capitalisation de la grande victoire populaire du 10-10-2002, l'autre a pris en charge le point relatif à la forme de solidarité à adopter en faveur des avocats et qui a été sanctionné par une motion de soutien à ces derniers.

Ces deux documents ont été faxés à la presse et dispatchés auprès des coordinations de la C.A.D.C

Le fait saillant qui ressort de la déclaration est que, grâce à la maturité politique acquise par la population tout au long de son combat en quête de dignité et de démocratie, elle a pu déjouer le plan machiavélique du pouvoir qui rêvait de voir les Kabyles s'entre déchirer

Les autres points débattus en plénière ont consisté en :

* Actions à mener en faveur des détenus pour exiger leurs libérations.

1- une action immédiate sous forme de sit-in de délégués élargi aux citoyens à 10 h le 15/10/2002 devant le tribunal de Tizi-Ouzou.

2- ultimatum pour la libération des détenus dont l'expiration sera suivie de la fermeture des sièges de daïras et l'expulsion des chefs de daïras si les délégués incarcérés ne sont pas relaxés entre-temps.

3- Principe d'une action d'envergure sous forme d'une grandiose marche populaire vers Tizi-Ouzou, dans l'objectif en plus de l'exigence de la libération des détenus (si à cette date ils sont toujours en prison) est la satisfaction de la plate- forme d'El Kseur.

Sur le plan technique, l'objectif est de pénétrer à Tizi-Ouzou en rangs compacts par les déférentes voies d'accès au chef lieu de la Wilaya.

* La mise en quarantaine des candidats n'ayant pas effectué leurs retraits des listes électorales au moins à la veille de la mascarade électorale.

Pour ces individus la mise en quarantaine est effective et applicable à partir du 10/10/2002 au matin.

Les déclarations de mise en quarantaine se feront à l'échelle locale, Wilayale et inter wilayale.

Les candidats qui ont déposés des plaintes contre des délégués ou des citoyens sont sommés de les retirer si non ils assumeront pleinement les conséquences qui pourraient en découler, un ultimatum leur est lancé pour ce faire.

* Dans la chapitre : capitalisation de la victoire du 10/10/2002 des meetings explicatifs et de gratitude seront faits à partir de jeudi 17/10/2002 et qui consisteront aussi à l'adoption des voies et moyens à mettre en œuvre pour l'empêchement de l'installation des pseudo- maires ou l'administrateurs éventuels qui seraient envoyés par le pouvoir.

Car la population à dit : ni maire, ni DJC, dès lors que ces derniers n'ont pas été plébiscités par cette même population.

* Concernant le point relatif à la gestion de la situation d'après le 10/10/2002, sans approfondir pour le moment, il est question, en référence au document du rejet des élections qui parle justement de cette période, de retourner à la base sous forme d'assemblées générales au niveau de chaque village et quartier pour un large débat populaire dans lequel devait impliquée toute la société civile.

* Une proposition de la dernière minute d'un jeune délégué à recueilli l'approbation de la salle qui consiste à une mise au point à BRTV pour avoir ouvert ses canneaux à Mr Ali ENFLIS, alors que la télé division nationale (ENTV) à toujours fait dans le dénigrement, tox et la propagande anti- mouvement citoyen de Kabylie.

L'ordre du jour ayant été épuisé, la séance à été levée vers 21 h après l'observation d'une minute de silence clôturant les travaux

Ichareouene, le 14/10/2002

Présidence tournante Tizi-Rached

Ulac Smah Ulac

Ulac L'Mir Ulac

Le Combat Continu

APPEL

Les représentants des wilayates de Bgayet, Stif, Bordj-Bouasiridj, Tizi-Ouzou, Boumerdas et la Coordination des comités autonomes des universités d'Alger, réunis au théâtre KATEB Yacine de Tizi-Ouzou, ce jour le lundi 04 juin 2001, appellent les algériennes et les algériens, épris de justice et de liberté, à une MARCHÉ NATIONAL et PACIFIQUE à Alger le jeudi 14 juin 2001 à 13h ;

CONTRE : - TAMHEORANT (HOGRA) dans toutes ses formes, incarnée par le pouvoir mafieux et assassin.

POUR : - La totale DIGNITE du peuple algérien, à commencer par la satisfaction de revendication de TAMAZIGHT dans toutes ses dimensions (identitaire, civilisationnelle, culturelle et linguistique : notamment TAMAZIGHT langue nationale et officielle).

Le MARCHÉ débutera des PINS MARITIMES (FOIRE D'ALGER) vers la PRÉSIDENCE en passant par la place du 1^{er} mai.

- Une plate forme de revendication unifiée, à déposer à la présidence, sera élaborée lors de la réunion de coordination inter-wilayate qui aura lieu à Bgayet le jeudi 07 juin 2001 à 11h00.
- Nous appelons tous les secteurs d'activité à observer une GREVE GENERALE le jour, jeudi 14 juin 2001.

NOUS SOMMES EN MARCHÉ

ENSEMBLE NOUS VAINCRONS

LA COORDINATION INTER WILAYATE

UNIVERSITE MOULOUD MAMMERI TIZI-OUZOU

DECLARATION

Dans le prolongement de la mobilisation de la communauté universitaire pendant ces jours douloureux aux cotés de la jeunesse révoltée de Kabylie, nous communauté universitaire de Tizi-Ouzou, réunie ce jour lundi 7 mai 2001 lançons un appel à toutes les universités Algériennes afin de réfléchir aux conséquences graves qu'a suscité l'assassinat du jeune lycéen Massinissa dans l'enceinte même de la brigade de gendarmerie de Beni douala - institution de l'Etat censée le protéger. Nous réaffirmons, que ce qui s'est passé en kabylie aurait pu avoir lieu dans n'importe quelle région du pays, tellement la hogra et le déni de droit constituent le lot quotidien de tous les Algériens et Algériennes.

Nous nous inclinons encore une fois avec respect et humilité devant la mémoire des jeunes tombés sous les balles de la répression féroce et injustifiée et demeurons mobilisés pour faire aboutir les revendications de la population dont la quintessence réside à notre avis dans ce qui suit :

- La commémoration du 21eme anniversaire du printemps amazigh dans la sérénité et la réflexion rationnelle a été soumise à une provocation organisée par une institution de l'Etat. L'assassinat dans des conditions atroces du jeune Massinissa le 18 avril 2001 n'ayant pas donné le résultat escompté par ces instigateurs, puisqu'aucune réaction n'a été enregistrée ; une autre provocation a été organisée par le même corps trois jours plus tard à Amizour et sur la même catégorie de citoyens : des jeunes adolescents.
- Les déclarations du commandement de la gendarmerie n'a fait que jeter de l'huile sur le feu en portant atteinte à la mémoire du jeune Massinissa. Les cafouillages et les atermoiements des différentes autorités du pays et le discours du premier magistrat du pays n'ont guère fait mieux.
- La lecture de ces événements à travers le prisme régionaliste privilégié par certains médias et personnalités est un autre outrage et insulte tant aux personnes fauchées à la fleur de l'âge ; qu'à cette région d'Algérie.

Les dizaines de tués par balles et les centaines de blessés, dont une majorité touchées dans le dos interpellent toute la nation.

Le soulèvement de la jeunesse de Kabylie est venu dénoncer l'arbitraire, la hogra en réaction aux provocations qui se sont succédées. A quand l'arrêt des traumatisme collectifs à répétition qui ont touchés toutes les générations depuis l'indépendance du pays ?

Les jeunes de notre pays désabusés par une malvie insupportable, rongés par la désespérance, délaissés et livrés à eux même expriment par convulsions cycliques, ces conditions atroces qui leur sont faites. Bien que la sonnette d'alarme ait été tirée maintes reprises, le pouvoir entraîné sur la pente par l'inertie de sa propre politique s'entête dans la même direction. Néanmoins, au bout, il y a un gouffre. Car la question la plus urgente et la plus dangereuse qu'a exprimée la jeunesse de Kabylie, au compte de toute la jeunesse Algérienne, c'est la défiance à l'égard de toutes les organisations officielles existantes et la haine grandissante contre les institutions de l'Etat.

L'enjeu est plus important, infiniment plus important que celui du maintien du système en place ou l'alternance au pouvoir, bien que cela soit d'une extrême importance. L'avenir de la nation et de son unité est en jeu.

Ce que nous venons de vivre, soulève un problème central dans tout le pays, c'est celui du respect de la citoyenneté dans tous les domaines.

La citoyenneté implique la réappropriation par les citoyens de leur espace social et national mais aussi la mise fin à la hogra et l'injustice ; ce qui est inconcevable en l'absence de démocratie véritable, du respect de toutes les libertés démocratiques et de l'égalité entre les citoyens. Une Algérie citoyenne et démocratique exige que des mesures concrètes soient prises en urgence :

- La revendication de la réhabilitation de l'identité Amazigh, langue et culture a constitué un combat pacifique mais déterminé de plusieurs générations. Elle est aujourd'hui encore une fois exprimée par la jeunesse révoltée par la hogra et l'injustice. La reconnaissance officielle par l'Etat de la langue Tamazight en tant que langue nationale et officielle est une des priorités nationales que l'Etat doit assumer pour répondre à cette aspiration citoyenne et démocratique pour réparer un déni de droit.

- Ouverture du fonctionnement des institutions sur les besoins des citoyens en particulier la jeunesse ; pour des institutions au service des citoyens et non le contraire.

- Engager résolument le pays dans la construction d'un avenir de progrès pour notre jeunesse afin d'endiguer le chômage, l'exclusion scolaire, le manque de formation et de qualification, et la misère galopante.

Nous nous exprimons pour une Algérie citoyenne, démocratique et sociale ; pour une Algérie juste et équitable qui construit un avenir d'unité et de fraternité.

C'est dans ce sens que nous demandons que toutes les personnes impliquées dans les provocations à l'origine de ces événements douloureux et malheureux soient relevés de leur fonction avant d'être jugées pour les dégâts dont elles se sont rendues responsables. Aussi, nous exigeons le retrait des brigades de gendarmerie qui ont tirées sur la foule.

Nous adressons un appel solennelle à la communauté universitaire nationale et à la société civile pour qu'elle comprenne le sens de cette lutte et pour qu'elle lui apporte le soutien nécessaire.

Nous saluons particulièrement la jeunesse et la population qui ont privilégiées des formes d'expression, de mobilisation et d'organisation qui ne prêtent pas le flanc aux provocations.

**La communauté universitaire de Tizi-Ouzou.
AG du 07 avril 2001.**

Declaration

Trente neuf ans après l'indépendance et malgré l'immense mobilisation et les énormes sacrifices consentis par des générations éprises de justice et de liberté. Nous voilà encore une fois devant une situation les plus macabres, marquée par les répressions sanglantes et l'aveugle d'un pouvoir *ASSASSIN* qui n'a pas hésité à utiliser des balles explosives contre une jeunesse qui ose dénoncer pacifiquement les dépassements au quotidien qui se traduisent par l'injustice, la hogra, l'exclusion, le déni identitaire, l'absence de perspectives la torture, la dictature ; causant ainsi des dizaines de morts et des centaines de blessés. Ce qui montre encore une fois la volonté de ce pouvoir *IRRESPONSABLE* de mettre à feu et à sang la Kabylie.

En guise de solidarité avec nos frères martyrs, héros et pour s'inscrire dans la continuité du combat OH ! combien légitime et digne. Nous groupe d'étudiants *autonomes* réunis à la cité universitaire de Oued Aissi le 20 Mai 2001 avons décidé de marcher *PACIFIQUEMENT* de Tizi-Ouzou (campus universitaire de Hasnaoua) vers Alger (la Présidence) le **Lundi 28 Mai 2001** dont le départ est fixé à 03h00 du Matin.

Ceci pour :

- Dénoncer les pratiques des forces de répression et le silence du pouvoir face à ce génocide
- Dénoncer les pratiques diffamatoires de l'unique « inique » ENTV.
- Rejeter les deux commissions étouffoirs (parlementaire et ISSAD).
- Soutenir toutes contestations *pacifiques* de la population ayant pour objectif la concrétisation des revendications légitimes.
- Exiger * Le report des examens du BAC et BEF
 - Que justice et réparation soient faites
 - Constitutionnalisation de Tamazight comme **Langue Nationale et Officielle**
 - Le statut particulier de Martyrs pour les victimes de la démocratie
 - Plan d'urgence sociaux économique
 - Le retrait immédiat du nouveau code pénal et de toutes les lois scélérates ainsi que l'ouverture du champ médiatique
 - L'arrêt de la Hogra et de l'injustice et de la répression.

Nous réaffirmons encore une fois la nature *PACIFIQUE* de notre action et nous mettons les pouvoirs publics devant leurs responsabilités, ainsi que nous tenons à témoins les étudiants la coordinations des comités des Aarchs des Daïra et des communes, les Partis politiques, la ligue des droits de l'homme, la presse Nationale et internationale et le Mouvement associatif contre toutes formes de répression.

VERITE * JUSTICE * DEMOCRATIE

Les signataires :

- LEKADIR AHMED (Institut de Génie Mécanique)
- AKNINE ESSAID (Institut des sciences économiques)
- FETOUM MOULOUD (Institut d'électronique)
- CHERIFI M'NEOUER (Institut de Mathématique)
- DAHMANT CHABANE (Institut de Génie Civil)
- TEBANI MUSTAPHA (Génie Mécanique)
- HANIFI MASSINISSA (Institut Biologie)
- C-L. HOCINE (Institut de Chimie)
- B. NOUREDDINE (Institut de Génie Mécanique)
- T. EL MEHDI (Institut de Génie Mécanique)
- A. SAID (Institut de Biologie)



31



32



33



34